

RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

**Bid Receiving Public Works and Government
Services Canada/Réception des soumissions
Travaux publics et Services gouvernementaux
Canada**

800 Burrard Street, Room 219

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver, BC V6Z 0B9

Bid Fax: (604) 775-7526

Request For a Standing Offer Demande d'offre à commandes

Regional Master Standing Offer (RMSO)

Offre à commandes maître régionale (OCMR)

Canada, as represented by the Minister of Public Works and Government Services Canada, hereby requests a Standing Offer on behalf of the Identified Users herein.

Le Canada, représenté par le ministre des Travaux Publics et Services Gouvernementaux Canada, autorise par la présente, une offre à commandes au nom des utilisateurs identifiés énumérés ci-après.

Comments - Commentaires

CE DOCUMENT CONTIENT UNE EXIGENCE DE SÉCURITÉ

Vendor/Firm Name and Address**Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada - Pacific Region

219 - 800 Burrard Street

800, rue Burrard, pièce 219

Vancouver, BC V6Z 0B9

Title - Sujet Formation Linguistique	
Solicitation No. - N° de l'invitation EZ156-190001/A	Date 2018-10-30
Client Reference No. - N° de référence du client EZ156-190001	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$VAN-524-8467
File No. - N° de dossier VAN-8-41159 (524)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2018-12-10	Time Zone Fuseau horaire Pacific Standard Time PST
Delivery Required - Livraison exigée See Herein	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Yamamoto, Albert	Buyer Id - Id de l'acheteur van524
Telephone No. - N° de téléphone (604)562-8773 ()	FAX No. - N° de FAX (604)775-7526
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA Attn.: Albert Yamamoto 641-800 BURRARD (Various Locations) VANCOUVER British Columbia V6Z 0B9 Canada	
Security - Sécurité This request for a Standing Offer includes provisions for security. Cette Demande d'offre à commandes comprend des dispositions en matière de sécurité.	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address	
Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone	
Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print)	
Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	8
1.4 COMPTE RENDU.....	8
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS	8
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	8
2.2 PRÉSENTATION DES OFFRES.....	9
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	9
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES	11
2.5 LOIS APPLICABLES	11
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES.....	12
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES	12
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	16
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	21
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	47
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC L'OFFRE	47
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ÉMISSION D'UNE OFFRE À COMMANDES ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES.....	47
PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES	48
6.1 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	48
6.2 CAPACITÉ FINANCIÈRE.....	48
PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT.....	48
A. OFFRE À COMMANDES.....	48
7.1 OFFRE.....	48
7.2 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	49
7.3 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	49
7.4 DURÉE DE L'OFFRE À COMMANDES	50
7.5 RESPONSABLES.....	50
7.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	51
7.7 UTILISATEURS DÉSIGNÉS	51
7.8 PROCÉDURES POUR LES COMMANDES SUBSÉQUENTES	51
7.9 INSTRUMENT DE COMMANDE	55
7.10 LIMITE DES COMMANDES SUBSÉQUENTES	55
7.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	55
7.12 ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	56
7.13 LOIS APPLICABLES	56
B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	60

7.1	ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	60
7.2	CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES.....	60
7.3	DURÉE DU CONTRAT.....	60
7.4	DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	60
7.5	PAIEMENT	60
7.6	INSTRUCTIONS POUR LA FACTURATION.....	61
7.7	ASSURANCES.....	61
ANNEXE A.....		62
ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....		62
ANNEXE B.....		102
BASE DE PAIEMENT		155
ANNEXE C.....		158
PROFIL DE L'ENTREPRENEUR ET AIDE À LA DEMANDE DE DISPONIBILITÉ		158
ANNEXE D.....		160
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ		160
ANNEXE E DE LA PARTIE 3 DE LA DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES		161
INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE.....		161
ANNEXE F		162
EXIGENCES DE RAPPORT DE L'OFFRE À COMMANDES		162

LE PRÉSENT DOCUMENT COMPORTE UNE EXIGENCE RELATIVE À LA SÉCURITÉ.

REMARQUE : La présente demande d'offres à commandes (DOC) s'adresse aux écoles de langue qui doivent avoir suffisamment de ressources pédagogiques et de conseillers pédagogiques pour l'exécution des travaux requis dans le cadre de cette offre à commandes. Les enseignants indépendants de langue française peuvent se reporter à la DOC EZ156-190001/B pour connaître les occasions de services de formation linguistique en français.

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- | | |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin; |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC; |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres : donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés; |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection; |
| Partie 5 | Attestations et renseignements supplémentaires : comprend les attestations et les renseignements supplémentaires à fournir; |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances : comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent : |
| | 7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables; |
| | 7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Les annexes comprennent l'Énoncé des travaux, la Base de paiement, les instruments de paiement électronique et tout autre annexe.

1.2 Sommaire

Le Canada a l'intention d'émettre des offres à commandes principales et régionales (OCPR) pour répondre à ses exigences en matière de formation linguistique en français dans la province de Colombie-Britannique, pour le district régional du Grand Vancouver (soit les municipalités visées par les préfixes de code postal suivants : V1M, V2W-V2Z, V3A-V3C, V3E, V3H, V3J-V3N, V3R-V3T, V3V-V3Z, V4A-V4C, V4E, V4G, V4K-V4N, V4P, V4R, V4W, V5A-V5Z, V6A-V6Z, V7A-V7Z), le district régional de la vallée du Fraser (soit les municipalités visées par les préfixes de code postal suivants : V0M, V2P, V2R, V2S, V2T, V3G, V4S, V4X et V4Z), Victoria sur l'île de Vancouver (soit les municipalités visées par les préfixes de code postal suivants : V8L-V8N, V8P, V8R, V8S, V8T, V8V-V8Z, V9A-V9C et V9E) et

Nanaimo sur l'île de Vancouver (soit les municipalités visées par les préfixes de code postal suivants : V9R-V9T, V9V et V9X).
Les formations se donneront à la demande, par l'intermédiaire d'une commande subséquente à l'offre à commandes (Partie 7B).

Aux fins de la présente DOC, les travaux requis sont divisés en six (6) champs de travail, comme suit :

N° du champ de travail	Langue cible	Lieu	Format	Mode
3	FRANÇAIS	Offrant	Temps partiel	Groupe
4	FRANÇAIS	Institution fédérale	Temps partiel	Groupe
7A	FRANÇAIS	Offrant	Temps plein	Individuelle
7B	FRANÇAIS	Institution fédérale	Temps plein	Individuelle
9A	FRANÇAIS	Offrant	Temps partiel	Individuelle
9B	FRANÇAIS	Institution fédérale	Temps partiel	Individuelle

1.2.1 Durée de l'offre à commandes

La période durant laquelle les commandes subséquentes aux offres à commandes (OC) peuvent être passées sera pour une période d'une année à partir de la date d'émission. Le Canada se réserve le droit de prolonger la période des OC de deux (2) périodes supplémentaires d'une (1) année chacune.

1.2.2 Offres à commandes multiples

Étant donné la nature et la diversité des services, plusieurs offres à commandes pourront être émises pour l'ensemble des champs de travail et zones géographiques énumérées au point 1.2. Cependant le Canada ne s'engage pas à mettre en place une ou toutes les offres à commandes indiquées.

1.2.2.1 Nombre maximal d'offres à commandes à mettre en place et estimation des besoins

Dans leurs soumissions, les offrants peuvent présenter une offre distincte pour chaque champ de travail pour chaque zone géographique (soit chez l'offrant et/ou en institution fédérale).

ZONE GÉOGRAPHIQUE 1 : district régional du Grand Vancouver

Formation chez l'offrant

Champ de travail		Nombre maximal d'offres à commandes à mettre en place	Estimation des besoins pour chaque période de 12 mois
3	Formation de groupe à temps partiel en français chez l'offrant	4	Voir colonne E de chaque tableau de la

7A	Formation individuelle à temps plein en français chez l'offrant		Pièce jointe 2 de la Partie 3, « Évaluation financière pour la Région du Pacifique »
9A	Formation individuelle à temps partiel en français chez l'offrant		

Formation en institution fédérale

Champ de travail		Nombre maximal d'offres à commandes à mettre en place	Estimation des besoins pour chaque période de 12 mois
4	Formation de groupe à temps partiel en français en institution fédérale	4	Voir colonne E de chaque tableau de la Pièce jointe 2 de la Partie 3, « Évaluation financière pour la Région du Pacifique »
7B	Formation individuelle à temps plein en français en institution fédérale		
9B	Formation individuelle à temps partiel en français en institution fédérale		

ZONE GÉOGRAPHIQUE 2 : district régional de la vallée du Fraser

Formation chez l'offrant

Champ de travail		Nombre maximal d'offres à commandes à mettre en place	Estimation des besoins pour chaque période de 12 mois
3	Formation de groupe à temps partiel en français chez l'offrant	2	Voir colonne E de chaque tableau de la Pièce jointe 2 de la Partie 3, « Évaluation financière pour la Région du Pacifique »
7A	Formation individuelle à temps plein en français chez l'offrant		
9A	Formation individuelle à temps partiel en français chez l'offrant		

Formation en institution fédérale

Champ de travail		Nombre maximal d'offres à commandes à mettre en place	Estimation des besoins pour chaque période de 12 mois
4	Formation de groupe à temps partiel en français en institution fédérale	2	Voir colonne E de chaque tableau de la Pièce jointe 2 de la Partie 3, « Évaluation financière pour la
7B	Formation individuelle à temps plein en français en institution fédérale		

9B	Formation individuelle à temps partiel en français en institution fédérale		Région du Pacifique »
----	--	--	-----------------------

ZONE GÉOGRAPHIQUE 3 : Victoria sur l'île de Vancouver

Formation chez l'offrant

Champ de travail		Nombre maximal d'offres à commandes à mettre en place	Estimation des besoins pour chaque période de 12 mois
3	Formation de groupe à temps partiel en français chez l'offrant	2	Voir colonne E de chaque tableau de la Pièce jointe 2 de la Partie 3, « Évaluation financière pour la Région du Pacifique »
7A	Formation individuelle à temps plein en français chez l'offrant		
9A	Formation individuelle à temps partiel en français chez l'offrant		

Formation en institution fédérale

Champ de travail		Nombre maximal d'offres à commandes à mettre en place	Estimation des besoins pour chaque période de 12 mois
4	Formation de groupe à temps partiel en français en institution fédérale	2	Voir colonne E de chaque tableau de la Pièce jointe 2 de la Partie 3, « Évaluation financière pour la Région du Pacifique »
7B	Formation individuelle à temps plein en français en institution fédérale		
9B	Formation individuelle à temps partiel en français en institution fédérale		

ZONE GÉOGRAPHIQUE 4 : Nanaimo sur l'île de Vancouver

Formation chez l'offrant

Champ de travail		Nombre maximal d'offres à commandes à mettre en place	Estimation des besoins pour chaque période de 12 mois
3	Formation de groupe à temps partiel en français chez l'offrant	2	Voir colonne E de chaque tableau de la Pièce jointe 2 de la Partie 3, « Évaluation
7A	Formation individuelle à temps plein en français chez l'offrant		

9A	Formation individuelle à temps partiel en français chez l'offrant		financière pour la Région du Pacifique »
----	---	--	--

Formation en institution fédérale

Champ de travail		Nombre maximal d'offres à commandes à mettre en place	Estimation des besoins pour chaque période de 12 mois
4	Formation de groupe à temps partiel en français en institution fédérale	2	Voir colonne E de chaque tableau de la Pièce jointe 2 de la Partie 3, « Évaluation financière pour la Région du Pacifique »
7B	Formation individuelle à temps plein en français en institution fédérale		
9B	Formation individuelle à temps partiel en français en institution fédérale		

1.2.2.2 Territoire prédéfini – Champ de travail chez l'offrant

Pour la formation qui aura lieu chez l'offrant, les installations de l'offrant doivent être situées à l'intérieur d'une zone géographique tel que définie à l'article 9.0, Lieu de prestation de la formation des apprenants prévue à la Section I, Besoins des annexes A1 et A2 de l'Énoncé des travaux. Toutefois, si l'offrant est en mesure de fournir, sans frais additionnels pour le Canada et conformément à la Base de paiement prévue à l'Annexe B, des services de formation linguistique à l'extérieur des zones géographiques spécifiées tout en demeurant dans la province de la Colombie-Britannique, il doit l'indiquer dans son offre à la Partie 2 de l'Annexe C.

Les installations proposées par l'offrant qui sont situées à l'extérieur des zones géographiques spécifiées ne seront pas évaluées pour la sélection de l'offrant, conformément à la Partie 3 et 4 de la Demande d'offres à commandes (DOC).

Le Canada se réserve le droit d'émettre des commandes subséquentes à l'offrant pour les installations situées à l'extérieur des zones géographiques spécifiées seulement si l'offrant a obtenu une offre à commandes dans une des zones géographiques spécifiées à l'article 9.0 de la Section 1, Besoins des annexes A1 et A2.

1.2.2.3 Territoire prédéfini – Champ de travail en institution fédérale

Si l'offrant est en mesure de fournir, sans frais additionnels pour le Canada et conformément à la Base de paiement prévue à l'Annexe B, des services de formation linguistique à l'extérieur des zones géographiques spécifiées tout en demeurant dans la province de la Colombie-Britannique, il doit l'indiquer dans son offre à la Partie 2 de l'Annexe C.

Le Canada se réserve le droit d'émettre des commandes subséquentes à l'offrant pour les zones géographiques spécifiées seulement si l'offrant a obtenu une offre à commandes dans une des zones géographiques spécifiées à l'article 9.0 de la Section 1, Besoins des annexes A1 et A2.

1.2.3 Conférence des soumissionnaires

Une conférence des soumissionnaires aura lieu à SPAC, au 800, rue Burrard, à Vancouver, le 13 novembre 2018. La conférence commencera à 10 h (HAP). Dans le cadre de cette conférence, on examinera la portée du besoin précisé dans la demande de soumissions et on répondra aux questions qui seront posées. Il est recommandé que les soumissionnaires qui ont l'intention de déposer une soumission assistent à la conférence ou y envoient un représentant. Il sera possible d'y assister par WebEx ou conférence téléphonique.

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante avant la conférence pour confirmer leur présence. Ils devraient fournir à l'autorité contractante, par écrit, une liste des personnes qui assisteront à la conférence, leurs niveaux d'autorisation de sécurité et une liste des questions qu'ils souhaitent y voir abordées au plus tard le 7 novembre 2018 à 16 h (HAP).

Toute précision ou tout changement apporté à la demande de soumissions à la suite de la conférence des soumissionnaires sera inclus dans la demande de soumissions, sous la forme d'une modification. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la conférence pourront tout de même présenter une soumission.

1.3 Exigences relatives à la sécurité

Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, consulter la Partie 6 – Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances; et la Partie 7 – Offre à commandes et clauses du contrat subséquent. Pour de plus amples renseignements sur les enquêtes de sécurité sur le personnel et les organismes, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

1.4 Compte rendu

Les offrants peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Les offrants devraient en faire la demande au responsable de l'offre à commandes dans les 15 jours ouvrables, suivant la réception des résultats du processus de demande d'offres à commandes. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

1.5 Processus de conformité des soumissions en phases

Le processus de conformité des soumissions en phases s'applique à ce besoin.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document [2006](#) (2018-05-22) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours
Insérer : 180 jours ouvrables

2.2 Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

Groupe de la réception des soumissions
Services publics et Approvisionnement Canada
800, rue Burrard, pièce 219
Vancouver (Colombie-Britannique) V6Z 0B9

TPSGC.RPReceptiondessoumissions-PRBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Les soumissions et les offres envoyées directement à cette adresse courriel ne seront pas acceptées. Ce courriel a pour but d'entamer une conversation ePost Connect, tel que détaillé dans les instructions uniformisées.

Numéro de télécopieur pour les soumissions : 604-775-7526

2.3 Ancien fonctionnaire

Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats attribués à des anciens fonctionnaires, les offrants doivent fournir l'information exigée ci-dessous avant l'émission d'une offre à commandes. Si la réponse aux questions et, s'il y a lieu les renseignements requis, n'ont pas été fournis par le temps où l'évaluation des offres est complétée, le Canada informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel l'information doit être fournie. Le défaut de répondre à la demande du Canada et de se conformer aux exigences dans les délais prévus rendra l'offre non recevable.

Définitions

Aux fins de la présente clause, « ancien fonctionnaire » désigne tout ancien employé d'un ministère au sens de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R., 1985, ch.

F-11, un ancien membre des Forces canadiennes ou un ancien membre de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :

- a. une personne physique;
- b. une personne morale;
- c. une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires;
- d. une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.

Le terme « période du paiement forfaitaire » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou vers un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de départ, qui se mesure de façon similaire.

Le terme « pension » signifie une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la Loi sur la pension de la fonction publique (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la Loi sur les prestations de retraite supplémentaires, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes, L. R., 1985, ch. C-17, à la Loi sur la continuation de la pension des services de défense, 1970, ch. D-3, à la Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada, 1970, ch. R-10, à la Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, ni la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

Ancien fonctionnaire touchant une pension

Selon les définitions fournies ci-dessus, l'offrant est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension? **OUI**
() **NON** ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante pour tous les anciens fonctionnaires touchant une pension, le cas échéant :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. la date de cessation d'emploi dans la fonction publique ou de la retraite.

En fournissant cette information, les offrants acceptent que le statut de l'offrant retenu, en tant qu'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la LPFP, soit publié dans les rapports de divulgation proactive des marchés, sur les sites Web des ministères, et ce, conformément à l'Avis sur la Politique des marchés : 2012-2 et les Lignes directrices sur la divulgation des marchés.

Directive sur le réaménagement des effectifs

Est-ce que l'offrant est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu de la Directive sur le réaménagement des effectifs? **OUI** () **NON** ()

Si oui, l'offrant doit fournir l'information suivante :

- a. le nom de l'ancien fonctionnaire;
- b. les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
- c. la date de la cessation d'emploi;
- d. le montant du paiement forfaitaire;
- e. le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
- f. la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;

-
- g. nombre et montant (honoraires professionnels) des autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réaménagement des effectifs.

Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, taxes applicables comprises.

2.4 Demandes de renseignements – Demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins dix (10) jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Les demandes de renseignements reçues après ce délai pourraient demeurer sans réponse.

Les offrants doivent inscrire le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte leur demande de renseignements. Ils doivent prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec précision. Les demandes de renseignements techniques à caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les articles portant la mention « exclusif » seront traités avec une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Le Canada peut réviser les questions ou peut demander aux offrants de le faire afin d'en éliminer le caractère exclusif et de permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada pourrait ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les offrants.

2.5 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Colombie-Britannique et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans compromettre la validité de leur offre, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables précisées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES

3.1 Instructions pour la préparation des offres

- Si l'offrant choisit de transmettre son offre par voie électronique, le Canada demande que l'offre soit présentée conformément à l'article 08 des instructions uniformisées 2006. Les offrants sont tenus de présenter leur offre en une seule transmission. Le service Connexion postal peut recevoir plusieurs documents pouvant chacun atteindre, au maximum, 1 Go. L'offre doit être présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique
Section II : Offre financière
Section III : Attestations

- Cependant, si l'offrant choisit de transmettre son offre sur papier, le Canada demande que l'offre soit présentée en sections distinctes, comme suit :

Section I : Offre technique (1 copie papier)

Section II : Offre financière (1 copie papier)

Section III : Attestations (1 copie papier)

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique sur support électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Si l'offrant fournit simultanément des copies de son offre en utilisant plusieurs méthodes de livraison acceptables et s'il y a divergence entre le libellé de l'une ou l'autre de ces copies et la copie électronique fournie par le service postal Connexion, le libellé de la copie électronique fournie par le service postal Connexion aura priorité sur celui des autres copies.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous pour préparer leur offre en format papier :

- (a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la DOC.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et les organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour inclure les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement : la [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants doivent :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées;
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Offre technique

Dans leur offre technique, les offrants devraient expliquer et démontrer comment ils entendent répondre aux exigences et réaliser les travaux.

Section II : Offre financière

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec l'Annexe B, Base de paiement.

3.1.1 Paiement électronique de factures – Offre

Si vous êtes disposé à accepter les paiements de factures effectués à l'aide des instruments de paiement électronique, remplissez l'Annexe E, Instruments de paiement électronique, pour indiquer ceux qui sont acceptés.

Si l'Annexe E, Instruments de paiement électronique n'est pas remplie, on considérera que les instruments de paiement électronique ne sont pas acceptés pour le paiement des factures.

L'acceptation des instruments de paiement électronique ne sera pas considérée comme un critère d'évaluation.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

Clause uniformisée d'achat [C3011T](#) (2013-11-06), Fluctuation du taux de change.

Section III : Attestations – Les offrants doivent présenter les attestations et les renseignements supplémentaires demandés à la Partie 5.

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 3 BARÈME DE PRIX

1. Offre de taux horaire ferme tout compris

1.1 Les offrants doivent proposer des taux horaires forfaitaires fermes par apprenant (le montant total de la taxe sur les produits et services [TPS] doit être indiqué séparément, le cas échéant), pour chaque champ de travail dans une ou plusieurs zones géographiques (soit dans les locaux de l'offrant et/ou dans une institution fédérale) pour lequel ils présentent une offre et doivent inclure celle-ci dans leur offre financière.

L'offrant peut proposer des tarifs pour une, plusieurs ou toutes les zones géographiques indiquées à l'article 9.0 – Lieu de formation de l'apprenant à la section I de l'Annexe A, Énoncé des travaux.

Les taux horaires fermes tout compris par apprenant doivent comprendre, au minimum :

- 1) préparation et fourniture des produits livrables;
- 2) travail de la ressource enseignante et du conseiller pédagogique;
- 3) temps consacré par la ressource enseignante et le conseiller pédagogique aux parties 1 et/ou 2 et/ou 3 des séances de familiarisation et aux sessions pédagogiques;
- 4) autres frais engagés par les ressources de l'offrant pour effectuer les travaux ou assister aux séances de familiarisation et aux sessions pédagogiques;
- 5) temps de préparation des cours par la ressource enseignante;
- 6) frais d'impression jusqu'à un maximum de 50 pages par mois par apprenant;
- 7) acquisition du matériel didactique;
- 8) mise en cours (création) des cours de groupes pour les champs de travail – formation de groupe;
- 9) pause-café de la ressource enseignante et du conseiller pédagogique;
- 10) coûts directs, coûts indirects, frais généraux d'administration ainsi que le profit.

1.2 Les taux soumis par l'offrant doivent comprendre également le coût total de tous les frais de déplacement et de subsistance qui peuvent devoir être engagés relativement :

- (1) aux travaux décrits aux annexes A1 et A2 qui doivent être exécutés dans la province de la Colombie-Britannique;
- (2) à tout déplacement entre le lieu de travail de l'entrepreneur et le lieu de travail (chez l'offrant ou dans les institutions fédérales situées dans les zones géographiques précisées dans la présente DP dans la province de la Colombie-Britannique);

- (3) à la réinstallation des ressources.

Ces frais ne peuvent pas être imputés ni directement ni séparément des honoraires professionnels à tout contrat subséquent qui pourrait découler de la demande de soumissions.

1.3 Les offrants doivent offrir leurs taux horaires fermes et forfaitaires par apprenant pour la période du contrat et chaque période de prolongation de l'offre à commandes.

2. Aux fins de l'évaluation des offres, le prix calculé pour une offre sera déterminé conformément aux barèmes de prix décrits à la Pièce jointe 2 de la Partie 3, intitulée « Évaluation financière pour la Région du Pacifique ». Les données volumétriques incluses dans le fichier électronique sur les estimations annuelles du nombre d'apprenants sont fournies uniquement à des fins d'évaluation (pour calculer le prix de chaque offre). Elles ne doivent pas être considérées comme une garantie contractuelle.

Pour les besoins de l'évaluation (Pièce jointe 2 de la Partie 3), on utilisera les taux proposés par l'offrant (colonne C), le nombre d'heures estimées (colonne D) ainsi que l'estimation annuelle du nombre d'étudiants (colonne E) pour calculer le total pour chaque période. Le total des trois (3) périodes correspondra au prix total pour chaque champ de travail.

Le nombre d'apprenants par groupe (colonne B) est fourni à titre d'information seulement et ne sera pas utilisé pour calculer le total multiplié (colonne F).

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les offres reçues seront évaluées par rapport à la totalité du besoin énoncé dans la DOC, y compris les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.
- (c) Le Canada utilisera le Processus de conformité des soumissions en phases décrit ci-dessous.

4.1.1 Processus de conformité des soumissions en phases (PCSP)

4.1.1.1(2018-07-19) Généralités

- (a) Le Canada suit le PCSP décrit ci-dessous pour cette exigence.
- (b) Nonobstant tout examen effectué par le Canada à la phase I ou II du PCSP, les soumissionnaires sont et resteront les seuls responsables de l'exactitude, de la cohérence et de l'intégralité de leurs soumissions, et le Canada n'assume, à la suite de cet examen, aucune obligation ou responsabilité de repérer toute erreur ou omission dans les soumissions ou dans les réponses d'un soumissionnaire à toute communication du Canada.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT QUE LES EXAMENS AUX PHASES I ET II DU PCSP SONT PRÉLIMINAIRES ET N'EMPÊCHENT PAS QU'UNE SOUMISSION SOIT JUGÉE NON RECEVABLE À LA PHASE III, ET CE, MÊME POUR LES EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI ONT FAIT L'OBJET D'UN EXAMEN AU COURS DE LA PHASE I OU II, ET MÊME SI LA SOUMISSION AVAIT ÉTÉ JUGÉE RECEVABLE À L'UNE DE CES PHASES PRÉCÉDENTES. LE CANADA PEUT JUGER QU'UNE SOUMISSION NE RÉPOND PAS À UNE EXIGENCE OBLIGATOIRE À N'IMPORTE QUELLE PHASE.

LE SOUMISSIONNAIRE RECONNAÎT ÉGALEMENT QUE SA RÉPONSE À UN AVIS OU À UN RAPPORT SUR L'ÉVALUATION DE LA CONFORMITÉ (REC) (CES TERMES SONT DÉFINIS PLUS BAS) À LA PHASE I OU II, POURRAIT NE PAS RÉPONDRE AUX EXIGENCES OBLIGATOIRES QUI FONT L'OBJET DE L'AVIS OU DU REC ET POURRAIT RENDRE SA SOUMISSION NON CONFORME À D'AUTRES EXIGENCES OBLIGATOIRES.

- (c) Le Canada peut, à sa discrétion et à tout moment, demander et accepter de l'information du soumissionnaire pour corriger des erreurs ou des lacunes administratives dans la soumission, et peut considérer que cette information fait partie de la soumission. Ces erreurs pourraient être, entre autres : une signature manquante; une case non cochée dans un formulaire; une erreur de format ou de forme; l'omission de l'accusé de réception, du numéro d'entreprise – approvisionnement ou des coordonnées des personnes-ressources, comme les noms, les adresses et les numéros de téléphone; ou des erreurs commises par inadvertance dans les chiffres ou les calculs qui ne modifient pas le montant que le soumissionnaire a indiqué pour le prix ou tout composant visé par l'évaluation. Cela ne limitera pas le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information après la date de clôture des soumissions dans des circonstances où la demande de soumissions le permet expressément. Le soumissionnaire disposera de la période de temps précisée par écrit par le Canada pour fournir la documentation nécessaire. À défaut de respecter ce délai, la soumission sera déclarée non recevable.
- (d) Le PCSP ne limite pas les droits du Canada en vertu des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) 2003 (2018-05-22) Instructions uniformisées – biens ou services – besoins

concurrentiels, ni le droit du Canada de demander ou d'accepter toute information pendant la période de demande de soumissions ou après la date de clôture des soumissions dans des circonstances où la demande de soumissions le permet expressément, ou dans les circonstances décrites au paragraphe c.

- (e) Le Canada enverra un avis ou un REC par la méthode de son choix et à sa discrétion absolue. Le soumissionnaire doit présenter sa réponse par la méthode décrite dans l'avis ou le REC. Les réponses sont considérées comme reçues par le Canada à la date et à l'heure où elles ont été livrées au Canada par la méthode indiquée dans l'avis ou le REC et à l'adresse qui y figure. Une réponse par courriel autorisée dans l'avis ou le REC est considérée comme reçue par le Canada à la date et à l'heure auxquelles elle a été reçue dans la boîte de réception de l'adresse électronique indiquée dans l'avis ou le REC. Un avis ou un REC envoyé par le Canada au soumissionnaire à toute adresse fournie par celui-ci dans la soumission ou après l'envoi de celle-ci est considéré comme reçu par le soumissionnaire à la date à laquelle il a été envoyé par le Canada. Le Canada n'est pas responsable de la réception tardive d'une réponse par le Canada, quelle qu'en soit la cause.

4.1.1.2 (2018-03-13) Phase I : Soumission financière

- (a) Après la date et l'heure de clôture de la présente demande de soumissions, le Canada examinera la soumission afin de déterminer si elle comprend une soumission financière et si la soumission financière comprend tous les renseignements requis dans la présente demande de soumissions. L'examen de la soumission par le Canada à la phase I se limitera à déterminer si les renseignements requis dans la soumission financière de la demande de soumissions sont manquants. Cet examen ne déterminera pas si la soumission financière respecte toute norme ou répond à toutes les exigences de la demande de soumissions.
- (b) L'examen de la soumission par le Canada à la phase I sera réalisé par des fonctionnaires du ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux.
- (c) Si le Canada détermine, à sa discrétion absolue, qu'il n'y a pas de soumission financière ou que la soumission financière ne contient aucun des renseignements requis décrits dans la demande de soumissions, la soumission sera jugée non recevable et rejetée d'emblée.
- (d) Pour les soumissions autres que celles décrites en c), le Canada fera parvenir un avis écrit au soumissionnaire (l'« avis ») indiquant où il manque des renseignements dans la soumission financière. Un soumissionnaire dont la soumission financière a été déclarée conforme aux exigences qui font l'objet d'un examen à la phase I ne recevra pas d'avis. Un tel soumissionnaire n'est pas autorisé à présenter des renseignements supplémentaires relativement à sa soumission financière.
- (e) Les soumissionnaires qui ont reçu un avis disposeront du délai précisé dans l'avis (la « période de correction ») pour corriger les problèmes qui y sont signalés en fournissant au Canada, par écrit, des renseignements supplémentaires ou des précisions en réponse à l'avis. Les réponses reçues après la fin de la période de correction ne seront pas prises en compte par le Canada, sauf dans les circonstances et selon les modalités expressément prévues dans l'avis.

-
- (f) Dans sa réponse à l'avis, le soumissionnaire aura le droit de corriger uniquement la partie de sa soumission financière qui est indiquée dans l'avis. Par exemple, lorsque l'avis indique qu'un élément requis a été laissé en blanc, seuls les renseignements manquants peuvent être ajoutés à la soumission financière, sauf lorsque l'ajout de tels renseignements entraîne nécessairement une modification à d'autres calculs précédemment soumis dans la soumission financière (p. ex., le calcul visant à déterminer un prix total). De tels ajustements doivent être indiqués par le soumissionnaire, et seuls ces ajustements peuvent être effectués. Tous les renseignements fournis doivent respecter les exigences de la présente demande de soumissions.
- (g) Toute autre modification apportée à la soumission financière par le soumissionnaire sera considérée comme une nouvelle information et ne sera pas prise en considération. Aucun changement ne sera autorisé à une autre section de la soumission. Les renseignements fournis conformément aux exigences de la présente demande de soumissions en réponse à l'avis remplaceront, en totalité, uniquement la partie de la soumission financière originale comme il est permis ci-dessus et seront utilisés pour le reste du processus d'évaluation de la soumission.
- (h) Le Canada déterminera si la soumission financière est conforme aux exigences évaluées à la phase I, en tenant compte des renseignements supplémentaires ou des précisions qui peuvent avoir été fournis par le soumissionnaire conformément à la présente section. Si la soumission financière n'est pas conforme aux exigences évaluées à la phase I à la satisfaction du Canada, la soumission sera jugée non recevable et sera rejetée d'emblée.
- (i) Seules les soumissions jugées conformes aux exigences évaluées à la phase I à la satisfaction du Canada feront l'objet d'une évaluation à la phase II.

4.1.1.3 (2018-03-13) Phase II : Soumission technique

- (a) L'examen de la soumission par le Canada à la phase II se limitera à un examen de la soumission technique pour cibler les cas où le soumissionnaire n'a pas réussi à satisfaire à tout critère obligatoire admissible. Cet examen ne déterminera pas si la soumission technique respecte toute norme ou répond à toutes les exigences de la demande de soumissions. Les critères obligatoires admissibles sont tous des critères techniques obligatoires qui sont indiqués comme étant assujettis au PCSP dans la présente demande de soumissions. Les critères techniques obligatoires qui ne sont pas indiqués comme étant assujettis au PCSP dans la demande de soumissions ne seront évalués qu'à la phase III.
- (b) Le Canada fera parvenir un avis écrit au soumissionnaire (le « rapport sur l'évaluation de la conformité » ou le « REC ») indiquant tout critère obligatoire admissible que la soumission n'a pas respecté. Un soumissionnaire dont la soumission a été jugée conforme aux exigences évaluées à la phase II recevra un REC attestant que sa soumission a été déclarée conforme à ces exigences. Un tel soumissionnaire n'est pas autorisé à présenter de réponse au REC.
- (c) Le soumissionnaire disposera de la période précisée dans le REC (la « période de correction ») pour remédier au non-respect de tout critère obligatoire admissible indiqué dans le REC en fournissant au Canada, par écrit, des renseignements supplémentaires ou différents ou des précisions en réponse au REC. Les réponses reçues après la fin de la période de correction ne seront pas prises en compte par le Canada, sauf dans les circonstances et selon les modalités expressément prévues dans le REC.

-
- (d) La réponse du soumissionnaire doit porter uniquement sur les critères obligatoires admissibles énumérés dans le REC qui n'ont pas été respectés, et ne doit comprendre que les renseignements nécessaires pour les respecter. Les renseignements supplémentaires fournis par le soumissionnaire qui ne sont pas nécessaires à la satisfaction de ces exigences ne seront pas pris en compte par le Canada, sauf lorsque la réponse aux critères obligatoires admissibles précisés dans le REC entraîne nécessairement une modification consécutive dans d'autres parties de la soumission. Le soumissionnaire doit indiquer ces modifications supplémentaires, à condition que sa réponse ne comprenne aucune modification à la soumission financière.
- (e) La réponse du soumissionnaire au REC devrait préciser, dans tous les cas, le critère obligatoire admissible du REC auquel il répond, y compris l'indication de la section correspondante de la soumission originale, le libellé de la modification proposée à cette section, ainsi que le libellé et l'emplacement dans la soumission de toute autre modification consécutive qui découle nécessairement de cette modification. En ce qui concerne toute modification consécutive, le soumissionnaire doit inclure une justification expliquant pourquoi une telle modification consécutive est le résultat inévitable de la modification proposée pour répondre au critère obligatoire admissible. Il n'appartient pas au Canada de réviser la soumission du soumissionnaire, et si le soumissionnaire omet de le faire conformément au présent sous-alinéa, c'est à ses propres risques. Tous les renseignements fournis doivent respecter les exigences de la présente demande de soumissions.
- (f) Toute modification à la soumission présentée par le soumissionnaire d'une façon qui n'est pas permise par la présente demande de soumissions sera considérée comme une nouvelle information et sera écartée. Les renseignements fournis conformément aux exigences de la présente demande de soumissions en réponse au REC remplaceront, en totalité, uniquement la partie de la soumission originale, comme le permet la présente section.
- (g) Les renseignements supplémentaires ou différents soumis au cours de la phase II qui sont permis par la présente section seront considérés comme faisant partie de la soumission, mais ne seront pris en compte par le Canada dans l'évaluation de la soumission à la phase II que pour déterminer si la soumission respecte les critères obligatoires admissibles. Les renseignements supplémentaires ou différents ne seront utilisés à aucune phase de l'évaluation pour permettre à la soumission originale d'obtenir une note plus élevée ou moins élevée. Par exemple, un critère obligatoire admissible qui exige l'obtention d'un nombre minimum de points pour être considéré comme conforme sera évalué à la phase II pour déterminer si cette note minimum obligatoire aurait été obtenue si le soumissionnaire avait soumis les renseignements supplémentaires ou différents en réponse au REC. Le cas échéant, la soumission sera jugée conforme par rapport à ce critère obligatoire admissible, et les renseignements supplémentaires ou différents soumis par le soumissionnaire lieront le soumissionnaire dans le cadre de sa soumission, mais la note originale du soumissionnaire, qui était inférieure à la note minimum obligatoire pour ce critère obligatoire admissible, ne changera pas, et c'est cette note originale qui sera utilisée pour calculer les notes de la soumission.

- (h) Le Canada déterminera si la soumission répond aux exigences évaluées à la phase II, en tenant compte des renseignements supplémentaires ou différents ou des précisions que le soumissionnaire a pu fournir conformément à la présente section. Si la soumission n'est pas conforme aux exigences évaluées à la phase II à la satisfaction du Canada, la soumission sera jugée non recevable et sera rejetée d'emblée.
- (i) Seules les soumissions jugées conformes aux exigences évaluées à la phase II à la satisfaction du Canada feront l'objet d'une évaluation à la phase III.

4.1.1.4 (2018-03-13) Phase III : Évaluation finale de la soumission

- (a) Au cours de la phase III, le Canada effectuera l'évaluation de toutes les soumissions jugées conformes aux exigences analysées à la phase II. Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- (b) Une soumission est non recevable et sera rejetée d'emblée si elle ne satisfait pas à tous les critères d'évaluation obligatoires de la demande de soumissions.

4.1.2 Évaluation technique

4.1.2.1 Critères techniques obligatoires

Voir la Pièce jointe 1 de la Partie 4. **Le processus de conformité des soumissions en phases s'appliquera à tous les critères techniques obligatoires.**

4.1.2.2 Critères techniques cotés

Voir la Pièce jointe 1 de la Partie 4.

4.1.2.3 Domaine prédéfini – Champs de travail dans les locaux de l'offrant seulement

Si l'offrant a indiqué dans son offre qu'il est en mesure de fournir des services de formation linguistique dans ses locaux à l'extérieur du territoire prédéfini à l'article 9.0, Lieu de prestation de la formation des apprenants prévue à la Section I, Besoins des annexes A1 et A2 de l'Énoncé des travaux, il ne doit en aucun cas considérer ces salles de classe ou installations pour répondre aux critères techniques obligatoires et cotés puisqu'elles ne seront pas considérées dans l'évaluation technique de l'offre par le Canada.

4.1.3 Évaluation financière

En ce qui concerne les offres techniquement recevables, telles qu'elles sont définies à l'article 2 de la Partie 4, Procédures d'évaluation, les offres financières soumises en réponse à cette DOC seront évaluées selon la ou les zones géographiques pour lesquelles les offres ont été soumises et selon l'endroit où la formation aura lieu (chez l'offrant et/ou en institution fédérale).

4.1.3.1 Les estimations comprises dans le ou les barèmes de prix détaillés dans la Pièce jointe 1 de la Partie 3, Barèmes de prix sur l'estimation annuelle du nombre d'apprenants sont fournies uniquement aux fins de la détermination du prix calculé de chaque soumission. Elles ne doivent pas être considérées comme une garantie contractuelle.

4.1.3.2 Aux fins de l'évaluation des offres et de la sélection de l'offrant, le prix calculé d'une offre sera déterminé conformément au Barème de prix détaillé dans la Pièce jointe 1 de la Partie 3.

4.1.3.3 Évaluation financière par étapes

TPGSC effectuera une évaluation financière selon la méthode décrite ci-dessous à l'aide de taux horaires fermes tout compris proposés par l'offrant.

- (1) En ce qui concerne les offres jugées techniquement recevables, les offres financières présentées en réponse à la présente DOC seront évaluées individuellement pour chaque zone géographique (soit chez l'offrant et/ou en institution fédérale) pour laquelle une offre a été soumise.
- (2) Les étapes suivantes seront suivies pour chaque zone géographique (soit chez l'offrant et/ou en institution fédérale) pour laquelle l'offre a été soumise.

Étape 1 : Le taux horaire ferme tout compris par apprenant indiqué pour la période initiale et pour les deux (2) périodes de prolongation de l'offre à commandes doivent être indiqués à la colonne C de chaque tableau de la Pièce jointe 2 de la Partie 3, intitulée « Évaluation financière pour la Région du Pacifique » pour chaque champ de travail pour chaque zone géographique (soit chez l'offrant et/ou en institution fédérale) concernée. La méthode de calcul indiquée dans le tableau pertinent sera utilisée.

Étape 2 : On calculera le prix total de chacune des offres pour chacune des zones géographiques, conformément aux tableaux correspondant à la zone géographique (soit chez l'offrant et/ou en institution fédérale) pour laquelle une offre est soumise, du Barème de prix de la Pièce jointe 1 de la Partie 3.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Méthode de sélection – Prix évalué le plus bas par point

4.2.1.1. Pour être déclarée recevable, une soumission doit :

- (a) respecter toutes les exigences de la demande d'offres à commandes;
- (b) satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires.

4.2.1.2 Les offres ne répondant pas aux exigences de (a) ou (b) seront déclarées non recevables. L'offre recevable ayant obtenu le plus de points ou celle ayant le prix évalué le plus bas ne sera pas nécessairement acceptée.

4.2.1.3 Le prix évalué par point d'une offre recevable sera déterminé en divisant son prix (pour chacune des zones géographiques, soit chez l'offrant et/ou en institution fédérale, et pour chacun des champs de travail applicables à chaque zone géographique) évalué par la note globale qu'elle a obtenue pour l'ensemble des critères techniques cotés à la Pièce jointe 1 de la Partie 4.

4.2.1.4 Les offres recevables seront classées par ordre croissant des prix évalués par point; l'offre recevable ayant le prix évalué le plus bas par point étant classée au premier rang. L'offre ou les offres recevables, le cas échéant, classées aux rangs les plus élevés par ordre croissant des prix évalués par point seront recommandées pour attribution d'une offre à commandes. Si deux offres recevables ou plus ont le même prix évalué le plus bas par point, elles seront classées par ordre décroissant des notes globales obtenues pour

Solicitation No. - N° de l'invitation
EZ156-190001/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur
van 524
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

l'ensemble des critères techniques cotés, l'offre recevable ayant la note globale la plus élevée étant classée au rang le plus élevé.

PIÈCE JOINTE 1 DE LA PARTIE 4

Procédures d'évaluation

1. Critères techniques obligatoires (TO)

Les offres doivent satisfaire à tous les critères techniques obligatoires indiqués ci-dessous. L'offrant doit fournir la documentation nécessaire afin de démontrer qu'il se conforme à cette exigence.

Les offres qui ne satisfont pas à tous les critères techniques obligatoires seront déclarées irrecevables. Dans un tel cas, le Canada n'évaluera pas les critères cotés, ni la proposition financière de l'offrant

Chaque critère technique obligatoire devrait être traité séparément.

1.1 Veuillez fournir les informations demandées dans les critères d'évaluation en utilisant la Pièce jointe 2 de la Partie 4.

TO 1	Capacité de l'offrant
<p>Pour satisfaire à ce critère, l'offrant doit au moins fournir les renseignements suivants :</p> <p>1. Capacité en volume de l'offrant ([capacité totale en nombre de groupes ou d'apprenants [pour la formation individuelle] que l'offrant propose de former simultanément, chez l'offrant ou en institution fédérale selon les champs travail, pendant la période de l'OC, y compris les périodes de prolongation]). L'offrant devra avoir à sa disposition les ressources nécessaires (enseignants / conseillers pédagogiques / installations, le cas échéant) respectant les exigences identifiées dans les annexes A1 et A2 pour être en mesure de répondre aux besoins des champs de travail dans la ou les zones géographiques pour laquelle ou lesquelles il soumet une offre.</p> <p>Pour que son offre soit considérée comme recevable, un offrant doit avoir une capacité minimale comme :</p> <p>Formation chez l'offrant : un (1) groupe pour la formation à temps partiel, un (1) apprenant pour la formation individuelle à temps partiel et un (1) apprenant pour la formation individuelle à temps plein.</p> <p>Formation en institution fédérale : deux (2) groupes pour la formation à temps partiel, deux (2) apprenants pour la formation individuelle à temps partiel et un (1) apprenant pour la formation individuelle à temps plein.</p> <p>Note : Tous les champs de travail ne s'appliquent pas à toutes les zones géographiques. L'offrant devra consulter l'article 2.2.1 de la Partie 1 pour déterminer les champs de travail applicables pour chaque zone géographique. La capacité en volume de l'offrant doit correspondre aux besoins identifiés ci-dessus pour chaque champ de travail applicable à une zone géographique.</p> <p>En plus du point 1 ci-dessus, pour la formation donnée chez l'offrant, l'offrant devra fournir dans son offre l'information qui suit :</p>	

2. Quantité de salles de classe offertes. Les quantités de salles de classe doivent correspondre à la capacité (volume) stipulée par l'offrant pour répondre au point 1 ci-dessus et respecter, au minimum, le ratio suivant :

- une (1) salle de classe pour dix (10) groupes à temps partiel
- une (1) salle de classe pour chaque apprenant à temps plein
- une (1) salle de classe pour dix (10) apprenants à temps partiel

Pour que son offre soit jugée recevable, un offrant doit avoir à sa disposition le nombre de salles de classe minimal comme suit :

Deux (2) salles de classe d'au moins 300 pieds carrés et une (1) salle de classe d'au moins 70 pieds carrés qui satisfont à toutes les exigences des annexes A1 et A2.

3. Adresse civique complète des salles de classe et nombre de salles de classe pour chaque adresse.

L'offrant devra indiquer dans son offre sa capacité pour chacun des champs de travail dans la ou les zones géographiques pour laquelle ou lesquelles il soumet une offre.

TO 2	Conseillers pédagogiques de l'offrant
2.1	<p>Conseiller pédagogique principal et conseiller pédagogique substitut proposés.</p> <p>L'offrant doit proposer un (1) conseiller pédagogique principal et un (1) conseiller pédagogique substitut. Si en réponse au critère technique obligatoire TO 1 l'offrant a la capacité de former simultanément plus de 10 groupes, il doit proposer un conseiller pédagogique principal supplémentaire pour chaque tranche de 10 groupes.</p> <p>Le conseiller pédagogique principal ne peut être proposé comme conseiller pédagogique substitut (et vice versa) <u>dans le même champ de travail</u>.</p> <p>Un offrant peut proposer un même conseiller pédagogique pour plus d'un champ de travail à condition que les ratios suivants soient respectés.</p> $\begin{aligned} &\text{nombre d'individus à temps plein} \div 30 \\ &+ (\text{nombre de groupes à temps partiel} \div 50) \\ &+ (\text{nombre d'individus à temps partiel} \div 100) \\ &= 1 \text{ pour la charge maximale d'un conseiller pédagogique à temps plein} \end{aligned}$ <p>Par exemple, pour une capacité de 75 groupes à temps partiel l'offrant doit proposer un conseiller pédagogique principal pour les 50 premiers groupes et un deuxième conseiller pédagogique principal pour les 25 groupes restants. Le deuxième conseiller pédagogique principal pourra de plus avoir la responsabilité d'un maximum de 15 apprenants en formation individuelle à temps plein ou de 25 groupes à temps partiel ou de 50 apprenants en formation individuelle à temps partiel.</p>

	<p>Si le conseiller pédagogique est proposé pour plus d'un champ de travail, l'offre doit clairement indiquer la charge de travail totale, incluant tous les champs de travail pour lesquels ce même conseiller pédagogique est proposé. Pour être jugée recevable, la charge de travail <u>totale</u> de tous les champs de travail pour lesquels il est proposé doit respecter le ratio du TO 2.1., et ce, même si ce ne sont pas toutes les offres à commandes pour lesquelles ce conseiller a été proposé qui sont attribuées. L'offrant qui propose un même conseiller pédagogique pour plusieurs champs de travail et qui ne respecte pas le ratio du TO 2.1 au niveau de sa charge totale de travail pour l'ensemble des champs de travail pour lesquels il est proposé sera jugé non recevable pour tous les champs de travail pour lesquels il est proposé. Toutes les offres dans lesquelles ce conseiller pédagogique est proposé seront donc rejetées.</p> <p>L'offrant doit proposer un conseiller pédagogique substitut pour chaque tranche de trois conseillers pédagogiques principaux.</p>
2.2	<p>Nom des conseillers pédagogiques proposés</p> <p>L'offre doit indiquer les noms du ou des conseillers pédagogiques principaux et du ou des conseillers pédagogiques substituts proposés.</p>
2.3	<p>Compétences et qualifications des conseillers pédagogiques proposés.</p> <p>2.3.1 Tous les conseillers pédagogiques (principaux et substituts) proposés par l'offrant doivent détenir, au minimum, un baccalauréat d'une université canadienne reconnue. Dans les cas où les études ont été réalisées dans un établissement à l'extérieur du Canada, seule une attestation d'équivalence octroyée par une institution accréditée pour la reconnaissance d'équivalences canadiennes des titres de compétence sera acceptée. Ces institutions incluent les organismes d'évaluation des compétences du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et le Service canadien d'évaluation de documents scolaires internationaux ainsi que certains autres services d'évaluation comparative des titres de compétence reconnus pour comparer les certificats et diplômes aux normes canadiennes identifiées sur le site Web de Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux à l'adresse suivante :</p> <p>https://www.cicdi.ca/1375/obtenir_une_evaluation_des_diplomes_d%E2%80%99etudes_a_des_fins_generales.canada</p> <p>ET</p> <p>l'une ou l'autre des compétences suivantes :</p> <p>a) depuis janvier 2011, un minimum de 600 heures d'expérience dans la supervision d'au moins deux (2) ressources enseignantes en même temps ayant offert des cours à temps plein et/ou temps partiel de français langue seconde aux adultes, en enseignement individuel ou de groupe;</p> <p>OU</p> <p>b) depuis janvier 2011, en tant que ressource enseignante, un minimum de 1 800 heures d'expérience de la prestation de cours à temps plein et/ou temps partiel, en français langue seconde, à des adultes, en enseignement individuel ou de groupe, en utilisant un ou plusieurs des programmes de formation suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• le PBFT• le PFL2 A et B ou le PFL2 C

	<ul style="list-style-type: none">• un programme utilisé par une institution postsecondaire canadienne reconnue• ou tout autre programme d'enseignement aux adultes du français langue seconde. <p>Comme preuve de scolarité, l'offrant doit présenter un document original ou une copie certifiée conforme à l'original par l'offrant ou par un commissaire à l'assermentation, confirmant le niveau d'éducation de chaque conseiller pédagogique principal et substitut. Si le document remis est l'original, le document sera copié par le responsable technique et remis à l'offrant après que le processus d'évaluation des offres sera terminé.</p> <p>2.3.2</p> <p>Pour le critère obligatoire 2.3.1 a), en plus de la preuve de scolarité, l'offrant doit fournir l'information suivante pour confirmer l'expérience de chacun des conseillers pédagogiques proposés :</p> <ol style="list-style-type: none">i. le nombre total d'heures d'expérience en supervision qui répond au 2.3.1. a);ii. dates de début et de fin, c'est-à-dire « de mois/année à mois/année » pour chaque année d'expérience démontrée en i;iii. le nombre de ressources supervisées en même temps et qui ont enseigné à temps plein et/ou à temps partiel pour chaque année identifiée en i;iv. langue(s) enseignée(s) et modalité de la formation, c'est-à-dire à temps plein ou à temps partiel;v. une référence par année d'expérience jusqu'à un maximum de trois références, incluant le nom de l'organisation cliente, le nom d'une personne-ressource, le numéro de téléphone et/ou adresse courriel à jour qui sera en mesure de corroborer l'information fournie dans l'offre.vi. une ou des attestations signées par l'employeur actuel ou les employeurs antérieurs confirmant les expériences citées en i et ii. <p>Pour le critère obligatoire 2.3.1 b), en plus de la preuve de scolarité, l'offrant doit fournir l'information suivante pour confirmer l'expérience de chacun des conseillers pédagogiques proposés :</p> <ol style="list-style-type: none">i. le nombre total d'heures d'expérience en enseignement qui répond au 2.3.1 b);ii. dates de début et de fin, c'est-à-dire « de mois/année à mois/année » pour l'expérience démontrée en i;iii. langue(s) enseignée(s) et modalité de la formation, c'est-à-dire à temps plein ou à temps partiel;iv. programme(s) de formation utilisé(s);v. une référence par année, jusqu'à un maximum de trois références pour la totalité des heures d'expérience, incluant le nom de l'organisation cliente, le nom d'une personne ressource, le numéro de téléphone et/ou adresse courriel à jour qui sera en mesure de corroborer l'information fournie dans l'offre;vii. au moins une attestation signée par l'employeur actuel ou l'employeur ou les employeurs précédents confirmant l'expérience citée aux points i, ii et iv. <p>Si le responsable de l'offre à commandes détermine que l'offrant a omis d'inclure la preuve ou l'attestation tel que demandé ci-dessus, il accordera à l'offrant 24 heures pour en soumettre une.</p>
--	--

TO 3	Plan de gestion des ressources humaines
	L'offrant doit fournir un plan de gestion des ressources humaines détaillé pour les conseillers pédagogiques principaux et substituts ainsi que pour les ressources enseignantes. Ce plan doit inclure au minimum les éléments suivants :

a) Un plan d'embauche incluant au minimum les critères de sélection et le processus d'embauche;

b) Un plan de développement professionnel du personnel incluant au minimum la procédure de formation actuelle de l'offrant afin d'assurer la formation et le développement professionnel des ressources enseignantes et des conseillers pédagogiques;

c) Un plan d'encadrement des ressources enseignantes incluant le processus d'évaluation de l'enseignement, le processus de suivi à la formation des ressources enseignantes et le processus d'encadrement des ressources enseignantes par le conseiller pédagogique. Dans le cas où le conseiller pédagogique proposé encadrera des ressources enseignantes situées à l'extérieur de son lieu de travail, l'offrant devra indiquer comment il encadrera ses ressources à distance.

Le plan de gestion des ressources humaines présenté par le soumissionnaire en réponse à cette demande d'offres à commandes sera en vigueur pour la durée de l'offre à commandes.

1.1.2. Critères techniques cotés (TC)

Les offres qui satisfont à tous les critères techniques obligatoires seront ensuite évaluées tel qu'indiqué dans les tableaux insérés ci-dessous.

Les critères techniques cotés TC 3 et TC 4 ne s'appliquent pas pour les zones géographiques où la formation se donnera en institution fédérale. Le nombre maximal de points pour les critères techniques cotés par points sera ramené de 272 à 207 dans ces zones géographiques uniquement.

1.1.2.1 Veuillez fournir les renseignements demandés aux critères d'évaluation en utilisant la Pièce jointe 2 de la Partie 4

1.1.2. Critères techniques cotés (TC)	Nombre de points maximum (en institution fédérale)	Nombre de points maximum (chez l'offrant)
TC 1 Expérience de l'offrant	117	117
TC 2 Conseillers pédagogiques de l'offrant (principaux et substituts)		
TC 2.1 Conseiller pédagogique principal	40	40
TC 2.2 Conseiller pédagogique substitut	40	40
TC 3 Équipement informatique dans les installations de l'offrant		30
TC 4 Salles de classe dans les installations de l'offrant		35
TC 5 Plan de gestion des ressources humaines	10	10
NOTE GLOBALE :	207	272

Pour qu'une offre soit prise en compte, elle **doit** obtenir une note globale d'au moins 50 pour cent (50 %) pour les critères techniques cotés indiqués ci-dessus.

Les proposants qui n'obtiennent pas la note de passage minimale verront leur proposition rejetée d'emblée.

TC 1 Expérience de l'offrant

Coentreprise : Si l'offre est présentée par une coentreprise, les membres de la coentreprise ne peuvent pas mettre ensemble leurs capacités pour répondre à ce TC 1. Pour ce critère, l'offrant doit indiquer quel membre de la coentreprise répond à ce critère.

Maximum de 117 points.

N°	Critère technique coté	Instructions concernant la préparation des offres	Pondération (points)
TC 1	<p>Depuis janvier 2008 :</p> <p>A) nombre d'années d'expérience de l'offrant dans la prestation de services de formation linguistique aux adultes en français et/ou en anglais langue seconde</p> <p>Aux fins d'évaluation seulement, une année d'expérience est l'équivalent d'au moins 600 heures réparties sur une période maximale de 12 mois consécutifs pour l'enseignement aux groupes et/ou aux apprenants.</p>	<p>L'offre devrait inclure, au moins, l'information suivante :</p> <p>a) le nombre d'années d'expérience dans la prestation de services de formation linguistique aux adultes en français et/ou en anglais langue seconde;</p> <p>b) la date de début et de fin de la prestation des services de formation pour chacune des années, c'est-à-dire « de mois/année à mois/année »;</p> <p>c) le nombre d'heures dans la prestation de services de formation linguistique aux adultes en français et/ou en anglais langue seconde pour chaque année identifiée en b);</p> <p>d) la ou les langues enseignées;</p> <p>e) une référence par année d'expérience jusqu'à un maximum de trois références, incluant le nom de l'organisation cliente, le nom d'une personne ressource, le numéro de téléphone et/ou adresse courriel à jour qui sera en mesure de corroborer l'information fournie dans l'offre.</p>	<p>Pour le TC 1, les points seront attribués comme suit :</p> <p>TC 1 A) Nombre d'années d'expérience</p> <p>10 points par année d'expérience qui répond au TC 1 jusqu'à un maximum de 100 points</p> <p>Maximum de 100 points</p>

	B) avec au moins un programme de formation linguistique.	a) le ou les programmes de formation linguistique utilisés;	TC 1 B) Programme(s) de formation linguistique utilisé(s) PFL ₂ A et B et/ou PFL ₂ C : 17 points PBFT : 12 points Un programme utilisé par une institution postsecondaire canadienne reconnue : 7 points Tout autre programme d'enseignement de langue aux adultes : 5 points Pour le TC 1 B), si l'offrant a démontré qu'il détient de l'expérience avec plus d'un programme de formation pour répondre au TC 1, des points seront attribués pour le programme qui apporte le plus de points et non pour une combinaison de plusieurs programmes. Maximum de 17 points
--	--	---	---

TC 2.1 Conseiller pédagogique principal de l'offrant

Le nombre et le ou les noms du ou des conseillers pédagogiques principaux évalués devront correspondre aux noms fournis pour répondre au critère technique obligatoire 2 (TO 2). Aucun autre candidat ne sera pris en considération.

Chaque personne proposée sera évaluée individuellement par rapport à tous les TC 2.1.

Les résultats des personnes proposées qui satisfont au TO 2 seront additionnés puis divisés par le nombre de ces personnes en vue d'obtenir la cotation numérique moyenne de l'offre pour le TC 2.1.

Maximum de 40 points.

N°	Critère technique coté	Instructions concernant la préparation des offres	Pondération (points)
----	------------------------	---	----------------------

<p>TC 2.1</p>	<p>A) Depuis janvier 2011, le conseiller pédagogique proposé est un professeur expérimenté ayant plus de 1 800 heures d'expérience en enseignement aux adultes en français langue seconde</p>	<p>L'offre devrait inclure, au moins, l'information suivante :</p> <p><u>Expérience démontrée en enseignement :</u></p> <p>a) depuis janvier 2011, le nombre d'années d'expérience dans l'enseignement du français langue seconde aux adultes;</p>	<p>Pour le TC 2.1, les points seront attribués comme suit :</p> <p>TC 2.1 A) Nombre d'heures d'expérience en enseignement qui répondent au critère TC 2.1 A) :</p> <p>1 801 à 2 700 heures : 10 points 2 701 à 3 600 heures : 12 points plus de 3 600 heures : 15 points</p> <p>Maximum de 15 points</p>
	<p>B) au moins 600 heures d'expérience dans la supervision d'au moins deux (2) ressources enseignantes, en formation linguistique aux adultes, en français langue seconde, en utilisant</p>	<p><u>Expérience démontrée en supervision d'au moins deux (2) ressources enseignantes :</u></p> <p>a) depuis janvier 2011, le nombre total d'heures d'expérience en supervision de ressources enseignantes;</p>	<p>TC 2.1 B) Nombre d'heures d'expérience dans la supervision d'au moins deux ressources enseignantes qui répondent au critère TC 2.1 B) :</p> <p>601 à 900 heures : 10 points 901 à 1 200 heures : 12 points plus de 1 200 heures : 15 points</p> <p>Maximum de 15 points</p>
	<p>C) un ou plusieurs programmes de l'EFPC* ou tout autre programme de formation linguistique en français langue seconde au travail</p> <p>*L'EFPC est l'École de la fonction publique du Canada. Les programmes sont PBFT ou PFL₂ A et B ou PFL₂ C.</p>	<p>a) les programmes de formation linguistique utilisés;</p>	<p>TC 2.1 C) Programme(s) de formation linguistique utilisé(s)</p> <p>PFL₂ A et B et/ou PFL₂ C : 10 points</p> <p>PBFT : 6 points</p> <p>Un programme utilisé par une institution postsecondaire canadienne reconnue : 4 points</p> <p>Tout autre programme d'enseignement de langue aux adultes : 2 points</p>

			<p>Pour le TC 2.1 C), si l'offrant a démontré qu'il détient de l'expérience avec plus d'un programme de formation pour répondre au TC 2.1 C), des points seront attribués pour le programme qui apporte le plus de points et non pour une combinaison de plusieurs programmes.</p> <p>Maximum de 10 points</p>
<p>PRTC 2.2 Conseiller pédagogique auxiliaire de l'offrant</p> <p>Le nombre et le ou les noms du ou des conseillers pédagogiques principaux évalués devront correspondre aux noms fournis pour répondre au critère technique obligatoire 2 (TO 2). Aucun autre candidat ne sera pris en considération.</p> <p>Chaque personne proposée sera évaluée individuellement par rapport à tous les TC 2.2.</p> <p>Les résultats des personnes proposées qui satisfont au TO 2 seront additionnés puis divisés par le nombre de ces personnes en vue d'obtenir la cotation numérique moyenne de l'offre pour le TC 2.2.</p> <p>Maximum de 40 points.</p>			
N°	Critère technique coté	Instructions concernant la préparation des offres	Pondération (points)
TC 2.2	<p>A) Depuis janvier 2011, le conseiller pédagogique proposé est un professeur expérimenté ayant plus de 1 800 heures d'expérience en enseignement à temps plein et/ou à temps partiel</p> <p>ET/OU</p>	<p>L'offre devrait inclure, au moins, l'information suivante :</p> <p><u>Expérience démontrée en enseignement :</u></p> <p>a) depuis janvier 2011, le nombre total d'heures d'expérience en formation linguistique aux adultes en français et/ou en anglais langue seconde;</p> <p>ET/OU</p>	<p>Pour le TC 2.2, les points seront attribués comme suit :</p> <p>TC 2.2 A) Nombre d'heures d'expérience en enseignement qui répondent au critère TC 2.1 A) :</p> <p>1 801 à 2 700 heures : 10 points 2 701 à 3 600 heures : 12 points plus de 3 600 heures : 15 points</p> <p>Maximum de 15 points</p>

	B) depuis janvier 2011, au moins 600 heures d'expérience dans la supervision d'au moins deux (2) ressources enseignantes, en formation linguistique aux adultes, en français langue seconde, en utilisant	<u>Expérience démontrée en supervision d'au moins deux (2) ressources enseignantes :</u> a) depuis janvier 2011, le nombre total d'heures d'expérience en supervision de ressources enseignantes;	TC 2.2 B) Nombre d'heures d'expérience dans la supervision d'au moins deux ressources enseignantes qui répondent au critère TC 2.2 B) : 601 à 900 heures : 10 points 901 à 1 200 heures : 12 points plus de 1 200 heures : 15 points Maximum de 15 points
	C) un ou plusieurs programmes de l'EFPC* ou tout autre programme de formation linguistique en français langue seconde au travail *L'EFPC est l'École de la fonction publique du Canada. Les programmes sont PBFT ou PFL ₂ A et B ou PFL ₂ C.	a) les programmes de formation linguistique utilisés;	TC 2.2 C) Programme(s) de formation linguistique utilisé(s) PFL ₂ A et B et/ou PFL ₂ C : 10 points PBFT : 6 points Un programme utilisé par une institution postsecondaire canadienne reconnue : 4 points Tout autre programme d'enseignement de langue aux adultes : 2 points Pour le TC 2.2 C), si l'offrant a démontré qu'il détient de l'expérience avec plus d'un programme de formation pour répondre au TC 2.2 C), des points seront attribués pour le programme qui apporte le plus de points et non pour une combinaison de plusieurs programmes. Maximum de 10 points
TC 3 Équipement informatique dans les installations de l'offrant			
Maximum de 30 points.			
N°	Critère technique coté	Instructions concernant la préparation des offres	Pondération (points)
TC 3.1	Salles de classe que l'offrant munira d'un ordinateur par apprenant.	L'offre devrait inclure, au moins, l'information suivante :	Pour le TC 3.1, les points seront attribués comme suit :

		Le nombre de salles de classe munies d'un ordinateur par poste de travail (un ordinateur par apprenant).	2 points par salle de classe munie d'un ordinateur par apprenant Maximum de 10 points
TC 3.2	Accès à internet sans fil dans les installations de l'offrant.	L'offre devrait inclure, au moins, l'information suivante : a) le nombre d'installations que l'offrant utilisera pour dispenser la formation, en indiquant l'adresse de chacune; b) pour chaque installation, la disponibilité d'un accès à internet sans fil.	Pour le TC 3.2, les points seront accordés comme suit : Au moins une des installations est munie d'accès à internet sans fil : 5 points 100 % des installations sont munies d'accès à internet sans fil : 10 points Maximum de 10 points
TC 3.3	Salle fermée distincte et réservée à l'apprentissage assisté par ordinateur située dans les mêmes installations que les classes. Cette salle aura au moins cinq postes de travail opérationnels séparés par des cloisons mesurant au moins quatre pieds de hauteur pour assurer l'intimité de chaque apprenant, et l'équipement opérationnel satisfaisant aux exigences techniques indiquées dans l'Énoncé des travaux	L'offre devrait inclure, au moins, l'information suivante : a) Nombre de salles fermées distinctes, réservées à l'apprentissage avec cinq postes de travail opérationnels séparés par des cloisons mesurant au moins quatre pieds de hauteur; b) l'adresse de chaque installation ayant une salle fermée distincte, réservée à l'apprentissage, répondant au critère 3.3.	Pour le TC 3.3, les points seront accordés comme suit : Au moins une des installations a une salle fermée distincte répondant au critère 3.3 : 5 points 100 % des installations ont une salle fermée distincte répondant au critère 3.3 : 10 points Maximum de 10 points

TC 4 – Salles de classes dans les Installations de l'offrant

Les installations offertes à l'extérieur des zones géographiques définies à l'article 9.0, Lieu de prestation de la formation des apprenants prévue à la Section I, Besoins des annexes A1 et A2 de l'Énoncé des travaux ne seront pas évaluées, mais pourraient être considérées lors de l'émission de commandes subséquentes.

Maximum de 35 points.

TC 4.1	Les salles de classe proposées par l'offrant sont desservies par une aire de	L'offre devrait inclure l'information suivante :	Pour le TC 4.1, les points seront accordés comme suit :
---------------	--	--	---

	<p>stationnement gratuit ou payant, à une distance d'un maximum de 0,5 km de l'installation proposée.</p> <p>Au moment de la présentation de l'offre, le ou les stationnements ne doivent avoir aucune liste d'attente et/ou si un permis de stationnement est requis, il peut être obtenu à l'intérieur d'un mois.</p> <p>Aux fins de l'évaluation, le ou les stationnements dans la rue ne seront pas considérés comme une aire de stationnement acceptable.</p>	<p>a) l'adresse du ou des stationnements identifiés répondant au critère 4.1;</p> <p>b) l'adresse des installations et le nombre de salles de classe desservies par les stationnements identifiés en a);</p>	<p>2 points par salle de classe répondant au critère 4.1</p> <p>Maximum de 10 points</p>
TC 4.2	<p>Les salles de classe proposées par l'offrant sont situées à une distance d'un maximum de 0,5 km d'un arrêt des transports en commun.</p>	<p>L'offre devrait inclure l'information suivante :</p> <p>a) l'adresse des installations proposées qui répondent au critère 4.2;</p> <p>b) le nombre total de salles de classe pour les installations proposées en a).</p>	<p>Pour le TC 4.2, les points seront accordés comme suit :</p> <p>1 point par salle de classe répondant au critère 4.2</p> <p>Maximum de 5 points</p>
TC 4.3	<p>Les salles de classe proposées pour les groupes donnent un accès direct à la lumière du jour.</p>	<p>L'offre devrait inclure l'information suivante pour chaque installation proposée :</p> <p>a) le nombre de salles de classe qui donnent un accès direct à la lumière du jour</p> <p>b) l'adresse des installations pour les salles de classe proposées en a).</p>	<p>Pour le TC 4.3, les points seront accordés comme suit :</p> <p>2 points par salle de classe répondant au critère 4.3</p> <p>Maximum de 10 points</p>
TC 4.4	<p>L'installation ou les installations proposées pour les groupes sont munies de commodités additionnelles ou offrent des services particuliers :</p> <p>4.4.1 un accès aux personnes à mobilité</p>	<p>L'offre devrait inclure l'information suivante pour chaque installation :</p> <p>a) le nombre d'installations qui répondent au critère 4.4.1;</p>	<p>Pour le TC 4.4, les points seront accordés comme suit :</p> <p>Au moins une des installations donne accès aux personnes à mobilité réduite : 5 points</p>

	<p>réduite (accès à l'immeuble, ascenseur, toilettes, etc.);</p> <p>4.4.2 un espace destiné aux repas, à l'extérieur des salles de classe qui comprend un réfrigérateur et un micro-ondes.</p>	<p>b) le nombre d'installations qui répondent au critère 4.4.2.</p>	<p>Au moins une des installations donne accès aux apprenants à un espace destiné aux repas, à l'extérieur des salles de classe :</p> <p>5 points</p> <p>Maximum de 10 points</p>
--	--	---	---

TC 5	Plan de gestion des ressources humaines (maximum de 10 points)
	<p>L'offrant doit fournir un plan de gestion des ressources humaines détaillé pour les conseillers pédagogiques principaux et substituts ainsi que pour les ressources enseignantes. Ce plan doit inclure au minimum les éléments suivants :</p> <p>a) Un plan d'embauche incluant au minimum les critères de sélection et le processus d'embauche.</p> <p>b) Un plan de développement professionnel du personnel incluant au minimum la procédure de formation actuelle de l'offrant afin d'assurer la formation et le perfectionnement professionnel des ressources enseignantes et des conseillers pédagogiques.</p> <p>c) Un plan d'encadrement des ressources enseignantes incluant le processus d'évaluation de l'enseignement, le processus de suivi à la formation des ressources enseignantes et le processus d'encadrement des ressources enseignantes par le conseiller pédagogique. Dans le cas où le conseiller pédagogique proposé encadrera des ressources enseignantes situées à l'extérieur de son lieu de travail, l'offrant devra indiquer comment il encadrera ses ressources à distance.</p> <p>Le plan de gestion des ressources humaines présenté par le soumissionnaire en réponse à cette demande d'offres à commandes sera en vigueur pour la durée de l'offre à commandes.</p>

TC 5 Le plan de gestion des ressources humaines sera évalué à l'aide du tableau d'évaluation générique ci-dessous :

	INADÉQUAT	FAIBLE	ADÉQUAT	ENTIÈREMENT SATISFAISANT	FORT
0 point	2 points	4 points	6 points	8 points	10 points
N'a pas fourni de renseignements pouvant faire l'objet d'une évaluation	Ne comprend pas du tout ou comprend très mal les exigences	Comprend les exigences jusqu'à un certain point, mais ne comprend pas suffisamment certains de leurs aspects	Démontre une bonne compréhension des exigences	Démontre une très bonne compréhension des exigences	Démontre une excellente compréhension des exigences
	Faiblesses ne pouvant être corrigées	De façon générale, il est peu probable que les faiblesses puissent être corrigées	Faiblesses pouvant être corrigées	Aucune faiblesse importante	Aucune faiblesse évidente
	Ne possède ni les compétences ni l'expérience requises	Ne possède pas toutes les qualifications ni toute l'expérience requises	Possède le niveau minimal de qualifications et d'expérience	Possède les qualifications et l'expérience requises	Est hautement qualifié et expérimenté

	Propose une équipe qui ne satisfera probablement pas aux exigences	Propose une équipe qui ne couvre pas tous les éléments ou qui possède peu d'expérience en général	Propose une équipe qui couvre tous les éléments et satisfera probablement aux exigences	Propose une équipe qui couvre tous les éléments; certains membres ont travaillé efficacement ensemble	Propose une équipe solide; les membres ont travaillé efficacement ensemble sur des projets similaires
	Projets antérieurs non liés aux exigences du présent besoin	Projets antérieurs généralement non liés aux exigences du présent besoin	Projets antérieurs généralement liés aux exigences du présent besoin	Projets antérieurs directement liés aux exigences du présent besoin	Principal responsable de projets antérieurs directement liés aux exigences du présent besoin
	Extrêmement faible; ne pourra pas satisfaire aux exigences de rendement	Faible capacité de répondre aux exigences de rendement	Capacité acceptable; devrait obtenir des résultats adéquats	Capacité satisfaisante; devrait obtenir de bons résultats	Capacité supérieure; devrait obtenir de très bons résultats

PIÈCE JOINTE 2 DE LA PARTIE 4

NOTE : Cette pièce jointe est fournie à titre indicatif seulement. L'offrant doit s'assurer d'inclure dans son offre toutes les informations demandées dans la demande d'offres à commandes, incluant la Pièce jointe 1 de la Partie 4.

Veuillez remplir un formulaire (Pièce jointe 2 de la Partie 4 ci-jointe [document électronique Word]) pour chaque zone géographique.

Présentation des réponses aux critères techniques d'évaluation de la demande d'offres à commandes

CETTE OFFRE EST SOUMISE POUR LA ZONE GÉOGRAPHIQUE SUIVANTE :

- ☐ Zone géographique 1 : district régional du Grand Vancouver
 - ☐ Chez l'offrant
 - ☐ Institution fédérale
- ☐ Zone géographique 2 : district régional de la vallée du Fraser
 - ☐ Chez l'offrant
 - ☐ Institution fédérale
- ☐ Zone géographique 3 : Victoria
 - ☐ Chez l'offrant
 - ☐ Institution fédérale
- ☐ Zone géographique 4 : Nanaimo
 - ☐ Chez l'offrant
 - ☐ Institution fédérale

1. CRITÈRES TECHNIQUES OBLIGATOIRES (TO)

TO 1 – CAPACITÉ DE L'OFFRANT

TO 1	Capacité de l'offrant	Réponse de l'offrant
1	Capacité en volume telle qu'elle est définie au critère TO 1	Nombre de groupes à temps partiel
		Nombre d'apprenants en formation individuelle
2	Nombre total de salles de classe	
3	Adresses civiques et nombre de salles de classe pour chaque adresse	

TO 2 – CONSEILLERS PÉDAGOGIQUES DE L'OFFRANT

TO 2	Conseillers pédagogiques proposés par l'offrant	Réponse de l'offrant
TO 2.1	Nombre de conseillers pédagogiques principaux proposés	
	Nombre de conseillers pédagogiques substitués proposés	

TO 2.2 et 2.3		Compétences et qualifications des conseillers pédagogiques proposés (veuillez cocher la case du profil pour lequel le conseiller pédagogique doit être évalué et compléter le profil respectif ci-dessous pour chacun des conseillers pédagogiques proposés)		
Nom du conseiller pédagogique*	Principal (P) ou Substitut (S)	TO 2.3.1		
		a) Diplôme universitaire ET expérience en supervision	b) Diplôme universitaire ET expérience en tant que ressource enseignante	Nombre total d'heures d'expérience depuis janvier 2011

*Ajoutez d'autres lignes au besoin, selon le nombre de conseillers pédagogiques proposés.

PROFIL TO 2.3.1 a) –Formation et expérience du conseiller pédagogique proposé avec profil de surveillance

Niveau d'éducation :

- ☐ Baccalauréat
☐ Diplôme de 2^e ou 3^e cycle; précisez : _____
☐ Autres; précisez : _____

Si les études ont été réalisées dans un établissement à l'extérieur du Canada, attestation d'équivalence obtenue?

- ☐ oui
☐ non

Veuillez vous assurer que le document original ou une copie certifiée par l'offrant ou un commissaire à l'assermentation du diplôme universitaire et de l'attestation d'équivalence (s'il y a lieu) sont annexées à l'offre.

Expérience du conseiller pédagogique proposé avec profil en supervision

Année *	i. Nombre total d'heures d'expérience en supervision	ii. Dates de début et de fin (mois/année à mois/année)	iii. Nombre de ressources supervisées en même temps	iv. Langue(s) enseignée(s) et modalité de la formation	v. Une référence par année (nom organisation cliente, personne-ressource, numéro de téléphone et/ou adresse courriel à jour)

**vi. Une ou des attestations signées par l'employeur actuel ou les employeurs antérieurs confirmant les expériences citées en i et ii.
(Ajoutez en annexe les attestations signées par les employeurs actuels et/ou antérieurs).**

* Ajouter d'autres lignes au besoin, selon le nombre d'années d'expérience du conseiller pédagogique proposé.

PROFIL TO 2.3.1 b) – Expérience du conseiller pédagogique proposé avec profil en tant que ressource enseignante

Niveau d'éducation :

- ☐ Baccalauréat
☐ Diplôme de 2^e ou 3^e cycle; précisez : _____
☐ Autres; précisez : _____

Si les études ont été réalisées dans un établissement à l'extérieur du Canada, attestation d'équivalence obtenue?

- ☐ oui
☐ non

Veuillez vous assurer que le document original ou une copie certifiée par l'offrant ou un commissaire à l'assermentation du diplôme universitaire et de l'attestation d'équivalence (s'il y a lieu) sont annexées à l'offre.

Expérience du conseiller pédagogique proposé avec profil en enseignement

Année *	i. Nombre total d'heures d'expérience en enseignement	ii. Dates de début et de fin (mois/année à mois/année)	iii. Langue(s) enseignée (s) et modalité de la formation	iv. Programme(s) de formation utilisé(s)	v. Une référence par année (nom organisation cliente, personne-ressource, numéro de téléphone et/ou adresse courriel à jour)
vi. Au moins une attestation signée par l'employeur actuel ou l'employeur ou les employeurs précédents confirmant l'expérience citée aux points i, ii et iv. (Ajoutez en annexe les attestations signées par les employeurs actuels et/ou antérieurs).					
* Ajouter d'autres lignes au besoin, selon le nombre d'années d'expérience du conseiller pédagogique proposé.					

TO 3 – PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

L'offrant doit fournir un plan de gestion des ressources humaines détaillé, tel qu'exigé au TO 3, pour les conseillers pédagogiques et les ressources enseignantes.

Les éléments suivants doivent être inclus dans le plan de gestion des ressources humaines :

- ☐ Plan d'embauche
☐ Plan de développement professionnel du personnel
☐ Plan d'encadrement

2. CRITÈRES TECHNIQUES COTÉS (TC)

TC 1 EXPÉRIENCE DE L'OFFRANT

TC 1 EXPÉRIENCE DE L'OFFRANT EN FORMATION LINGUISTIQUE DEPUIS 2008					
A)					B)
Année *	b) Date de début et de fin (mois/année à mois/année)	c) Nombre d'heures dans la prestation de services de formation linguistique aux adultes en français langue seconde pour chaque année identifiée en b);	d) Langue(s) enseignée(s)	e) Référence (nom organisation cliente, personne-ressource, numéro de téléphone et/ou adresse courriel à jour)	a) Programme(s) de formation utilisé(s)
* Ajoutez le nombre de lignes nécessaires selon le nombre d'années d'expérience de l'offrant.					

TC 2 CONSEILLERS PÉDAGOGIQUES DE L'OFFRANT – PRINCIPAUX ET SUBSTITUTS

TC 2.1 Conseillers pédagogiques principaux			
Noms des conseillers pédagogiques principaux	2.1.A) Depuis janvier 2011, nombre total d'heures d'expérience dans l'enseignement du français langue seconde aux adultes	2.1.B) Depuis janvier 2011, le nombre total d'heures d'expérience en supervision de ressources enseignantes	2.1.C) Programmes de formation linguistique utilisés

TC 2.2 Conseillers pédagogiques substitués			
Noms des conseillers pédagogiques substitués	2.2.A) Depuis janvier 2011, nombre total d'heures d'expérience dans l'enseignement du français langue seconde aux adultes	2.2.B) Depuis janvier 2011, le nombre total d'heures d'expérience en supervision de ressources enseignantes	2.2.C) Programmes de formation linguistique utilisés

TC 3 – ÉQUIPEMENT INFORMATIQUE DANS LA OU LES INSTALLATIONS DE L'OFFRANT

TC 3	Équipement informatique	Réponse de l'offrant
TC 3.1	Nombre de salles de classe munies d'un ordinateur par poste de travail (un ordinateur par apprenant)	
TC 3.2	a) Nombre d'installations que l'offrant utilisera pour dispenser la formation, en indiquant l'adresse de chacune	
	b) Pour chaque installation, disponibilité d'un accès à internet sans fil	
TC 3.3	a) Nombre de salles fermées distinctes répondant au critère coté 3.3	
	b) Adresse de chaque installation où se trouvent les salles fermées distinctes mentionnées en a)	

TC 4 – SALLES DE CLASSE DANS LES INSTALLATIONS DE L'OFFRANT

TC 4	Installations de l'offrant	Réponse de l'offrant
TC 4.1	a) Adresse du ou des stationnements identifiés répondant au critère 4.1	
	b) Adresse des installations et nombre de salles de classe desservies par les stationnements identifiés en a)	
TC 4.2	a) Adresse des installations proposées qui répondent au critère 4.2	
	b) Nombre total de salles de classes pour les installations proposées en a)	
TC 4.3	a) Nombre de salles de classe qui donnent un accès direct à la lumière du jour	
	b) Adresse des installations pour les salles de classe proposées en a)	

Solicitation No. - N° de l'invitation
EZ156-190001/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur
van 524
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

TC 4.4	a) Nombre d'installations qui répondent au critère 4.4.1	
	b) Nombre d'installations qui répondent au critère 4.4.2	

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Pour qu'une offre à commandes leur soit attribuée, les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent être vérifiées par ce dernier à tout moment. À moins d'indication contraire, le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes ou mettra l'entrepreneur en défaut s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, que cela ait été fait sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes peut rendre l'offre irrecevable, entraîner le rejet de l'offre à commandes ou constituer un manquement au contrat.

5.1 Attestations exigées avec l'offre

Les offrants doivent présenter les attestations suivantes dûment remplies avec leur offre.

5.1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité des instructions uniformisées, tous les offrants doivent présenter avec leur offre, **le cas échéant**, le formulaire de déclaration publié sur le site Web [Intégrité – Formulaire de déclaration](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/declaration-fra.html>) afin que leur offre soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énoncés ci-dessous devraient être fournis avec l'offre, mais ils peuvent être fournis plus tard. Si l'une ou l'autre de ces attestations ou l'un ou l'autre de ces renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et présentés selon les exigences, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai qui lui est imparti pour fournir ces renseignements. Si l'offrant ne présente pas les attestations ou les renseignements supplémentaires indiqués ci-dessous dans le délai fixé, son offre sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – Documentation exigée

Conformément à la section intitulée Renseignements à fournir lors d'une soumission, de la passation d'un contrat ou de la conclusion d'un accord immobilier de la [Politique d'inadmissibilité et de suspension](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html>), l'offrant doit fournir les documents exigés, le cas échéant, afin que son offre soit prise en compte dans le cadre du processus d'approvisionnement.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation de l'offre à commandes

En présentant une offre, l'offrant atteste que lui et tout membre de la coentreprise, si l'offrant est une coentreprise, ne sont pas nommés dans la liste « des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi, accessible au bas de la page du site Web d'[Emploi et Développement social Canada – Travail](https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html) (<https://www.canada.ca/fr/emploi-developpement-social/programmes/equite-emploi/programme-contrats-federaux.html>).

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté une offre à commandes si le nom de l'offrant, ou celui de tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste « des soumissionnaires à admissibilité limitée du PCF » au moment de l'attribution d'une offre à commandes ou pendant la période visée par l'offre à commandes.

5.2.3 Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

5.2.3.1 Statut et disponibilité du personnel

Clause du *Guide des CCUA* [M3020T](#) (2016-01-28), Statut et disponibilité du personnel – offre

5.2.3.2 Études et expérience

Clause du *Guide des CCUA* [M3021T](#) (2012-07-16), Études et expérience

PARTIE 6 – EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET D'ASSURANCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

1. Avant qu'une offre à commandes soit attribuée, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - a) l'offrant doit détenir une cote de sécurité d'organisme valide, comme l'indique la partie 7A – Offre à commandes;
 - b) les personnes proposées par l'offrant qui doivent avoir accès à des renseignements ou à des biens protégés ou classifiés ou à des lieux de travail dont l'accès est réglementé doivent respecter les exigences relatives à la sécurité décrites à la partie 7A – Offre à commandes;
 - c) l'offrant doit fournir le nom de toutes les personnes qui devront avoir accès à des renseignements ou à des biens protégés ou classifiés ou à des lieux de travail dont l'accès est réglementé;
2. On rappelle aux offrants d'obtenir rapidement la cote de sécurité requise. La décision de retarder l'émission de l'offre à commandes, pour permettre à l'offrant retenu d'obtenir la cote de sécurité requise, demeure à l'entière discrétion du responsable de l'offre à commandes.
3. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les offrants devraient consulter le site Web du [Programme de sécurité des contrats](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/esc-src/introduction-fra.html>).

6.2 Capacité financière

Clause du *Guide des CCUA* [A9033T](#) (2011-05-16), Capacité financière.

PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

A. OFFRE À COMMANDES

7.1 Offre

- 7.1.1 L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'Annexe A.

7.2 Exigences relatives à la sécurité

Les exigences relatives à la sécurité s'appliqueront à tous les services de formation en français offerts dans les institutions fédérales seulement.

7.2.1 Les exigences relatives à la sécurité suivantes (LVERS et clauses connexes du Programme de sécurité des contrats) s'appliquent à l'offre à commandes et en font partie intégrante.

1. L'entrepreneur ou l'offrant doit, en tout temps pendant l'exécution du contrat ou de l'offre à commandes, détenir une vérification d'organisation désignée (VOD) valable, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
2. Les membres du personnel de l'entrepreneur ou de l'offrant devant avoir accès à des établissements de travail dont l'accès est réglementé doivent TOUS détenir une cote de FIABILITÉ en vigueur, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.
3. Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité ne doivent PAS être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
4. L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - a. de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité et du guide de sécurité (le cas échéant), joints à l'annexe D;
 - b. du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

7.3 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et les contrats subséquents par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

7.3.1 Conditions générales

La [clause 2005](#) (2017-06-21), Conditions générales – offres à commandes – biens ou service du Guide des CCUA, s'applique à l'offre à commandes et en fait partie intégrante.

7.3.2 Offres à commandes – Établissement de rapports

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens et services qu'il fournit au Canada dans le cadre des contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats effectués par le Canada, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du Canada.

L'offrant doit fournir ces données conformément aux exigences en matière d'établissement de rapports décrites à l'annexe intitulée « Annexe F – Exigences de rapport de l'offre à commandes ». Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes.

Voici la répartition des trimestres :

- premier trimestre : du 1^{er} avril au 30 juin

- deuxième trimestre : du 1^{er} juillet au 30 septembre
- troisième trimestre : du 1^{er} octobre au 31 décembre
- quatrième trimestre : du 1^{er} janvier au 31 mars

Les rapports électroniques doivent être complétés et présentés au responsable de l'offre à commandes dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période trimestrielle à l'adresse suivante :

Les rapports électroniques doivent être remplis et remis au responsable de l'offre à commandes de TPSGC au plus tard 15 jours civils suivant la fin du trimestre faisant l'objet du rapport en question, à l'adresse Albert.Yamamoto@pwgsc-tpgc.gc.ca. La mention suivante doit figurer dans l'objet du courriel : OC-nom du titulaire - SFL Rapport d'utilisation trimestriel - # du trimestre/année du trimestre.

7.4 Durée de l'offre à commandes

7.4.1 Période de l'offre à commandes

Des commandes subséquentes à cette offre à commandes pourront être passées du _____ au _____ (sera indiqué à l'émission de l'offre à commandes).

7.4.2 Prolongation de l'offre à commandes

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour deux (2) périodes supplémentaires d'une année chacune, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés selon la formule mentionnée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes trente (30) jours avant la date d'expiration de celle-ci. Une révision à l'offre à commandes sera émise par le responsable de l'offre à commandes.

7.5 Responsables

7.5.1 Responsable de l'offre à commandes

Le responsable de l'offre à commandes est :

Nom : Albert Yamamamoto
Titre : Spécialiste de l'approvisionnement
Services publics et Approvisionnement Canada
Direction générale des approvisionnements
Achats commerciaux pour Vancouver
Adresse : 219-800, rue Burrard, Vancouver (C.-B.), V6Z 0B9

Téléphone : 604-562-8773
Télécopieur : 604-775-7526
Courriel : albert.yamamoto@pwgsc-tpgsc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de la création de l'offre à commandes, de sa gestion et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

7.5.2 Responsable technique (RT)

Le responsable technique pour l'offre à commandes est identifié dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

Le responsable technique représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

7.5.3 Représentant de l'offrant

L'offrant a identifié la ou les personnes suivantes comme représentants pour les questions administratives relatives à cette offre à commandes et aux commandes subséquentes. L'offrant confirme que cet individu a les pouvoirs nécessaires pour le représenter. Il est de la responsabilité de l'offrant de s'assurer que les informations relatives au représentant de l'offrant sont exactes et d'informer le responsable de l'offre à commandes de tout changement.

Personne-ressource :
Nom de l'offrant :
Adresse :
Téléphone :
Télécopieur :
Courriel :

À tout moment, le représentant de l'offrant peut déléguer une autre personne pour représenter l'offrant à des fins administratives et techniques en vertu de tout contrat découlant de la présente offre à commandes.

7.6 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#), l'entrepreneur a convenu que ces renseignements seront affichés sur les sites Web ministériels dans les rapports de divulgation proactive des marchés, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.7 Utilisateurs désignés

Les utilisateurs désignés autorisés à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes comprennent les ministères fédéraux, organismes ou sociétés d'État mentionnés dans les annexes I, I.1, II, III de la [Loi sur la gestion des finances publiques](#), L.R.C., 1985, ch. F-11.

7.8 Procédures pour les commandes subséquentes

7.8.1 Champs de travail 3 et 4 – Formation de groupe à temps partiel en français (Annexe A1)

7.8.1.1 Identification de l'offrant

Aux fins de la présente offre à commandes, seul le responsable de l'offre à commandes est autorisé à désigner l'offrant qui fournira les services. La désignation de l'offrant se fera en fonction des procédures de commande subséquente qui suivent.

7.8.1.2 Assignation des commandes subséquentes

- 7.8.1.2.1 L'offrant peut former un groupe avec l'approbation préalable du responsable technique, comme il est indiqué dans l'Énoncé des travaux, Annexe A1.

7.8.1.3 Attribution du travail

L'attribution du travail à l'offrant se fera conformément aux procédures qui suivent, en utilisant l'instrument spécifié à l'article 9 ci-dessous. Les commandes subséquentes à la présente offre à commandes seront traitées de la façon suivante :

7.8.1.3.1 À la réception du plan d'apprentissage linguistique de l'employé ou de l'auto-évaluation du candidat, l'utilisateur désigné consultera le calendrier des sessions préétablies par le responsable de l'offre à commandes tel que défini à l'article 8.1.2.1.

7.8.1.3.2 Le responsable technique de l'utilisateur désigné autorisera l'offrant identifié par le responsable de l'offre à commandes d'amorcer les travaux au moyen du formulaire prévu à l'article 9 ci-dessous intitulé « Instrument de commande », dûment autorisé et signé par l'utilisateur désigné et lui fournira une description du travail à accomplir. Cette description comprendra :

Formation de groupe à temps partiel :

- le nom de l'apprenant ou des apprenants, s'il y en a plus d'un;
- le niveau cible ou niveau à maintenir : A, B ou C;
- la langue cible;
- le niveau d'apprentissage (débutant, intermédiaire ou avancé);
- les dates de commencement et de fin des sessions de formation;
- le ou les jours de la semaine demandés et le nombre d'heures par semaine, ainsi que le nombre total d'heures pour la prestation de la formation;
- les mesures d'adaptation requises s'il y a lieu;
- l'adresse et le local où la formation aura lieu si les services sont fournis dans les installations de l'institution fédérale;
- le montant total facturable, conformément à la base de paiement.

7.8.1.3.3 L'offrant créera des groupes homogènes, lorsque possible, tout en respectant la capacité qu'il aura définie dans son offre ainsi que le nombre maximal de candidats permis par groupe tel que défini dans les annexes A1 et A2 (Énoncé des travaux). Dans la mesure du possible, l'offrant doit placer tous les candidats pour qui il a reçu une inscription dans des groupes. Par exemple, si l'offrant reçoit 6 inscriptions pour la formation de groupe à temps partiel, pour répondre à la demande, il devra créer deux groupes de trois (3), mais ne pourra créer un groupe de cinq (5) et avoir un surplus de un (1) candidat à moins que sa capacité ne lui permette de recevoir qu'un seul groupe. Si des candidats n'ont pu être placés dans un groupe pour quelque raison que ce soit (capacité du fournisseur atteinte, nombre insuffisant pour créer un groupe, etc.), il devra fournir le nom de ces candidats au responsable technique en même temps qu'il soumettra la composition des groupes, tel que défini à l'article 8.0 de la section I les annexes A1 et A2 (Énoncé des travaux).

7.8.1.3.4 L'offrant devra soumettre au responsable technique dans un délai maximal de cinq (5) jours ouvrables avant le début de la formation une confirmation, par écrit, incluant :

- l'adresse et la salle où se tiendra la séance de formation;
- la confirmation de la date de début de la formation.

7.8.1.3.5 La limitation financière totale de la commande subséquente correspondant au travail requis sera établie en conformité avec la Base de paiement, Annexe B et la clause 10 – Limite des commandes subséquentes.

7.8.1.3.6 Si l'offrant se révélait incapable d'effectuer le travail faute de capacité, tel que décrit dans son offre en réponse au critère obligatoire TO 1 – Capacité de l'offrant de la demande

d'offres à commandes, il devra en aviser le responsable technique et fournir la liste des inscriptions non traitées par écrit dans un délai de trois (3) jours ouvrables suivant la réception de la description des travaux à effectuer. Si l'offrant n'est pas en mesure d'accomplir le travail demandé, le gouvernement du Canada se réserve le droit de faire effectuer le travail en prenant d'autres dispositions.

7.8.2 Champs de travail 7A, 7B, 9A, et 9B – Formation individuelle (Annexe A2)

7.8.2.1 Identification de l'offrant

Aux fins de la présente offre à commandes, seul le responsable de l'offre à commandes est autorisé à désigner l'offrant qui fournira les services. La désignation de l'offrant se fera en fonction des procédures de commande subséquente qui suivent.

7.8.2.2 Attribution du travail

L'attribution du travail à l'offrant se fera conformément aux procédures qui suivent, en utilisant l'instrument spécifié à l'article 9 ci-dessous. Les commandes subséquentes à la présente offre à commandes seront traitées de la façon suivante :

- 7.8.2.2.1** Le responsable technique de l'utilisateur désigné autorisera l'offrant identifié par le responsable de l'offre à commandes d'amorcer les travaux au moyen du formulaire prévu à l'article 9 ci-dessous intitulé « Instrument de commande », dûment autorisé et signé par l'utilisateur désigné et lui fournira une description du travail à accomplir. Cette description comprendra :

Formation individuelle à temps plein :

- le nom de l'apprenant ou des apprenants, s'il y en a plus d'un;
- le niveau cible : A, B ou C;
- la langue cible;
- le rythme d'apprentissage (programme court ou long);
- la leçon de départ recommandée dans le plan d'apprentissage (pour la première inscription) de l'apprenant ou des apprenants, ou le rapport de recommandation pour les inscriptions subséquentes;
- les dates de commencement et de fin des sessions de formation;
- le nombre d'heures de formation nécessaires;
- les mesures d'adaptation requises s'il y a lieu;
- l'adresse et le local où la formation aura lieu si les services sont fournis dans les installations de l'institution fédérale;
- le montant total facturable, conformément à la base de paiement.

Formation individuelle à temps partiel :

- le nom de l'apprenant ou des apprenants, s'il y en a plus d'un;
- le niveau cible ou niveau à maintenir : A, B ou C;
- la langue cible;
- le niveau d'apprentissage (débutant, intermédiaire ou avancé);
- les dates de commencement et de fin des sessions de formation;
- le ou les jours de la semaine demandés et le nombre d'heures par semaine, ainsi que le nombre total d'heures pour la prestation de la formation;
- les mesures d'adaptation requises s'il y a lieu;
- l'adresse et le local où la formation aura lieu si les services sont fournis dans les installations de l'institution fédérale;
- le montant total facturable, conformément à la base de paiement.

7.8.2.2.2 L'offrant devra soumettre au responsable technique dans un délai de deux (2) jours ouvrables suivant la réception de la description des travaux une confirmation, par écrit, incluant :

- l'adresse et la salle où la formation aura lieu si les services sont fournis dans les installations de l'offrant;
- la confirmation de la date de la formation, de la disponibilité (jours et heures) pour la prestation des services ou de la date de début de la formation, le cas échéant.

7.8.2.2.3 La limitation financière totale de la commande subséquente correspondant au travail requis sera établie en conformité avec la Base de paiement, Annexe B et la clause 10 – Limite des commandes subséquentes.

7.8.2.2.4 Si l'offrant se révélait incapable d'effectuer le travail faute de capacité, tel que décrit dans son offre en réponse au critère obligatoire TO 1 – Capacité de l'offrant de la demande d'offres à commandes, il devra en aviser le responsable technique et fournir la liste des inscriptions non traitées par écrit dans un délai de trois (3) jours ouvrables suivant la réception de la description des travaux à effectuer. Les commandes subséquentes seront acheminées vers le fournisseur se trouvant au premier rang conformément au classement identifié à l'article 8.6 ci-dessous, jusqu'à ce que sa capacité soit atteinte à son tour et ainsi de suite, suivant le classement préétabli à l'article 8.3.3.

7.8.3 Droit de premier refus

7.8.3.1 L'utilisateur désigné doit, lorsqu'il fait sa demande de disponibilité, indiquer la zone géographique, le ou les champs de travail et la langue requise pour la formation (voir Partie 3 de l'Annexe C).

La seule méthode autorisée d'attribution des commandes subséquentes à la présente offre à commandes est décrite ci-dessous :

La méthode de sélection des offrants est fondée sur le principe du « droit de premier refus ». Les utilisateurs désignés doivent passer des commandes subséquentes à l'offrant classé au premier rang. Si l'offrant ne peut pas répondre au besoin ou qu'il n'a pas de ressource disponible pour répondre au besoin particulier, l'utilisateur désigné peut s'adresser à l'offrant considéré au deuxième rang et ainsi de suite, jusqu'à ce qu'il comble son besoin.

Les offrants contactés disposeront du temps indiqué par l'utilisateur désigné pour confirmer s'ils sont en mesure de répondre au besoin. Ce délai est à la discrétion de l'utilisateur désigné, mais doit être indiqué sur la demande de disponibilité.

L'utilisateur désigné peut passer une commande subséquente à un offrant autre que celui classé au premier rang tel qu'identifié à l'article 8.3.3 ci-dessous uniquement pour des raisons géographiques (proximité de l'offrant) pourvu qu'il documente son dossier d'approvisionnement en précisant le motif de s'écarter de la procédure décrite dans cet article suite à une analyse de rentabilisation et la valeur ajoutée de cette déviation.

7.8.3.2 Pour les besoins de 25 000 \$ et moins

Pour les besoins ayant une valeur allant jusqu'à 25 000 \$, le responsable technique de l'utilisateur désigné aura deux choix. Il pourra sélectionner un offrant selon la méthode d'attribution du travail décrite au point 8.3.1 ci-dessus ou émettre une commande subséquente à un des offrants inscrits à une offre à commandes au point 8.3.3 ci-dessus (peu importe son classement).

7.8.3.3 Ordre de classement

(À compléter lors de l'octroi des offres à commandes)

____ (le nombre sera inséré lors de l'attribution des offres à commandes) offre à commandes découlant de la demande d'offre à commandes de TPSGC portant le numéro XXX ont été octroyées pour la zone géographique XXXXX. L'ordre de classement des offrants est le suivant :

1. _____
2. _____
3. _____

Cet ordre de classement sert aux fins de l'émission des commandes subséquentes compte tenu des procédures des commandes subséquentes décrites à l'article 8.

Si une seule offre à commandes est octroyée pour une zone géographique, cette clause ne s'appliquera pas.

7.9 Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés à l'aide des formulaires dûment remplis ou de leurs équivalents, comme il est indiqué aux paragraphes 1 ou 2 ci-après, ou au moyen de la carte d'achat du Canada (Visa ou MasterCard) pour les besoins de faible valeur.

1. Les commandes subséquentes doivent provenir de représentants autorisés des utilisateurs désignés dans l'offre à commandes. Il doit s'agir de biens ou services ou d'une combinaison de biens et services compris dans l'offre à commandes, conformément aux prix et aux modalités qui y sont précisés.
2. Les formulaires suivants sont disponibles au site Web [Catalogue de formulaires](#) :
 - PWGSC-TPSGC 942 Commande subséquente à une offre à commandes.

7.10 Limite des commandes subséquentes

Les commandes individuelles subséquentes à l'offre à commandes ne doivent pas dépasser 400 000,00 \$ (taxes applicables incluses).

7.11 Ordre de priorité des documents

En cas de contradiction dans le libellé des textes énumérés dans la liste qui suit, c'est le libellé du document qui figurera en premier dans la liste qui devra l'emporter sur celui de tout autre document figurant plus bas dans la liste :

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes;
- c) les conditions générales [2005](#) (2017-06-21), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) les conditions générales [2035](#) (2018-06-21), Conditions générales – Besoins plus complexes de services;
- e) l'Annexe A, Énoncé des travaux;
- f) l'Annexe B, Base de paiement;
- g) l'Annexe D, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- h) l'offre de l'offrant en date du _____ (*insérer la date de l'offre*).

7.12 Attestations et renseignements supplémentaires

7.12.1 Conformité

À moins d'indication contraire, le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ou préalablement à l'émission de l'offre à commandes (OC), ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires, sont des conditions d'émission de l'OC, et le non-respect constituera un manquement de la part de l'offrant. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC.

7.12.2 Statut et disponibilité du personnel

Clause du *Guide des CCUA* [M3020C](#) (2016-01-28), Statut et disponibilité du personnel – offre

7.13 Lois applicables

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur _____ (*insérer la loi de la province ou du territoire précisée par l'offrant dans son offre, s'il y a lieu*) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.14 Annulation et report de la formation avant le début de la formation

7.14.1 En vertu du paragraphe 14.4 du présent document, et sans limiter l'application générale des autres termes et conditions de l'offre à commandes, le Canada peut en tout temps avant la date de commencement de la formation envisagée par une commande subséquente émise conformément à l'article 8 – Procédures pour les commandes subséquentes, annuler ou reporter en tout ou en partie la formation prévue par la commande subséquente en faisant parvenir un avis écrit à l'offrant. L'annulation ou le report peut s'appliquer à un ou plusieurs groupes et/ou un ou plusieurs individus.

7.14.2 Avis expédié dix (10) jours ouvrables ou plus avant le début de la formation :

Le gouvernement du Canada n'aura pas d'obligation envers l'offrant si l'avis est expédié à l'offrant conformément au paragraphe 15.1 ci-dessous au moins dix (10) jours ouvrables avant la date prévue du début de la formation visée. En aucun cas l'offrant sera payé ou remboursé pour des coûts engagés après l'envoi d'un tel avis. Cependant, une formation reportée est sujette aux termes et conditions applicables à cette formation, incluant ceux qui découlent de l'Annexe B – Base de paiement, comme il est prévu à l'article 2.0.

7.14.3 Avis expédié moins de dix (10) jours ouvrables avant le début de la formation :

Si l'avis n'est pas envoyé à l'offrant conformément au paragraphe 15.1 ci-dessus au moins dix (10) jours ouvrables avant la date prévue pour le début de la formation en cause, l'offrant aura droit au paiement par le Canada uniquement en regard de la formation annulée (c'est-à-dire non reportée), conformément à la clause intitulée « Frais d'annulation » de l'Annexe B, Base de paiement, comme il est prévu à l'article 2.0.

7.14.4 La section 30, Résiliation pour raisons de commodité, des Conditions générales 2035 (2018-06-21) sera réputée ne pas s'appliquer lorsque l'avis a été donné conformément à cet article.

7.15 Annulation de la formation après le début de la formation

7.15.1 Qu'il y ait préavis ou non au moins dix (10) jours ouvrables avant la date d'annulation, le Canada paiera l'entrepreneur les frais d'annulation conformément à la clause intitulée « Frais d'annulation » de la base de paiement.

7.15.2 La section 30, Résiliation pour raisons de commodité, des Conditions générales 2035 sera réputée ne pas s'appliquer lorsque l'avis a été donné conformément à cet article.

7.16 Compétences du personnel, principal et substitut

L'article 9.0 de la section II des annexes A1 et A2, Exigences relatives aux études et à l'expérience – Ressources fournit le détail des qualifications minimales exigées pour les conseillers pédagogiques et les ressources enseignantes.

Dès l'émission d'une offre à commandes et pendant toute la durée de l'offre à commandes, l'offrant doit fournir au responsable technique le nom des ressources pédagogiques qu'il entend utiliser pour offrir les services de formation linguistique et leurs qualifications, conformément à la clause 9.2 Ressources pédagogiques, section II, annexes A1 et A2. Cette procédure est nécessaire pour donner au responsable technique suffisamment de temps pour examiner les qualifications des ressources pédagogiques et planifier plus efficacement les séances de familiarisation obligatoires qui doivent être suivies avant le début de la formation.

L'offrant doit fournir du personnel de remplacement (conseillers pédagogiques et ressources pédagogiques) si un conseiller pédagogique ou une ressource pédagogique est incapable d'exécuter le travail. L'offrant doit fournir du personnel de remplacement dans un délai de 24 heures.

L'offrant assurera une surveillance constante de ses ressources afin d'assurer une performance et progression satisfaisante du travail tel que requis par l'utilisateur désigné et le responsable technique.

7.17 Installations de l'offrant

L'offrant s'engage à fournir la quantité de salles de classe indiquée dans l'offre pour répondre au critère obligatoire TO 1 – Capacité de l'offrant, tout au long de la durée de l'offre à commandes et des commandes subséquentes qui en découleront.

7.18 Mise de côté d'une offre à commandes et/ou résiliation d'une commande subséquente pour cause de manquement

Tout manquement de l'entrepreneur doit être adressé, en premier lieu, au responsable technique identifié à l'article 5.2 de la Partie 7A.

7.18.1 Si durant la période de validité de l'offre à commandes ou de l'une des commandes subséquentes en découlant, le responsable technique et le responsable de l'offre à commandes constatent une ou plusieurs lacunes ou problèmes dans la livraison des services, ils donneront systématiquement un avertissement, par écrit, des lacunes ou problèmes, à l'entrepreneur pour permettre à celui-ci de les corriger dans le délai déterminé dans l'avis par le responsable technique et le responsable de l'offre à commandes.

L'avertissement pourrait exiger, mais sans s'y limiter, aux frais de l'entrepreneur :

- Le retrait et le remplacement des personnes qui ne répondent pas aux qualifications, exigences décrites dans l'Énoncé des travaux par des ressources qualifiées, tel que décrit aux articles 9.1 ET 9.2 de l'Énoncé des travaux;
- La production d'un ou plusieurs livrables de l'article 10.0 de la section II de l'Énoncé des travaux;
- La production d'une preuve démontrant que la ressource de l'entrepreneur a suivi les séances de familiarisation nécessaire et/ou d'une preuve du niveau de scolarité détenu et/ou l'expérience acquise par le conseiller pédagogique et/ou la ressource enseignante;
- Une analyse de la température et de la qualité de l'air des installations de l'offrant;

7.18.2 Si, durant la période de validité de l'offre à commandes ou de l'une des commandes subséquentes en découlant, le responsable technique constate que les services fournis par les conseillers pédagogiques, les ressources enseignantes ou l'entrepreneur lui-même ne sont pas conformes ou ne répondent pas aux exigences décrites dans l'énoncé des travaux, l'offrant devra fournir :

- a) un plan de redressement satisfaisant pour le responsable de l'offre à commandes dans le délai indiqué dans l'avis;
- (b) l'apport de correctifs dans les délais fixés par l'avis.

Aucune autre commande subséquente ne sera émise, ni autorisée tant qu'un plan correctif n'est pas accepté par le responsable technique et/ou le responsable de l'offre à commandes.

7.18.3 Si l'offrant ne corrige pas une ou plusieurs lacunes/problèmes relatifs à la fourniture ou l'exécution des services ou ne présente pas un plan correctif satisfaisant ou ne parvient pas à mettre en œuvre les termes d'un tel plan correctif, le responsable de l'offre à commandes peut mettre de côté l'offre à commandes de l'offrant pour une période qu'il déterminera ou encore résilier pour cause de manquement toute commande subséquente en vigueur conformément à la section 29 – Manquement de la part de l'entrepreneur des conditions générales 2035 – Besoins plus complexes de services.

Après trois (3) avertissements au cours d'une période ne dépassant pas douze (12) mois consécutifs, le responsable de l'offre à commandes mettra automatiquement de côté l'offre à commandes de l'offrant pour une période allant de trois mois jusqu'à la mise de côté permanente, couvrant toute prolongation, le cas échéant, selon la gravité ou la fréquence des manquements ou des lacunes observées dans la prestation des services.

7.18.4 L'article 4.0 de la Section II des annexes A1 et A2 fait référence aux évaluations de langue seconde (ELS) qui peut être faite pour évaluer les compétences linguistiques d'un apprenant. Le contenu de l'ELS est confidentiel et protégé par la Commission de la fonction publique. Les droits d'auteur appartiennent à l'État. Toute violation par l'entrepreneur, comme la collecte non autorisée, l'archivage, l'utilisation ou la divulgation du contenu protégé du test peut entraîner la cessation de l'offre à commandes ou l'élimination de l'offre à commandes. Aux fins de clarification, voici une liste partielle des violations possibles :

- accéder au contenu de l'ELS sans autorisation de la Commission de la fonction publique;
- collecter ou archiver du contenu de l'ELS, sans égard à la méthode ni au format;
- copier, reproduire, traduire, distribuer ou diffuser du contenu de l'ELS, en tout ou en partie, sans égard à la méthode ni au format;
- partager ou discuter de tout format, contenu ou renseignement contenu dans l'ELS;
- demander à un tiers (étudiant ou autre) de collecter du contenu de l'ELS par des notes, des photos ou tout autre format pour quelque raison que ce soit;
- demander à un étudiant qui a subi l'ELS d'en partager le contenu et les renseignements qu'il contient;
- encourager un étudiant à tricher à l'ELS;
- négliger de prendre les mesures nécessaires décrites ci-dessous en réponse à des pratiques répréhensibles des étudiants, y compris toute forme de tricherie ou collecter ou distribuer le contenu de l'ELS;
- utiliser le contenu de l'ELS à des fins commerciales;
- utiliser le contenu ou les renseignements de l'ELS dans le cadre de toute activité illégale, trompeuse ou malveillante;
- faciliter ou encourager toute violation des règles sur l'ELS;

7.19 Achats écologiques

- 7.19.1** Le Canada s'est engagé à écologiser sa chaîne d'approvisionnements. Conformément à la Politique d'achats écologiques du gouvernement fédéral entrée en vigueur en avril 2006, les ministères et les organismes fédéraux doivent prendre les mesures appropriées pour se procurer des produits et des services dont l'impact environnemental soit moindre que celui des produits et services qu'ils se procuraient jusqu'alors.
- 7.19.2** Les biens et services respectueux de l'environnement sont ceux qui ont un effet réduit sur l'environnement au cours de leur cycle de vie lorsqu'on les compare à des biens ou des services concurrents qui servent à la même fin. Les considérations liées au rendement écologique comprennent, entre autres : la réduction des gaz à effet de serre et des polluants atmosphériques; une meilleure utilisation de l'énergie et de l'eau; la réduction des déchets et la promotion de la réutilisation et du recyclage; l'utilisation de ressources renouvelables; la réduction des déchets dangereux; la réduction des substances toxiques et dangereuses.
- 7.19.3** Concernant l'article 6.2.3 – Exigences écologiques, Section II – Champs de travail des annexes A1 et A2 – Énoncés des travaux, l'offrant peut utiliser l'équipement qu'il a actuellement en sa possession jusqu'à la fin de vie de cet équipement. Cependant, l'équipement de remplacement devra répondre aux exigences de cet article.

B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

7.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit exécuter les travaux décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

7.2 Clauses et conditions uniformisées

7.2.1 Conditions générales

Les conditions [2035](#) (2018-06-21), Conditions générales – Besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

L'article 17, Intérêt sur les comptes en souffrance, de [2035](#) (2018-06-21) Conditions générales - besoins plus complexes de services ne s'applique pas aux paiements faits par carte de crédit.

7.2.2 Clauses du *Guide des CCUA*

A9068C (2010-01-11) - Règlements concernant les emplacements du gouvernement
B9028C (2007-05-25) - Accès aux installations et à l'équipement
C0711C (2008-05-12) - Contrôle du temps

7.3 Durée du contrat

7.3.1 Période du contrat

La période du contrat est à partir de la date du contrat jusqu'au _____ inclusivement (indiquer la date de la fin de la période).

7.4 Divulcation proactive de marchés conclus avec d'anciens fonctionnaires

En fournissant des renseignements sur son statut d'ancien fonctionnaire touchant une pension en vertu de la [Loi sur la pension de la fonction publique](#), l'entrepreneur a convenu que ces renseignements seront affichés sur les sites Web ministériels dans les rapports de divulgation proactive des marchés, conformément à l'[Avis sur la Politique des marchés 2012-2](#) du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada.

7.5 Paiement

7.5.1 Base de paiement

Le Canada paiera l'offrant conformément à la Base de paiement décrite à l'annexe B, Base de paiement pour les travaux réalisés dans le cadre de l'offre à commandes.

7.5.2 Modalité de paiement

[H1008C](#) (2008-05-12), Paiement mensuel

7.5.3 Clauses du *Guide des CCUA*

[A9117C](#) (2007-11-30), T1204 – Demande directe du ministère client

C2000C (2007-11-30), Taxes – entrepreneur établi à l'étranger
C6000C (2017-08-17), Limitation de prix

7.5.4 Paiement électronique de factures – Commande subséquente

L'entrepreneur accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- a. Carte d'achat Visa;
- b. Carte d'achat MasterCard;
- c. Dépôt direct (national et international);
- d. Échange de données informatisées (EDI);
- e. Virement bancaire (international seulement).

7.6 Instructions pour la facturation

7.6.1 L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Soumission des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

Chaque facture doit être appuyée par :

- a) une copie des feuilles de temps pour corroborer le temps de travail réclamé;

7.6.2 Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a.i) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'utilisateur désigné identifié dans la commande subséquente pour attestation et paiement.
- a.ii) Dans le cas où une commande subséquente a été émise au nom de plusieurs utilisateurs désignés ou pour plus d'un apprenant et/ou groupe-classe, l'offrant doit distribuer l'original et un (1) exemplaire de la ou des factures selon les instructions incluses dans la commande subséquente. Si aucune instruction n'y est inscrite, l'offrant doit suivre la procédure décrite en a.i).
- b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.

7.7 Assurances

Clause du *Guide des CCUAG1005C* (2016-01-28), Assurances

Solicitation No. - N° de l'invitation
EZ156-190001/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur
van 524
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE A

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

Annexe A1
Annexe A2

Annexe « A1 »

**ÉNONCÉ DES TRAVAUX
(EDT)***

* Veuillez noter que tous les champs de travail décrits dans l'énoncé des travaux ne s'appliquent pas automatiquement à chacune des zones géographiques précisées à l'article 10.0 de la présente annexe.

TABLE DES MATIÈRES

SECTION I – BESOINS

Préambule

- 1.0 Contexte
- 2.0 Formation
- 3.0 Type d'apprenant
- 4.0 Langue de communication avec les apprenants
- 5.0 Programmes de formation de l'École
- 6.0 Normes de qualification relatives aux langues officielles
- 7.0 Activités de mise en cours
- 8.0 Calendrier des tests ELS (évaluation de la langue seconde)
- 9.0 Lieu de prestation de la formation des apprenants

SECTION II – CHAMPS DE TRAVAIL

FORMATION DE GROUPE À TEMPS PARTIEL

Champ de travail 3 : Formation de groupe à temps partiel en français chez l'offrant

Champ de travail 4 : Formation de groupe à temps partiel en français en institution fédérale

Pour les champs de travail de la section II ci-dessus les articles suivants s'appliquent :

- 1.0 Type de formation offerte
- 2.0 Jours de prestation de la formation
- 3.0 Programmes de formation de l'École
- 4.0 Tests d'évaluation de la langue seconde
- 5.0 Matériel didactique
- 6.0 Installations de l'offrant
- 7.0 Services de ressources spécifiques
- 8.0 Assurance de la qualité et mesures de rendement spécifiques
- 9.0 Exigences relatives aux études et à l'expérience – Ressources
- 10.0 Livrables

SECTION III – LIVRABLES (TABLEAU)

APPENDICES

- Appendice 1. Normes de qualification relatives aux langues officielles
- Appendice 2. Abréviations et acronymes
- Appendice 3. Glossaire
- Appendice 4. Objectifs des programmes de formation de l'École
- Appendice 5. Rapport d'évaluation de l'enseignement
- Appendice 6. Contenu minimal de la formation maison
- Appendice 7. Rapport de fin de session

Préambule

Afin que les offrants aient une compréhension des travaux à être réalisés, il est important qu'ils prennent connaissance des appendices qui se trouvent à la fin de cette annexe soit :

- Appendice 1. Normes de qualification relatives aux langues officielles**
- Appendice 2. Abréviations et acronymes**
- Appendice 3. Glossaire**
- Appendice 4. Objectifs des programmes de formation de l'École**
- Appendice 5. Rapport d'évaluation de l'enseignement**
- Appendice 6. Contenu minimal de la formation maison**
- Appendice 7. Rapport de fin de session**

Tout au long de l'énoncé des travaux, nous ferons référence à la terminologie qui se trouve dans ces appendices et/ou dans les parties A et B de l'offre à commandes.

ANNEXE A1 – SECTION I – BESOINS

1.0 Contexte

La formation en langue seconde des langues officielles du Canada est offerte aux fonctionnaires fédéraux conformément aux dispositions de la Loi sur les langues officielles.

2.0 Formation

Le but de cet énoncé de travail est de définir les services de formation en langue seconde pour le français. L'offrant offrira la formation de groupe à temps partiel* aux fonctionnaires fédéraux (apprenants) désignés par l'utilisateur désigné (UD), dans la région du Pacifique, aux niveaux A, B et C des normes de qualification relatives aux langues officielles décrites dans l'appendice 1, à la demande des institutions fédérales, tel qu'indiqué dans la commande subséquente.

* Voir la section II appropriée pour une définition complète des modalités de formation.

2.1 Format de la formation

La formation est structurée comme suit :

FORMATION DE GROUPE À TEMPS PARTIEL

Champ de travail 3 : Formation de groupe à temps partiel en français chez l'offrant

Champ de travail 4 : Formation de groupe à temps partiel en français en institution fédérale

2.2 Modalité de livraison

L'offrant fournira de l'enseignement en salle de classe pour les champs de travail identifiés à la Section II. L'offrant peut fournir cet enseignement en utilisant les programmes de formation de l'École. De plus, l'offrant sera dans l'obligation de fournir les livrables spécifiés dans l'Annexe A1, section II et section III.

L'offrant doit aussi s'assurer que les besoins de cet énoncé de travail ne sont pas modifiés suite à une demande des apprenants, comme par exemple de recevoir de la formation à l'extérieur des jours ouvrables figurant à la section II de ce document.

L'offrant peut utiliser les programmes de l'École (PFL2), version enseignant, qui sont disponibles au lien suivant :

<http://www.publications.gc.ca/site/fra/parcourir/cataloguesSpecialises.html>

3.0 Type d'apprenant

Les apprenants recevant les services d'apprentissage ont comme objectif :

- de développer leurs compétences dans la langue seconde;
- de maintenir leurs compétences dans la langue seconde.

4.0 Langue de communication avec les apprenants

La session d'accueil à la formation, durant laquelle les instructions sont données aux apprenants, se déroulera dans la langue première (anglais) des apprenants présents.

Pour les questions associées à la facilitation de la communication et à la compréhension de la capacité d'apprentissage de l'apprenant, l'offrant communiquera avec les apprenants dans la langue officielle

(anglais ou français) de leur choix.

5.0 Programmes de formation de l'École

Chaque programme de formation de l'École figurant dans les champs de travail ci-dessus contient des objectifs spécifiques et/ou des modules. Une liste descriptive de ces objectifs est présentée à l'appendice 4 de la présente annexe.

6.0 Normes de qualification relatives aux langues officielles (LO)

Une fois la formation complétée, si requis, l'apprenant devra démontrer, par l'entremise du test d'évaluation en langue seconde de la Commission de la fonction publique du Canada (CFP), qu'il maîtrise la langue au niveau visé (A, B ou C) pour les compétences linguistiques suivantes : compréhension de l'écrit, expression écrite et compétence orale. Ces tests sont administrés par la Commission de la fonction publique du Canada ou par l'institution fédérale qui a obtenu une délégation d'autorité de la Commission pour administrer ces tests.

Aux fins de ce document, les «normes de qualification» sont synonymes des «niveaux de maîtrise» ou «normes de maîtrise» figurant à l'appendice 1 de la présente annexe. Elles se trouvent également dans le site web suivant : <http://www.tbs-sct.gc.ca/gui/squn03-fra.asp>

7.0 Activités de mise en cours

Il y aura une (1) option de mise en cours. Elle permettra à l'UD de créer ses propres groupes sur mesure en respectant les exigences de la présente OC.

1. Sur mesure : l'UD pourra créer ses propres groupes et les inscrire auprès de l'offrant responsable à l'étape de début de formation souhaitée ou selon un calendrier de formation déterminée par l'UD.

Commandes subséquentes :

L'UD doit consulter le site web de TPSGC intitulé « Services de formation des langues officielles du Canada » à l'adresse <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sflo-olts/index-fra.html> pour connaître le(s) offrant(s) retenu(s) pour chaque zone géographique.

8.0 Calendrier des tests ELS

Pour les apprenants qui doivent subir les tests ELS, l'UD fera les arrangements nécessaires auprès de la CFP ou de ses représentants et communiquera la date des tests à l'apprenant et à l'offrant.

9.0 Lieu de prestations de la formation des apprenants

La formation sera offerte dans les installations de l'offrant, avec ou sans mesures d'adaptation, ou dans les locaux de l'institution fédérale. Les installations doivent répondre aux exigences établies dans l'énoncé de travail. L'offrant est responsable de fournir tous les outils nécessaires à la livraison des programmes de formation tels que décrits à l'Annexe A1 – Énoncé des travaux, section II, article 6. Pour la formation dans les installations de l'offrant, ces installations doivent être situées :

Formation linguistique	
Lieux où seront offerts les services	
Région	Zones géographiques
Pacifique	district régional du Grand Vancouver
	district régional de la vallée du Fraser
	Victoria sur l'île de Vancouver
	Nanaimo sur l'île de Vancouver

* Pour les besoins de cette offre à commandes, les mesures d'adaptation applicables sont celles qui permettent aux personnes à mobilité réduite l'accès aux lieux où se déroulera la formation, à la pièce, aux installations sanitaires ainsi qu'aux autres endroits mis à la disposition de tous les apprenants. L'offrant qui s'identifie sous cette rubrique doit accepter toute commande subséquente nécessitant des mesures d'adaptation.

Outre ces mesures, l'offrant de sera pas appelé à fournir des services auxiliaires ou de la technologie d'adaptation. Pareils besoins seront du ressort de l'institution fédérale à laquelle l'apprenant appartient.

ANNEXE A1 – SECTION II – CHAMPS DE TRAVAIL

Pour chacun des champs de travail de la section II qui suit :

- 1.0 Type de formation offerte
- 2.0 Jours de prestation de la formation
- 3.0 Programmes de formation de l'École
- 4.0 Tests d'évaluation de la langue seconde
- 5.0 Matériel didactique
- 6.0 Installations
- 7.0 Services de ressources spécifiques
- 8.0 Assurance de la qualité et mesures de rendement spécifiques
- 9.0 Exigences relatives aux études et à l'expérience – Ressources
- 10.0 Livrables

FORMATION DE GROUPE À TEMPS PARTIEL

Champ de travail 3 : Formation de groupe à temps partiel en français chez l'offrant

Champ de travail 4 : Formation de groupe à temps partiel en français en institution fédérale

ANNEXE A1 – SECTION II

Champ de travail 3 : Formation de groupe à temps partiel en français chez l'offrant

Champ de travail 4 : Formation de groupe à temps partiel en français en institution fédérale

Si l'offre de l'offrant fournit les services de formation en institution fédérale, tout ce qui touche les exigences reliées aux installations de l'offrant ne s'applique pas et vice-versa. Il en est de même pour les installations de l'offrant avec mesures d'adaptation, c'est-à-dire, si l'offre de l'offrant fournit les services de formation dans ses installations et que celles-ci offrent des mesures d'adaptation tel que défini à l'article 10.0 de la section 1, tout ce qui touche les mesures d'adaptation chez l'offrant s'applique à l'offrant.

1.0 Type de formation offerte

Dans le cadre de la formation à temps partiel, il y aura une (1) option possible. Elle permet à l'UD de former un groupe et de déterminer l'horaire et le nombre d'heures dont ils ont besoin, sans dépasser quatorze (14) heures par semaine.

La formation de groupe à temps partiel sera dispensée du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés* au gouvernement fédéral et lors du congé provincial dans la province où se donne la formation. La formation ne sera pas offerte entre le 25 décembre et le 1er janvier. Un arrêt pédagogique pourrait être sujet à l'approbation du RT.

Pour les groupes créés par l'UD, le nombre d'heures et le nombre de séances par semaine seront définis dans la commande subséquente en respectant les paramètres suivants:

- sessions d'un minimum d'une (1) heure consécutives
- maximum de quatorze (14) heures de formation par semaine

* Voir le glossaire à l'appendice 3.

2.0 Jours de prestation de la formation

L'offrant sera prêt à offrir les services de formation jusqu'à 240 jours par année.

Pour les groupes créés par l'UD, l'horaire sera indiqué dans la commande subséquente. La formation devra avoir lieu entre 7h30 et 17h00.

Le conseiller pédagogique et les ressources enseignantes doivent être prêts à commencer la classe à l'heure de début du cours chaque jour.

3.0 Programmes de formation de l'École

La méthodologie de formation, les configurations des cours et le matériel correspondant conçus par l'École et précisés ci-après sont définis comme « programmes de formation », « programmes » ou « programmes de formation de l'École ».

L'offrant peut utiliser un des programmes de formation de l'École indiqués ci-dessous ou programme équivalent. Les programmes de l'École sont fondés sur l'approche communicative et les principes andragogiques. L'offrant peut également utiliser des activités supplémentaires pour compléter et enrichir celles de l'École et répondre aux besoins des apprenants.

L'offrant doit utiliser les pratiques d'enseignement suivantes:

Approche communicative

- encourager les apprenants à communiquer dans la langue enseignée;
- maximiser le temps de parole des apprenants;
- faire pratiquer la matière enseignée dans des situations de communication significatives pour les apprenants;
- choisir des activités variées et significatives pour les apprenants;
- utiliser des documents authentiques;
- doser la correction des erreurs en fonction de l'objectif de l'activité et des besoins des apprenants.

Principes andragogiques

- fournir un plan pour les activités de groupe et l'auto-apprentissage;
- pour chaque activité, présenter les consignes et le déroulement en précisant :
 - ce que les apprenants doivent faire;
 - la durée de l'activité;
 - le résultat qui doit être obtenu;
 - le matériel et les outils à utiliser;
- pour chaque activité, présenter l'objectif en précisant :
 - le savoir ou le savoir-faire que l'activité vise à développer;
 - le lien entre l'objectif de l'activité et l'objectif de formation;
- fournir aux apprenants sur une base régulière une rétroaction sur leurs forces et les points à travailler en lien avec les objectifs visés;
- exploiter les activités en tenant compte des besoins, des intérêts et du vécu des apprenants.

Voici les programmes de formation de l'École :

- pour le français : Programme de français langue seconde, niveaux A, B (PFL2 – A et B), Programme de français langue seconde – niveau C (PFL₂ – C).

3.1 Programmes PFL2

Les programmes pour la formation linguistique en français sont le PFL2 – A et B et le PFL2 – C de l'École. Ces programmes couvrent les niveaux de maîtrise A, B et C et permettent aux apprenants d'acquérir les compétences nécessaires pour interagir en français en milieu de travail et dans les situations de la vie quotidienne.

Le PFL2 A et B vise l'atteinte ou le maintien du niveau B et consiste en quarante (40) objectifs de formation.

Le PFL2 C vise l'atteinte ou le maintien du niveau C et consiste en deux (2) sessions préparatoires et en quatre (4) modules.

Les programmes comprennent du matériel d'auto-apprentissage visant à développer la compréhension auditive, la compréhension de l'écrit, l'expression écrite et la compétence orale. Ce matériel est au lien suivant :

<http://www.publications.gc.ca/site/fra/parcourir/cataloguesSpecialises.html>

Les apprenants peuvent utiliser le matériel d'auto-apprentissage à leur guise à l'extérieur des heures de formation.

Les objectifs de formation des programmes PFL2 sont présentés à l'appendice 4 de la présente annexe.

3.2 Niveaux d'apprentissage

Programmes PFL2 – A, B et C	Niveaux d'apprentissage	Nombre d'apprenants par groupe
Niveau débutant	Étape 1	3 à 6 (PFL2)
	Étape 2	
Niveau intermédiaire	Étape 3	
	Étape 4	
Niveau avancé	Étape 5	
	Étape 6	

La durée des sessions sera indiquée dans la commande subséquente.

4.0 Tests d'évaluation de la langue seconde (ELS)

Si un test ELS est requis pour l'apprenant, l'UD est responsable de prévoir la date et de faire les arrangements nécessaires pour que cet apprenant subisse les tests d'évaluation de la langue seconde (ELS).

Dans le cas du test de compétence orale (TCO), cette date sera à la fin de l'étape 4 pour les apprenants qui visent le niveau B et à la fin de l'étape 6 pour les apprenants qui visent le niveau C ou au moment choisi par l'UD. Dans le cas des tests de compréhension de l'écrit et d'expression écrite (CE et EE), cette date sera au début de l'étape 4 pour les apprenants qui suivent le programme du niveau B et à la fin des sessions préparatoires pour les apprenants qui suivent le programme de niveau C ou au moment choisi par l'UD.

Ces tests sont administrés par la Commission de la fonction publique du Canada ou par les institutions qui ont reçu une délégation d'autorité de la Commission pour l'administration des tests. Une fois la date arrêtée, l'UD doit en informer l'offrant et l'apprenant.

5.0 Matériel didactique

L'offrant est responsable de l'acquisition de tout le matériel en format papier et/ou électronique qu'il juge nécessaire.

Advenant que l'offrant choisisse de fournir aux apprenants le matériel des programmes de formation en format papier, l'offrant doit leur fournir des photocopies des activités exploitées en salle de classe. Le matériel distribué aux apprenants sera leur propriété.

Advenant que l'offrant choisisse de fournir le matériel des programmes de formation en version électronique, il doit, pour ce faire, munir chaque salle de classe d'au moins un ordinateur avec un projecteur ou un téléviseur à écran plat lié à l'ordinateur avec un accès à internet.

6.0 Installations

6.1 Installations en institution fédérale

La responsabilité de fournir les locaux appropriés pour de la formation, similaires aux aractéristiques mentionnées à l'article suivant (6.2) incombe aux institutions fédérales.

6.2 Installations de l'offrant

Pour chaque groupe, l'offrant dispensera la formation dans des installations conformément aux exigences du présent point. Si l'offrant est tenu de changer d'installations ou de salles de classe, il doit aviser immédiatement le responsable de l'offre à commandes et le RT et les nouvelles installations et salles de classe doivent répondre aux exigences des sous-articles de l'article 6.2 de la présente section.

L'offrant doit s'assurer que les installations sont conformes aux lois, politiques et normes pertinentes tant municipales que provinciales et fédérales. Il est entendu et convenu par l'offrant que le RT et/ou le responsable de l'offre à commandes peuvent visiter les installations de l'offrant en tout temps et ce, sans préavis.

L'offrant répondra à toutes les plaintes concernant les installations, soumises par écrit par le responsable de l'offre à commande. Cette réponse de l'offrant sera donnée au requérant au plus tard quarante-huit (48) heures après la réception de l'avis de la plainte.

Les installations de l'offrant seront situées, de préférence, à proximité d'un arrêt des transports en commun.

Les installations de l'offrant auront, de préférence, un stationnement gratuit pour les apprenants.

6.2.1 Salles de classe

Pour chaque groupe à temps partiel, l'offrant fournira une salle de classe raisonnablement insonorisée d'un minimum de 300 pieds carrés munie de tout l'ameublement et le matériel nécessaire pour la formation linguistique, à savoir : tableau mural, tables, chaises pour les apprenants et la ressource enseignante, éclairage, chauffage et espace pour garder avec soi cartables et manteaux. Les salles de classe seront des salles fermées distinctes. L'offrant qui s'est identifié comme pouvant offrir des installations avec mesures d'adaptation doit fournir des salles de classe correspondant aux mesures d'adaptation requises pour un apprenant, tel qu'indiqué dans la commande subséquente. Les salles de classe de l'offrant devront être prêtes au moins cinq (5) jours ouvrables avant le début de la formation lorsque lesdites salles sont utilisées pour une première fois dans le cadre de cette OC.

L'offrant peut consulter le RT pour toute question relative au choix ou à l'aménagement des salles de classe de manière appropriée pour la formation linguistique.

6.2.2 Photocopieur

Un photocopieur, à impression noir et blanc, doit être mis à la disposition des apprenants, sans frais additionnels pour le Canada. Cependant, l'offrant peut, en avisant clairement les apprenants avant l'utilisation, limiter la quantité de photocopies à un maximum de vingt (20) pages par apprenant par mois et l'excédent pourrait être facturé aux apprenants qui utilisent ce service. Les coûts devront être clairement mentionnés au début de la formation.

L'impression de photocopies exclut le matériel que l'offrant doit mettre à la disposition de l'apprenant comme faisant partie du programme de formation. Ces coûts devront être clairement mentionnés au début de la formation.

6.2.3 Exigences écologiques

Afin de soutenir les efforts en matière d'achat écologique, l'offrant doit s'assurer que :

- toutes les imprimantes et tous les photocopieurs utilisés aux fins de la présente offre à commandes sont programmés par défaut à l'impression recto-verso et en noir et blanc et, de préférence, satisfont aux normes ENERGY STAR en matière de haut rendement énergétique ou à leurs équivalents
- le papier utilisé contient au moins 30 % de matière recyclée et/ou doit être certifié comme provenant d'une forêt gérée de manière viable
- l'encre des imprimantes et des photocopieurs provient de cartouches recyclées ou est de nature organique. Il est fortement recommandé que les cartouches d'encre utilisées puissent être retournées au fabricant pour réutilisation ou recyclage.
- des bacs à recyclage pour le papier, les journaux et les contenants de plastique et d'aluminium seront mis à la disposition des apprenants là où le service est offert et devront être vidés régulièrement, là où le service est disponible, en conformité avec les programmes de recyclage locaux.

De plus, il est souhaitable que les produits nettoyants utilisés pour ces équipements ne soient pas nocifs à l'environnement ou soient biodégradables.

Le gouvernement fédéral se réserve le droit d'effectuer des vérifications en visitant au besoin les locaux des fournisseurs afin d'assurer que les efforts en matière écologique sont maintenus.

7.0 Services de ressources spécifiques

7.1 Conseillers pédagogiques

L'offrant affectera des conseillers pédagogiques principaux dédiés. Par « dédiés » on entend l'affectation des ressources d'après les coefficients indiqués ci-dessous.

L'offrant affectera un (1) conseiller pédagogique principal au minimum pour chaque cinquante (50) groupes-classes. Sur l'approbation du RT, un enseignant peut faire un pourcentage de son travail comme conseiller pour les cours autres que les siens. Si l'offrant s'est vu attribuer plus d'une offre à commandes pour plusieurs champs de travail, il peut affecter un conseiller pédagogique principal pour plus d'un champ de travail en respectant les ratios suivants.

$$\begin{aligned} & \text{Nombre d'individus à temps plein} \div 30 \\ & + \text{nombre de groupes à temps partiel} \div 50 \\ & + \text{nombre d'individus à temps partiel} \div 100 \\ & = 1 \text{ pour la charge maximale d'un conseiller pédagogique à temps plein} \end{aligned}$$

Par exemple, si l'offrant forme soixante-quinze (75) groupes à temps partiel, il doit affecter un conseiller pédagogique principal pour les cinquante (50) premiers groupes et un deuxième conseiller pédagogique principal pour les vingt-cinq (25) groupes restants. Le deuxième conseiller pédagogique principal pourra de plus avoir la responsabilité d'un maximum de 25 groupes à temps plein, 15 apprenants en formation individuelle à temps plein ou 50 apprenants en formation individuelle à temps partiel.

L'offrant doit respecter les ratios de tous les champs de travail pour lesquels il s'est vu attribuer une offre à commandes, et à la suite de quoi des commandes ont été passées.

De plus, l'offrant affectera un (1) conseiller pédagogique substitut pour chaque trois (3) conseillers pédagogiques principaux. Un conseiller pédagogique principal ne peut pas être proposé comme substitut dans le même champ de travail ou dans un autre champ de travail et vice versa. Sous l'approbation du RT, un enseignant peut faire un pourcentage de son travail comme conseiller substitut pour les cours autres que les siens.

7.1.1 Supervision du conseiller pédagogique

7.1.1.1 Rapport d'évaluation de l'enseignement (Appendice 5 – Annexe A1)

Le conseiller pédagogique doit faire au moins une (1) observation par session par ressource enseignante sous sa responsabilité pour s'assurer que les cours sont présentés conformément aux exigences du programme de formation et que les méthodes d'enseignement respectent les principes andragogiques.

Le conseiller pédagogique devra planifier des sessions d'observation de l'enseignement en salle de classe. Des sessions d'observation virtuelles (à distance) pourraient être utilisées sous l'approbation du RT et si les cours ont lieu dans des régions éloignées du lieu de travail du conseiller pédagogique. Le conseiller pédagogique pourra faire des observations additionnelles au besoin.

Pour chaque visite ou observation à distance, le conseiller pédagogique consignera ses observations dans un rapport écrit et le soumettra au RT au plus tard trois (3) jours ouvrables après la visite. Le RT pourra exiger deux visites, ou observation à distance, en salle de classe par session ou plus s'il considère que la ressource enseignante a un besoin particulier d'encadrement. Dans le cas de l'observation virtuelle de l'enseignement, le RT pourrait demander de l'information supplémentaire au besoin (par exemple, des photos des installations).

Les éléments suivants doivent être abordés dans chaque rapport :

- Utilisation efficace des programmes de formation
 - présentation claire des objectifs de formation
 - choix des activités répondant aux besoins du groupe
- Explications claires et précises
- Corrections en lien avec les principes de l'éducation aux adultes.
- Dynamique du groupe propice à l'apprentissage
 - participation des apprenants

Le RT pourra, à sa discrétion, vérifier le rapport et s'assurer que l'offrant a entrepris des mesures correctives appropriées.

Lorsque des lacunes au niveau pédagogique ont été soulevées ou observées, l'offrant doit assurer un suivi auprès de la ressource enseignante qui inclura une évaluation, en utilisant le gabarit de Rapport de l'évaluation de l'enseignement (appendice 5 de l'Annexe A1, Énoncé des travaux), suivie de :

- i. Rétroaction à la ressource enseignante suite à l'observation en salle de classe;
- ii. Mise en place d'un plan d'action pour améliorer l'enseignement dans tous les critères du Rapport où la cote obtenue est en bas de 3 et qui pourrait inclure, mais n'est pas limité à :
 - des séances de formation par le conseiller pédagogique
 - un jumelage avec une ressource enseignante d'expérience
 - du coaching
- iii. Vérification de l'atteinte des objectifs identifiés dans le plan d'action.

7.1.1.2 Réponse du conseiller pédagogique pour une intervention auprès des apprenants ou suite à une plainte

Le conseiller pédagogique fera toute intervention auprès des apprenants suite à la demande

d'un apprenant, du RT de l'UD et fournira au RT un rapport d'intervention le jour ouvrable suivant la demande.

Le conseiller pédagogique interviendra lorsque le comportement d'un apprenant (p. ex. absentéisme, retards, difficultés avec les autres apprenants ou ressources enseignantes) nuira au bon fonctionnement du groupe. Il s'assurera que les pratiques pédagogiques en salle de classe sont adaptées aux besoins des apprenants et que les recommandations pédagogiques de l'École sont suivies.

Suite à une plainte, le conseiller pédagogique fournira au RT de l'UD un rapport détaillé sur les pratiques d'enseignement et les interventions proposées. Ce rapport sera fourni au plus tard deux (2) jours ouvrables après que le conseiller pédagogique a pris conscience de la plainte, à moins d'avis contraire de la part du RT.

7.1.1.3 Planifications et rapports

Le conseiller pédagogique s'assurera que les planifications et les rapports préparés par les ressources enseignantes sont conformes aux exigences et répondent aux besoins des apprenants. En cas de lacunes ou d'erreurs dans ces documents, le conseiller pédagogique encadrera les ressources enseignantes afin de les aider à produire des planifications et rapports adéquats. Le conseiller pédagogique doit remettre les planifications si la demande en est faite par le RT de l'UD. Ces documents devront être remis au plus tard deux (2) jours ouvrables suivant la demande.

7.1.1.4 Session d'accueil pour les nouveaux apprenants

Le conseiller pédagogique préparera et animera une session d'accueil pour les apprenants au début de leur formation. Cette session comprendra au moins les éléments suivants : présentation du programme de formation, rôles et responsabilités de la ressource enseignante et du conseiller pédagogique. Cette session d'accueil pourra être livrée par le conseiller pédagogique ou par la ressource enseignante.

7.1.1.5 Remplacement d'un conseiller pédagogique

Dans le cas d'une nécessité de remplacer un conseiller pédagogique, l'offrant offrira un conseiller pédagogique remplaçant qui répondra aux exigences relatives aux études et à l'expérience du conseiller pédagogique tel que décrit à l'article 10.1.

7.2 Ressources enseignantes

L'offrant s'assurera que la ressource enseignante est prête à commencer les classes chaque jour de formation à l'heure de début des classes.

7.2.1 Remplacement d'une ressource enseignante

Dans le cas d'une absence soudaine d'une ressource enseignante, l'offrant doit s'assurer qu'elle soit remplacée séance tenante. Seules les ressources enseignantes ou le conseiller pédagogique satisfaisant déjà aux exigences relatives aux études et à l'expérience, détaillées dans l'article 9.2.1 de la présente section, peuvent être des ressources enseignantes remplaçantes.

La ressource enseignante exercera également les activités de surveillance du rendement de l'apprentissage des apprenants et rédigera des rapports de session, tel qu'indiqué à l'article 9.0 de la présente section.

L'offrant informera le RT de tout remplacement de ressource enseignante.

8.0 Assurance de la qualité et mesures du rendement spécifiques

Pour tous les rapports dont il est fait mention dans cette partie et dans la partie des livrables (article 10 de la présente section), des gabarits et des sessions de familiarisation seront offerts aux ressources enseignantes et aux conseillers pédagogiques de l'offrant.

8.1 Rapport d'absence

La ressource enseignante doit noter les heures d'absence des apprenants dans le rapport mensuel d'absence. Les absences partielles et complètes doivent être reflétées. Le rapport mensuel d'absence doit être paraphé par les apprenants et soumis au chargé de projet de l'UD au plus tard cinq (5) jours ouvrables après la fin de chaque mois de formation.

De plus, l'offrant communiquera avec le chargé de projet de l'UD lorsqu'un apprenant est absent trois (3) fois consécutives. L'offrant doit alors présenter un avis écrit au chargé de projet de l'UD la semaine suivant la troisième (3ième) absence consécutive au cours.

8.2 Rapport de fin de session (Annexe A1 – appendice 7)

La ressource enseignante doit suivre le rendement des apprenants pour procéder à une évaluation du rendement de l'apprenant à la fin de chaque session.

Le conseiller pédagogique s'assurera que le rapport de fin de session de l'apprenant dûment rempli et préparé par la ressource enseignante est transmis au chargé de projet de l'UD au plus tard le 10ième jour ouvrable après la fin de la session.

8.3 Surveillance du rendement de l'apprentissage et vérification de la qualité de l'enseignement

8.3.1 Surveillance de l'enseignement en salle de classe

Le RT procédera, au hasard, à des observations en salle de classe, et ce même pour la formation livrée en ministère, afin de s'assurer que la formation respecte les exigences stipulées dans cette offre à commandes et les principes andragogiques. Si l'enseignement observé n'est pas conforme à ces exigences, un suivi doit être fait par l'offrant, pouvant inclure l'inscription de la ressource enseignante à suivre de nouveau en tout ou en partie la session de familiarisation décrite à l'article 7.1.1 de la présente section. Si l'enseignement n'est pas conforme aux directives lors d'une deuxième évaluation par le RT, la ressource enseignante ne pourra plus enseigner dans le cadre de cette offre à commandes. Advenant le cas où 3 ressources enseignantes ou plus soient retirées des programmes de l'École pour cette raison au cours d'une période de 12 mois, le RT, de concert avec le responsable de l'offre à commandes, pourra prendre des mesures correctives à l'encontre de l'offrant pouvant aller jusqu'à la mise de côté de l'OC pour une ou plusieurs sessions.

8.4 Remaniement des groupes en début de session

L'offrant pourra modifier la composition des groupes après le début de la formation afin de les rendre plus homogènes mais doit respecter le nombre maximum de candidats défini à l'article 3.3 de la présente section. L'offrant basera cette décision sur les observations de la ressource enseignante en salle de classe et, au besoin, sur des évaluations des acquis des apprenants. L'offrant doit informer le RT de tout changement avant de le faire.

De plus, si un apprenant informe l'offrant, dans les deux premières semaines de la formation, que le

niveau de son groupe n'est pas adéquat, l'offrant doit, dans un délai de deux (2) jours de formation, informer le RT et, ensuite, l'apprenant si un changement de groupe est possible. Il basera cette décision sur les observations de la ressource enseignante en salle de classe et, au besoin, sur des évaluations des acquis des apprenants.

Des outils pour évaluer les acquis des apprenants seront fournis à l'offrant par le RT.

9.0 Exigences relatives aux études et à l'expérience – Ressources

Toutes les ressources proposées par l'offrant doivent maîtriser la langue enseignée et maîtriser suffisamment l'autre langue officielle pour expliquer les concepts de base liés à la langue enseignée. Le conseiller pédagogique doit être en mesure de faire la session d'accueil (article 7.1.1.4 de la présente section) et de discuter avec les apprenants de questions liées à leur formation dans leur première langue officielle.

9.1 Conseillers pédagogiques

Pour toutes les modalités de formation, le responsable de l'offre à commandes est la seule autorité qui peut vérifier et accepter les qualifications d'un conseiller pédagogique.

Les ressources proposées pour remplacer le conseiller pédagogique (principal et substitut) doivent satisfaire aux exigences de qualification obligatoires figurant ci-après. Le RT se réserve le droit de mener une entrevue et de compléter toutes autres vérifications nécessaires afin d'évaluer les ressources proposées, sans coût additionnel pour le Canada. Aucune ressource proposée ne sera affectée par l'offrant pour exécuter le travail avant d'avoir reçu une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes.

9.1.1 Conseillers pédagogiques principaux et substituts – Compétences obligatoires

Tous les conseillers pédagogiques (principaux et substituts) doivent détenir, au minimum, un baccalauréat d'une université canadienne reconnue. Dans les cas où les études ont été réalisées dans un établissement à l'extérieur du Canada, seule une attestation d'équivalence octroyée par une institution accréditée pour la reconnaissance d'équivalences canadiennes des titres de compétence sera acceptée. Ces institutions incluent les organismes d'évaluation des compétences du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et le Service canadien d'évaluation de documents scolaires internationaux ainsi que certains autres services d'évaluation comparative des titres de compétence reconnus pour comparer les certificats et diplômes aux normes canadiennes identifiées sur le site web de Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux à l'adresse suivante :

https://www.cicic.ca/1375/obtenir_une_evaluation_des_diplomes_d_etudes_a_des_fins_generales.canada

et l'une ou l'autre des compétences suivantes :

- a. depuis janvier 2011, un minimum de six cents (600) heures d'expérience dans la supervision d'au moins deux (2) ressources enseignantes en même temps ayant offert des cours à temps plein et/ou à temps partiel de français langue seconde aux adultes, en enseignement individuel ou de groupe,
- b. depuis janvier 2011, en tant que ressource enseignante, un minimum de mille huit cents (1 800) heures d'expérience de la prestation de cours à temps plein et/ou à temps partiel, en français langue seconde, à des adultes, en utilisant un ou plusieurs des programmes de formation suivants :

- le PBFT
- le PFL2 A et B ou le PFL2 C
- un programme utilisé par une institution postsecondaire canadienne reconnue
- ou tout autre programme d'enseignement aux adultes du français langue seconde.

Comme preuve de scolarité, l'offrant doit présenter un document original ou une copie certifiée conforme à l'original par l'offrant ou par un commissaire à l'assermentation confirmant le niveau d'éducation de chaque conseiller pédagogique. Si original, le document sera copié par le RT et remis à l'offrant après que le processus d'évaluation des offres sera terminé.

L'offrant doit fournir l'information suivante pour confirmer l'expérience du conseiller pédagogique: nom de l'organisation cliente, nom et numéro de téléphone d'une personne contact, nombre d'heures d'expérience comme conseiller pédagogique ou comme ressource enseignante et dates de début et de fin de cette expérience.

9.2 Ressources enseignantes

Le responsable de l'offre à commandes est la seule autorité qui peut vérifier et accepter les qualifications d'une ressource enseignante. Seules seront considérées comme acceptables les ressources enseignantes proposées qui remplissent les exigences de qualifications obligatoires ci-dessous.

9.2.1 Ressources enseignantes proposées pour la première fois et remplacements - Compétences obligatoires

Toutes les ressources enseignantes doivent détenir, au minimum, un baccalauréat d'une université canadienne reconnue. Dans le cas où les études ont été complétées dans un établissement à l'extérieur du Canada, seule une attestation d'équivalence octroyée par une institution accréditée pour la reconnaissance d'équivalences canadiennes des titres de compétence sera acceptée. Ces institutions incluent les organismes d'évaluation des compétences du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et le Service canadien d'évaluation de documents scolaires internationaux ainsi que certains autres services d'évaluation comparative des titres de compétence reconnus pour comparer les certificats et diplômes aux normes canadiennes identifiées sur le site web de Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux à l'adresse

https://www.cicic.ca/1375/obtenir_une_evaluation_des_diplomes_d_etudes_a_des_fins_generales.canada

Les ressources enseignantes qui répondent à l'exigence 9.2.1 appartiennent à l'une ou l'autre des catégories suivantes :

9.2.1.1. Ressources enseignantes

Une ressource enseignante doit avoir acquis, depuis janvier 2011, de l'expérience dans l'enseignement du français langue seconde aux adultes, en individuel ou en groupe, pendant un minimum de 500 heures. De plus, ces heures de formation doivent avoir été livrées en utilisant l'un ou plusieurs des programmes suivants :

- le PBFT
- le PFL2 A et B ou le PFL2 C
- un programme utilisé par une institution postsecondaire canadienne reconnue
- ou tout autre programme d'enseignement aux adultes du français langue seconde.

9.2.1.2. Ressources enseignantes en développement

Une ressource enseignante qui ne possède pas l'expérience décrite dans **9.2.1.1** ou qui est en dernière année d'un baccalauréat d'une université canadienne reconnue, sera considérée comme une ressource enseignante en développement. Elle doit être jumelée à une ressource enseignante expérimentée jusqu'à ce que l'exigence **9.2.1.1** soit satisfaite et que les sessions de familiarisation soient complétées. Elle fera l'objet d'un suivi constant de sa progression par un conseiller pédagogique. Quand l'exigence **9.2.1.1** sera satisfaite, l'offrant informera le RT.

Toute ressource enseignante proposée pour cette OC doit être évaluée par le conseiller pédagogique de l'offrant le premier mois suivant son entrée en fonction et un rapport détaillé (Rapport d'évaluation de l'enseignement – Appendice 5) doit être présenté au RT pour étude et acceptation de la qualification de la ressource enseignante, le premier (1^{er}) jour ouvrable suivant le mois évalué.

Sur demande du RT de l'UD, l'offrant doit présenter, comme preuve de scolarité, une copie du document confirmant le niveau d'éducation de la ressource enseignante. À tout moment, le responsable de l'offre à commande pourrait exiger un document original ou une copie certifiée conforme à l'original par un commissaire à l'assermentation.

De plus, l'offrant doit fournir une attestation confirmant l'expérience de chaque ressource enseignante titulaire. L'attestation doit contenir l'information suivante : nom de l'organisation cliente, nom et numéro de téléphone d'une personne contact, nombre d'heures d'expérience comme ressource enseignante et dates de début et de fin de cette expérience.

10.0 Livrables

Tous les livrables identifiés dans la section III doivent être préparés et soumis dans la langue enseignée ou dans l'autre langue officielle si l'UD en fait la demande, et transmis par courrier électronique, dans un format compatible avec MS Word, Excel ou Adobe Acrobat Reader, au RT de l'UD spécifié dans la commande subséquente tel que déterminé dans la présente section. La section III comprend un tableau résumant tous les livrables détaillés dans la section II.

ANNEXE A1 – SECTION III Livrables

Livrables	L'offrant doit:
1) Rapport d'évaluation de l'enseignement (Section II, article 7.1.1.1)	Consigner les observations en salle de classe dans un rapport par session par ressource enseignante. Le soumettre, sur demande, au responsable technique (RT) au plus tard trois (3) jours ouvrables après la visite.
2) Réponse du conseiller pédagogique pour une intervention auprès des apprenants ou suite à une plainte (Section II, article 7.1.1.2)	Faire toute intervention auprès des apprenants suite à la demande d'un apprenant ou du RT de l'UD lorsque le comportement d'un apprenant nuit au bon fonctionnement de la formation. Soumettre le rapport au RT de l'UD le premier jour ouvrable suivant la demande. Suite à une plainte, soumettre un rapport détaillé sur les pratiques d'enseignement et les interventions proposées au plus tard deux (2) jours ouvrables après la plainte, à moins d'avis contraire de la part du RT.
3) Rapport d'absence de l'apprenant (Section II, article 8.1)	Noter les heures d'absence dans le rapport mensuel d'absence. Faire parapher le rapport mensuel d'absence par l'apprenant. Transmettre le rapport au RT de l'UD au plus tard cinq (5) jours ouvrables après la fin de chaque mois de formation. Informer le RT de l'UD de toute absence de plus de 3 fois consécutives.
4) Rapport de fin de session (Section II, article 8.2)	Remettre le rapport de fin de session au RT de l'UD au plus tard le 10ième jour ouvrable après la fin de la session.
5) Matériel didactique (Section II, article 5.0)	Faire l'acquisition du matériel des programmes de formation Le fournir à la ressource enseignante, à l'apprenant et au conseiller pédagogique.
6) Calendrier de formation	Préparer le calendrier de la formation et le soumettre au RT et, sur demande, à l'UD, au plus tard un jour ouvrable avant le début des services de formation.
7) Documents divers (Section II, article 7.1.1.3)	Remettre toute planification, rapport ou registre au RT au plus tard deux (2) jours ouvrables à partir du moment de la demande.

Le RT de l'UD se réservent le droit d'analyser les livrables, signaler tout manquement de la part de l'offrant et/ou exercer un recours et/ou une mesure corrective tel que spécifié dans les Conditions générales 2035 et la clause 19 de l'offre à commandes.

ANNEXE «A1» – APPENDICE 1

Normes de qualification relatives aux langues officielles

<http://www.tbs-sct.gc.ca/gui/squn03-fra.asp>

Introduction

Les présentes normes de qualification s'appliquent aux postes qui exigent l'utilisation des deux langues officielles – le français et l'anglais. Celles-ci définissent les niveaux de compétence requis pour chacune des trois compétences linguistiques :

- compréhension de l'écrit dans la seconde langue officielle
- expression écrite dans la seconde langue officielle
- compétence orale dans la seconde langue officielle

Il y a deux (2) types de compétences linguistiques pour les postes bilingues :

- les compétences linguistiques générales dans la seconde langue officielle – A, B ou C
- les compétences linguistiques spécifiques exigeant la cote P

Les compétences dans les langues officielles sont déterminées de manière objective et correspondent aux fonctions et responsabilités du poste qui se rapportent aux communications avec le public, à la prestation des services et à la langue de travail.

L'outil sur le Web, intitulé [Déterminer le profil linguistique des postes bilingues](#), est à la disposition des gestionnaires pour leur permettre d'établir le profil linguistique des postes. Un rapport final imprimable présente le profil et les fonctions qui sont associés au poste en question.

Application

Les présentes normes s'appliquent à toutes les institutions énumérées aux annexes I et IV de la Loi sur la gestion des finances publiques.

Exigences connexes

Les institutions appliquent également les exigences suivantes:

- [Politique sur les langues officielles pour la gestion des ressources humaines](#) – pour les institutions assujetties aux parties IV, V et VI ainsi que l'article 91 de la Loi sur les langues officielles
- [Directive sur la dotation des postes bilingues](#) – pour les institutions assujetties à la Loi sur l'emploi dans la fonction publique
- [Directive sur l'identification linguistique des postes ou des fonctions](#) – pour les institutions assujetties aux annexes I et IV de la Loi sur la gestion des finances publiques

Compétences linguistiques générales dans la langue seconde

Les compétences linguistiques dans la seconde langue officielle et les niveaux de compétence sont déterminés de manière objective et doivent correspondre aux fonctions et responsabilités du poste qui se

rapportent aux communications avec le public, à la prestation des services et à la langue de travail.

Les tests permettant d'évaluer le niveau requis dans les compétences générales en langue seconde – A, B ou C – en compréhension de l'écrit, expression écrite et compétence orale, sont prescrits par la Commission de la fonction publique.

Ces tests et normes s'appliquent à tous les groupes professionnels.

Il y a trois niveaux de compétences linguistiques générales dans la seconde langue officielle :

- A (le plus bas)
- B
- C (le plus élevé)

Ils sont cumulatifs :

Niveau	A	B	C
Peut accomplir :	Tâches niveau A	Tâches niveau A Tâches niveau B	Tâches niveau A Tâches niveau B Tâches niveau C

Lorsqu'une compétence n'est pas exigée, un trait ("-") apparaît dans le profil linguistique au lieu d'un niveau de compétence.

Il existe aussi deux autres résultats de test possibles : X et E.

Ceux qui obtiennent un X comme résultat démontrent que leur performance ne satisfait pas aux exigences minimales du niveau A.

Ceux qui obtiennent un E comme résultat sont exemptés indéfiniment de subir d'autres tests linguistiques dans cette habileté. L'exemption est accordée aux personnes dont le rendement aux tests de langue seconde indique qu'on peut présumer qu'elles conserveront indéfiniment au niveau C leur compétence dans cette langue.

L'exemption n'est pas un niveau de compétence et n'est pas utilisée dans le profil linguistique des postes bilingues.

Compréhension de l'écrit dans la seconde langue officielle – niveau de compétence A

Description de la norme

Le niveau A est le niveau minimal requis pour la compréhension de l'écrit en langue seconde pour les postes qui exigent la compréhension de textes dont la portée du sujet est limitée.

Une personne à ce niveau de lecture peut :

- bien comprendre des textes très simples;
- saisir le thème principal de textes portant sur des sujets qui lui sont familiers; et
- lire et comprendre des éléments d'information simples, tels que les dates, les chiffres ou les noms, de textes relativement plus complexes afin d'exécuter les tâches habituelles d'un emploi.

On ne doit pas s'attendre à ce que la personne puisse lire et comprendre des informations détaillées.

Exemples

Une personne à ce niveau peut lire :	<ul style="list-style-type: none">• des communications internes• des lettres• des courriels• des formulaires courants (p. ex. demandes, factures)• des textes très simples
Pour :	<ul style="list-style-type: none">• les classer• les acheminer• dégager des éléments d'information précis (p. ex. dates, chiffres, noms)• traiter des demandes courantes (p. ex. demandes, commandes, factures)• bien comprendre des textes très simples• comprendre le sens général de textes portant sur des sujets liés au travail, qui lui sont familiers• exécuter des fonctions simples et habituelles (p. ex. comprendre des instructions pour la photocopie, commander des fournitures de bureau, lire l'ordre du jour d'une réunion)

Compréhension de l'écrit dans la seconde langue officielle – niveau de compétence B

Description de la norme

Le niveau B est le niveau minimal requis pour la compréhension de l'écrit en langue seconde pour des postes qui exigent la compréhension de la plupart des textes de nature descriptive ou factuelle portant sur des sujets liés au travail.

Une personne à ce niveau de lecture peut :

- saisir le sens général de la plupart des textes;
- en dégager des éléments d'information précis; et
- distinguer les idées principales et secondaires.

Une personne à ce niveau éprouvera de la difficulté à lire des textes comprenant des structures complexes et un vocabulaire recherché.

Exemples

Une personne à ce niveau peut exercer les activités du niveau A et peut aussi lire des textes liés au travail, tels que :	<ul style="list-style-type: none">• des documents de référence• des rapports• des articles• des avis
--	---

Pour :	<ul style="list-style-type: none">repérer des renseignements précis requis pour le travailcomprendre l'idée générale du contenus'assurer que le contenu est factuel et exact lorsque d'autres ont rédigé le texte
---------------	---

Compréhension de l'écrit dans la seconde langue officielle – niveau de compétence C

Description de la norme

Le niveau C est le niveau de compétence pour la compréhension de l'écrit en langue seconde requis pour les postes qui exigent la compréhension de textes qui traitent d'une grande diversité de sujets liés au travail.

Une personne à ce niveau de lecture peut :

- saisir la plupart des détails complexes, reconnaître les allusions et les sous-entendus; et
- bien comprendre des textes portant sur des questions spécialisées ou moins familières.

Une personne à ce niveau pourrait éprouver des difficultés à comprendre des expressions peu usuelles et des structures grammaticales très complexes.

Exemples

Une personne à ce niveau peut exercer les activités des niveaux A et B et peut aussi lire des textes liés au travail, tels que :	<ul style="list-style-type: none">des énoncés de politiquedes rapports de recherchedes rapports techniquesdes livresdes contrats ou des spécifications complexesdes textes de loi ou des règlements
Pour :	<ul style="list-style-type: none">s'assurer qu'ils sont exacts et completsen extraire les détails permettant de décider de l'interprétation et des suites à donners'assurer de l'exactitude du sens et du ton lorsque d'autres ont rédigé le textesaisir le contenu en profondeuren évaluer les répercussionsformuler des commentairesfaire des recommandations

Expression écrite dans la seconde langue officielle – niveau de compétence A

Description de la norme

Le niveau A est le niveau minimal requis pour l'expression écrite en langue seconde pour les postes qui

exigent la rédaction d'éléments d'information simples dans la langue seconde.

Une personne à ce niveau de rédaction peut :

- écrire des mots isolés, des expressions, de simples énoncés ou des questions sur des sujets très familiers en utilisant des termes qui indiquent le temps, le lieu ou la personne.

Une personne à ce niveau commettra inévitablement des erreurs de grammaire, de vocabulaire et d'orthographe. Ces erreurs sont acceptables dans la mesure où elles ne font pas obstacle à la compréhension du message.

Exemples

Une personne à ce niveau peut écrire :	<ul style="list-style-type: none">• des mots isolés• des expressions simples• de simples messages• des listes (p. ex. points, noms, activités)• des titres ou en-têtes• de courtes notes
Pour :	<ul style="list-style-type: none">• remplir un formulaire ou un rapport lié à son travail• noter des messages simples en style télégraphique• préparer un index ou une table des matières• demander et transmettre des informations simples• suivre des modèles dans des situations familières

Expression écrite dans la seconde langue officielle – niveau de compétence B

Description de la norme

Le niveau B est le niveau minimal requis pour l'expression écrite en langue seconde pour les postes qui exigent la rédaction de courts textes descriptifs ou factuels dans la langue seconde.

Une personne à ce niveau de rédaction :

- maîtrise suffisamment la grammaire et le vocabulaire pour pouvoir transmettre de l'information explicite sur des sujets reliés au travail.

Une personne à ce niveau communiquera les informations de base, mais les textes écrits exigeront certaines corrections au niveau de la grammaire et du vocabulaire, de même que la révision du style.

Exemples

Une personne à ce niveau peut exercer les activités du niveau A et peut aussi rédiger des textes liés au travail, tels que :	<ul style="list-style-type: none">• de brefs messages courants• de courts textes• de brèves descriptions• de brefs commentaires• de la correspondance ou des directives simples et factuelles
Pour :	<ul style="list-style-type: none">• adapter des modèles en ajoutant quelques mots ou en modifiant légèrement le contenu• demander ou donner des renseignements, des explications ou des directives• expliquer certains points ou demander que des mesures soient prises• formuler des observations• présenter des conclusions• résumer un texte ou une réunion dans un style télégraphique

Expression écrite dans la seconde langue officielle – niveau de compétence C

Description de la norme

Le niveau C est le niveau de compétence en expression écrite en langue seconde pour les postes exigeant la rédaction des explications ou des descriptions dans des diverses situations informelles et formelles reliées au travail.

Une personne à ce niveau de rédaction peut :

- rédiger des textes élaborés et structurés de manière cohérente.

L'emploi du vocabulaire, de la grammaire et de l'orthographe sont généralement appropriés et exigent peu de corrections. À ce niveau, la personne peut également apporter des modifications ou des corrections à des textes pour améliorer le sens, le ton, la clarté et la concision.

Exemples

Une personne à ce niveau peut exercer les activités des niveaux A et B et peut aussi rédiger des textes liés au travail, tels que :	<ul style="list-style-type: none">• de la correspondance• des notes d'information• des notes de service• des rapports• des recommandations• des documents de recherche• des synthèses globales• des exposés détaillés
Pour :	<ul style="list-style-type: none">• demander ou énoncer des faits et des raisons de façon détaillée• fournir des renseignements ou des commentaires sur des questions litigieuses

Compétence orale dans la seconde langue officielle – niveau A

Description de la norme

Le niveau A est le niveau minimal requis pour la compétence orale en langue seconde pour les postes où il faut traiter de questions simples et répétitives dans des situations courantes reliées au travail.

Une personne conversant à ce niveau peut :

- poser des questions et répondre à des questions simples;
- donner des instructions simples;
- donner des directives peu compliquées se rapportant à des situations courantes reliées au travail.

À ce niveau, la personne commet plusieurs erreurs et présente des lacunes sur le plan de la grammaire, de la prononciation, du vocabulaire et du débit. Ces lacunes peuvent avoir une incidence sur la clarté du message. La personne peut éprouver certaines difficultés à comprendre une conversation qui se déroule à une vitesse normale et son interlocuteur pourrait avoir à répéter.

Exemples

Une personne à ce niveau peut exercer les activités suivantes : <ul style="list-style-type: none">• poser des questions et répondre à des questions simples au sujet de noms, d'adresses, de dates, d'heures ou de chiffres• formuler des demandes à ses collègues ou à d'autres employés et répondre à des demandes portant sur des questions simples, non compliquées• donner et suivre des directives simples• donner des réponses ou des informations courtes, répétitives• échanger des politesses (p. ex. merci, de rien, bonne journée)

Compétence orale dans la seconde langue officielle – niveau B

Description de la norme

Le niveau B est le niveau minimal requis pour la compétence orale pour les postes où il faut utiliser la langue seconde dans des situations qui s'écartent de la routine.

Une personne conversant à ce niveau peut :

- prendre part à une conversation sur des sujets concrets;
- décrire les mesures prises;
- donner des instructions précises aux employés;
- donner des descriptions et des explications factuelles.

Bien qu'il puisse y avoir des erreurs et lacunes sur le plan de la grammaire, de la prononciation, du vocabulaire et du débit, la communication ne s'en trouve pas sérieusement entravée.

À ce niveau, une personne pourrait avoir de la difficulté à faire face à des situations qui exigent de formuler des hypothèses.

On ne doit pas s'attendre à ce qu'elle puisse aborder des questions délicates ni comprendre ou exprimer des idées abstraites ou subtiles.

Exemples

Une personne à ce niveau peut exercer les activités du niveau A et peut aussi :

- donner et suivre des instructions et des explications claires sur la façon dont le travail doit être fait, l'information dont on a besoin, les étapes à suivre ou les options possibles
- décrire les démarches entreprises ou les événements qui sont arrivés en citant les faits
- répondre à des demandes de renseignements courantes de la part des autres employés ou du public, que ce soit par téléphone ou face à face (p. ex. sur des points tels que les services, les publications ou les mesures de dotation)
- prendre part à des réunions ministérielles ou interministérielles portant sur des questions factuelles, concrètes et non habituelles, et des réunions ou des séances de travail informelles
- présenter des exposés sur des sujets concrets et répondre à des questions de suivi factuelles
- répondre au téléphone, comprendre des demandes de renseignements simples, réacheminer les appels s'il y a lieu et/ou expliquer à d'autres comment remplir un formulaire.

Compétence orale dans la seconde langue officielle – niveau C

Description de la norme

Le niveau C est le niveau requis pour la compétence orale en langue seconde pour les postes où il faut traiter de questions délicates là où il faut l'expression des idées subtiles, abstraites ou compliquées, ou il faut aborder des questions qui, tout en étant liées au travail, ne sont pas familières.

Une personne conversant à ce niveau peut :

- appuyer une opinion; et
- discuter d'idées hypothétiques et conditionnelles.

À ce niveau, la personne ne pourra pas s'exprimer avec la même aisance et au même rythme qu'un

locuteur natif. Il peut y avoir des lacunes sur le plan de la prononciation, de la grammaire et du vocabulaire, mais celles-ci entravent rarement la communication.

Exemples

Une personne à ce niveau peut exercer les activités des niveaux A et B et peut aussi :

- donner et comprendre des explications et des descriptions comportant des éléments compliqués, des questions hypothétiques ou des idées complexes et abstraites
- donner et comprendre des comptes rendus détaillés d'événements, de mesures prises ou de procédures à respecter
- expliquer des politiques, procédures, règlements, programmes et services liés à un domaine de travail et en discuter
- faire face à des situations qui exigent de persuader ou négocier, de présenter des arguments complexes et/ou d'échanger rapidement des idées dans les deux langues officielles
- présenter des exposés sur des sujets complexes et répondre à des questions de suivi, et/ou mener des séances de formation
- donner des conseils aux employés ou aux clients concernant des questions délicates ou complexes
- faire partie du comité de sélection, du comité d'entrevue ou d'équipes d'évaluation dans le cadre normal de ses fonctions

ANNEXE «A1» - APPENDICE 2 ABRÉVIATIONS et ACRONYMES

CFP

Commission de la fonction publique

L'École

L'École de la fonction publique du Canada

EDT

Énoncé des travaux

ELS

Évaluation de la langue seconde

Normes de qualification des LO

Normes de qualification relatives aux langues officielles

OC

Offre à commandes

OF

Objectif de formation

PBFT

Programme de base de français au travail

PFL2 A, B et C

Programme de français langue seconde, Niveaux A, B et C

RT

Responsable technique

SHGA

Système harmonisé de gestion de l'apprentissage

TO

Training objective

TPSGC

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

UD

Utilisateur désigné

VDA

Vérification des acquis

ANNEXE «A1» - APPENDICE 3

GLOSSAIRE

Advenant une divergence de définitions entre l'Annexe A1 – Énoncé des travaux et le présent glossaire, les définitions de l'Énoncé des travaux seront considérées comme exactes.

Étape

Les programmes de formation linguistique de l'École sont divisés en 4 étapes pour les niveaux A et B et 2 étapes pour le niveau C.

Évaluation de langue seconde (ELS)

Tests qui relèvent de la Commission de la fonction publique (CFP) et qui sont administrés à la fin de la formation en français ou en anglais langue seconde afin d'évaluer les niveaux de compétence linguistique (niveaux A, B ou C), pour les habiletés de lecture, d'écriture et d'interaction orale. Ces tests sont administrés à la demande du Canada uniquement.

Formation à temps partiel

Formation offerte à raison de 3 ou de 6 heures par semaine.

Jours fériés au gouvernement fédéral

Jours fériés reconnus par le gouvernement fédéral :

- Le jour de l'An (le 1er janvier, ou le lundi suivant cette date si le 1er janvier tombe un samedi ou un dimanche),
- le Vendredi saint,
- le lundi de Pâques,
- Fête de la Reine (le lundi précédant le 25 mai, Journée nationale des Patriotes au Québec),
- La fête du Canada (le 1er juillet, ou le lundi suivant cette date si le 1er juillet tombe un samedi ou un dimanche),
- la fête provinciale (jour férié de la province où se donne le cours)
- la fête du Travail (le 1er lundi de septembre),
- l'Action de grâces (le 2e lundi d'octobre),
- le Jour du Souvenir (le 11 novembre),
- Noël et lendemain de Noël (le 25 et le 26 décembre).

La Fête de la famille est un jour férié dans certaines provinces mais n'est pas reconnu comme jour férié par le gouvernement fédéral du Canada.

Matériel didactique

Les programmes de formation de l'École contiennent des instructions concernant la structure, le contenu, les objectifs de formation, de prestation et les autres exigences des programmes. Ces instructions sont comprises dans les « documents didactiques » de chaque programme.

Niveaux d'apprentissage

Au temps partiel, les programmes de formation sont divisés en trois niveaux : débutant, intermédiaire et avancé. Le niveau d'apprentissage sera déterminé à l'aide d'une évaluation ou auto-évaluation du candidat.

Normes de qualification relatives aux langues officielles (LO)

Normes de qualification relatives aux langues officielles (voir Normes de qualification relatives aux langues officielles ci-dessous). Voir l'appendice 1 de la présente annexe.

Objectifs de formation (OF)

Objectifs d'apprentissage que les apprenants doivent atteindre pendant le programme de formation. Les

objectifs font partie des programmes et sont définis dans les documents didactiques.

Programme de base de français au travail (PBFT) de l'École

Ancien programme élaboré par le Centre de formation linguistique en vue d'amener les apprenants à atteindre les niveaux A, B et C et qui met l'accent sur la communication lors de l'exécution des tâches quotidiennes. Ce programme a été remplacé par le Programme de français langue seconde, PFL 2 A et B, et par le Programme de français langue seconde, PFL2 C.

Programme de français langue seconde, Niveaux A, B (PFL₂ – A et B)

Programme de formation de l'École.

Programme d'approche communicative axé sur le français en milieu de travail. Ce programme est utilisé pour l'enseignement du français langue seconde aux niveaux débutant et intermédiaire (niveaux A et B).

Programme de français langue seconde, Niveau C (PFL₂– C)

Programme de formation de l'École.

Programme d'approche communicative axé sur le français en milieu de travail. Ce programme est utilisé pour l'enseignement du français langue seconde au niveau avancé (niveau C).

Session

La formation de groupe est livrée sous forme de sessions que les UD créeront sur mesure.

ANNEXE A1 – APPENDICE 4

OBJECTIFS DES PROGRAMMES DE FORMATION DE L'ÉCOLE

1. PFL2 – A et B

À la fin de chaque étape du PFL2 – A et B, il y a une session de consolidation de l'étape.

Objectifs de formation du PFL2 – A et B

ÉTAPE 1

- OF 1 – S'identifier et identifier des personnes
- OF 2 – Identifier des objets ou des documents
- OF 3 – Exprimer des relations d'appartenance
- OF 4 – Exprimer des relations de possession
- OF 5 – Indiquer où est une personne, un objet/document, un lieu
- OF 6 – Indiquer des données chiffrées
- OF 7 – Orienter quelqu'un dans l'espace
- OF 8 – Situer un événement dans le temps
- OF 9 – Situer un événement dans le temps : passé, présent, futur
- OF 10 – Assigner des tâches
- OF 11 – Préciser comment accomplir une tâche
- OF 12 – Indiquer la répartition et une quantité non numérique

ÉTAPE 2

- OF 13 – Fournir de l'information sur un événement ou une habitude passés
- OF 14 – S'informer ou informer d'un événement
- OF 15 – S'informer ou informer d'une requête ou de l'obtention de quelque chose
- OF 16 – Faire une offre et réagir à une offre
- OF 17 – S'informer ou informer de la présence ou de la disponibilité de personnes ou de choses
- OF 18 – Exprimer une volonté, un souhait, des goûts, des préférences
- OF 19 – Évaluer des choses
- OF 20 – Évaluer des personnes
- OF 21 – (Se) renseigner sur l'application de normes et de règlements
- OF 22 – Préciser les modalités d'exécution (temps) d'un travail

ÉTAPE 3

- OF 23 – Préciser les conditions de réalisation d'un projet
- OF 24 – Situer des événements par rapport à d'autres
- OF 25 – Indiquer les étapes d'un processus
- OF 26 – Décrire des déplacements
- OF 27 – Décrire une tâche (opérations physiques)
- OF 28 – Préciser l'importance d'une directive
- OF 29 – Apprécier les capacités ou les compétences de quelqu'un
- OF 30 – Permettre ou interdire quelque chose
- OF 31 – Exprimer la volonté, le souhait
- OF 32 – Formuler des conditions
- OF 33 – Exprimer un choix

ÉTAPE 4

- OF 34 – Proposer des solutions à un problème
- OF 35 – Faire des prévisions
- OF 36 – Demander ou donner de l'information sur un projet

OF 37 – Décrire la démarche suivie dans la réalisation d'un projet
OF 38 – Exposer le pourquoi et les effets d'une action, d'un événement, d'une situation
OF 39 – Évaluer un changement proposé
OF 40 – Persuader quelqu'un de quelque chose

2. PFL2 – C

Composantes du programme

ÉTAPE 5

Session préparatoire 1

Session préparatoire 2

Module 1

Module 2

ÉTAPE 6

Module 3

Module 4

APPENDICE 5

RAPPORT D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT

L'offrant est avisé que le RT utilise le même outil sur une base périodique pour évaluer l'enseignement. Dans le cas d'une discordance entre les résultats du RT et du conseiller pédagogique, le RT, à sa discrétion, a le droit d'exiger une rencontre avec le conseiller pédagogique afin de clarifier ces différences. Le conseiller pédagogique devra suivre les instructions données par le RT lors de cette rencontre.

Date :

Évaluation faite par
Nom :

Titre :

Offrant :
Groupe N°

Ressource enseignante :
Étape du programme:

Modalité de formation (cocher la case appropriée) :

	Groupe	Individuel
Temps plein	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Temps partiel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Activité(s) observée(s) :

- ☐ PFL 2 – A et B OF : Activité : Capsule (spécifier) :
- ☐ PFL 2 – C Session préparatoire : ou Module : Activité :
- ☐ Autre (spécifier)

Premièrement, cocher les cases correspondant aux critères qui présentent des points à améliorer.

Indiquer ensuite la cote qui correspond à la performance de la ressource enseignante :

- 3 – répond à 80 % et plus des exigences
2* – répond de 60 % à 79 % des exigences
1** – répond à 59 % et moins des exigences

* Indiquer et commenter le ou les points à améliorer

** Indiquer les mesures à prendre par le conseiller pédagogique et la ressource enseignante pour répondre aux critères ci-après.

*** Si le critère ne s'applique pas aux activités observées, veuillez l'indiquer dans la section commentaire.

1. Les objectifs des activités à l'horaire sont présentés clairement.

La ressource enseignante :

a) établit les liens entre les activités et les objectifs de formation ☐

b) s'assure que les apprenants comprennent les objectifs de formation ☐

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

2. Les consignes sont claires.

La ressource enseignante :

a) explique les consignes et donne des exemples dans la langue seconde de l'apprenant ☐

b) vérifie et confirme la compréhension des apprenants ☐

c) apporte des précisions supplémentaires (au besoin) ☐

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

3. L'exploitation des activités est diversifiée et répond aux besoins des apprenants.

La ressource enseignante :

a) varie sa façon de présenter les activités en respectant l'objectif de formation ☐

b) fait le lien entre le vécu des apprenants et les objectifs des activités à l'horaire ☐

c) adapte les activités aux différents styles d'apprentissage des apprenants, à leurs besoins et à leurs intérêts ☐

d) donne des explications claires, précises et variées ☐

e) a recours à l'écrit de façon dosée en fonction de l'objectif de l'activité ☐

f) adapte aux besoins des apprenants le temps alloué aux activités ☐

g) utilise des documents authentiques ☐

h) exploite les activités de sorte à maximiser le temps de parole des apprenants ☐

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

4. La correction est bien dosée et respecte les principes andragogiques du traitement de l'erreur.

La ressource enseignante :

a) varie la correction en fonction de l'objectif de l'activité en lien avec la capsule à l'étude <input type="checkbox"/>
b) dose la correction en fonction des besoins de l'apprenant et de l'objectif de formation à l'étude <input type="checkbox"/>
c) limite ses interventions lors des activités de communication et corrige les erreurs qui nuisent à la clarté du message <input type="checkbox"/>
d) a recours à l'écrit lorsque le besoin s'en fait sentir <input type="checkbox"/>
e) fait un retour sur les difficultés rencontrées pendant l'activité avant de passer à l'activité suivante <input type="checkbox"/>
f) fait du renforcement positif <input type="checkbox"/>

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

5. La ressource enseignante encourage la participation des apprenants dans la classe.

La ressource enseignante :

a) sollicite la participation de tous les apprenants <input type="checkbox"/>
b) encourage les interactions spontanées et fait des liens avec les points à l'étude <input type="checkbox"/>
c) encourage les apprenants à utiliser la langue seconde en classe <input type="checkbox"/>
d) répartit le temps de parole de façon équitable entre les apprenants <input type="checkbox"/>
e) laisse la place aux apprenants pour s'exprimer le plus souvent possible <input type="checkbox"/>
f) responsabilise les apprenants face à leur apprentissage en leur déléguant certaines tâches d'animation <input type="checkbox"/>

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

6.1. Dans le PFL 2 – A et B, la ressource enseignante tient compte de la nature des capsules à l'étude (exploration, fonctions, etc.)

a) La durée de la capsule à l'étude correspond à celle prévue au programme <input type="checkbox"/>
b) La ressource enseignante respecte l'approche recommandée pour la capsule à l'étude <input type="checkbox"/>

c) La ressource enseignante présente la capsule au moment indiqué au programme <input type="checkbox"/>
d) Les activités retenues correspondent aux besoins des apprenants <input type="checkbox"/>
e) La ressource enseignante utilise judicieusement les outils d'apprentissage en ligne. <input type="checkbox"/>
f) L'objectif de l'activité est atteint. <input type="checkbox"/>

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

6.2. Dans le PFL 2 – C, la ressource enseignante tient compte de la nature des activités prévues au programme.

La ressource enseignante :

a) présente le déroulement des activités prévues en respectant les pratiques pédagogiques recommandées au programme <input type="checkbox"/>
b) explique clairement les consignes pour les activités à réaliser et confirme la compréhension de celles-ci par les apprenants <input type="checkbox"/>
c) donne une rétroaction ciblée aux apprenants <input type="checkbox"/>
d) utilise judicieusement les outils d'apprentissage en ligne <input type="checkbox"/>
e) s'assure que les apprenants participent aux discussions et réemploient les éléments vus <input type="checkbox"/>

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

7. La ressource enseignante crée une dynamique propice à l'apprentissage dans le groupe.

La ressource enseignante

a) démontre une attitude positive envers le programme enseigné <input type="checkbox"/>
b) stimule l'intérêt des apprenants dans sa manière d'aborder les activités <input type="checkbox"/>
c) choisit des activités pertinentes et variées <input type="checkbox"/>
d) tient compte des situations qui se présentent dans la classe (fatigue, demandes imprévues, commentaires) et ajuste en conséquence les activités planifiées <input type="checkbox"/>
e) permet aux apprenants d'expérimenter et de développer leurs propres stratégies <input type="checkbox"/>
f) a recours à la première langue officielle des apprenants au besoin <input type="checkbox"/>

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

8. Observations et commentaires sur le groupe

Les apprenants :

a) progressent et se situent sensiblement au même niveau <input type="checkbox"/>
b) prennent la parole spontanément <input type="checkbox"/>
c) posent des questions <input type="checkbox"/>
d) participent activement <input type="checkbox"/>
e) utilisent leur langue seconde dans la classe <input type="checkbox"/>
f) contribuent à créer une ambiance propice à l'apprentissage <input type="checkbox"/>

Commentaires de l'évaluateur :

APPENDICE 6

CONTENU MINIMAL DES SESSIONS DE FORMATION MAISON

(article 7.1, section II)

Contenu minimal que le conseiller pédagogique devrait transmettre aux ressources enseignantes pour qu'elles puissent enseigner les programmes de l'École.

Le conseiller pédagogique doit s'assurer que la ressource enseignante soit en mesure d'utiliser ou de produire les éléments suivants :

1. Composantes du PFL2 – A et B, du PFL2 – C ou du CEWP ou programme équivalent : matériel de salle de classe et d'auto-apprentissage
2. Encadrement des apprenants et techniques d'enseignement : approche communicative et principes andragogiques
3. Exploitation des activités en salle de classe : capjectifs, adaptation aux besoins des apprenants
4. Planification hebdomadaire
5. Plan de travail personnalisé
6. Rôles et responsabilités : apprenant, ressource enseignante, conseiller pédagogique.
7. Rapports d'absence, de progrès / de fin de session / de recommandation.

APPENDICE 7

RAPPORT DE FIN DE SESSION

Nom de l'apprenant / Learner's Name :

École / School :

Ministère / Department

Groupe / Group

Niveau / Level

- ☐ débutant / beginner
☐ intermédiaire / intermediate
☐ avancé / advanced

Ressource enseignante / Teacher

Conseiller pédagogique / Pedagogical Adviser

Évaluation globale / Global Assessment :

Commentaires / Comments :

Date :

Annexe « A2 »

ÉNONCÉ DES TRAVAUX (EDT)

* Veuillez noter que tous les champs de travail décrits dans l'énoncé des travaux ne s'appliquent pas automatiquement à chacune des zones géographiques précisées à l'article 10.0 de la présente annexe.

TABLE DES MATIÈRES

SECTION I – BESOINS

Préambule

- 1.0 Contexte
- 2.0 Formation
- 3.0 Type d'apprenant
- 4.0 Langue de communication avec les apprenants
- 5.0 Programmes de formation de l'École
- 6.0 Normes de qualification relatives aux langues officielles
- 7.0 Activités de mise en cours
- 8.0 Calendrier des tests ELS (évaluation de la langue seconde)
- 9.0 Lieu de prestation de la formation des apprenants

SECTION II – CHAMPS DE TRAVAIL

Section II – 1 FORMATION INDIVIDUELLE À TEMPS PLEIN

Champ de travail 7A: Formation individuelle à temps plein en français chez l'offrant

Champ de travail 7B: Formation individuelle à temps plein en français en institution fédérale

Section II – 2 FORMATION INDIVIDUELLE À TEMPS PARTIEL

Champ de travail 9A : Formation individuelle à temps partiel en français chez l'offrant

Champ de travail 9B : Formation individuelle à temps partiel en français en institution fédérale

Pour chacun des champs de travail de la section II – 1 et 2 ci-dessus les articles suivants s'appliquent :

- 1.0 Type de formation offerte
- 2.0 Jours de prestation de la formation
- 3.0 Programmes de formation de l'École
- 4.0 Tests d'évaluation de la langue seconde
- 5.0 Matériel didactique
- 6.0 Installations de l'offrant
- 7.0 Services de ressources spécifiques
- 8.0 Assurance de la qualité et mesures de rendement spécifiques
- 9.0 Exigences relatives aux études et à l'expérience – Ressources
- 10.0 Livrables

SECTION III – LIVRABLES (TABLEAU)

APPENDICES

Appendice 1. Normes de qualification relatives aux langues officielles

Appendice 2. Abréviations et acronymes

Appendice 3. Glossaire

Solicitation No. - N° de l'invitation
EZ156-190001/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur
van 524
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

Appendice 4. Objectifs des programmes de formation de l'École
Appendice 5. Rapport d'évaluation de l'enseignement
Appendice 6. Contenu minimal de la formation maison
Appendice 7. Rapport de progrès

Préambule

Afin que les offrants aient une compréhension des travaux à être réalisés, il est important qu'ils prennent connaissance des appendices qui se trouvent à la fin de cette annexe soit :

- Appendice 1. Normes de qualification relatives aux langues officielles**
- Appendice 2. Abréviations et acronymes**
- Appendice 3. Glossaire**
- Appendice 4. Objectifs des programmes de formation de l'École**
- Appendice 5. Rapport d'évaluation de l'enseignement**
- Appendice 6. Contenu minimal de la formation maison**
- Appendice 7. Rapport de progrès**

Tout au long de l'énoncé des travaux, nous ferons référence à la terminologie qui se trouve dans ces appendices et/ou dans les parties A et B de l'offre à commandes.

ANNEXE A2 – SECTION I – BESOINS

1.0 Contexte Cette section s'applique à tous les champs de travail.

La formation en langue seconde des langues officielles du Canada est offerte aux fonctionnaires fédéraux conformément aux dispositions de la *Loi sur les langues officielles*.

2.0 Formation

Le but de cet énoncé de travail est de définir les services de formation en langue seconde pour le français et l'anglais requis selon les programmes de formation de l'École. L'offrant offrira la formation individuelle à temps plein ou à temps partiel * aux fonctionnaires fédéraux (apprenants) désignés par l'utilisateur désigné (UD), dans la région du Pacifique, aux niveaux A, B et C des normes de qualification relatives aux langues officielles décrites dans l'appendice 1, à la demande des institutions fédérales, tel qu'indiqué dans la commande subséquente.

* Voir la section II appropriée pour une définition complète pour chacun des formats et des modalités de formation.

2.1 Format de la formation

FORMATION INDIVIDUELLE À TEMPS PLEIN

Champ de travail 7A: Formation individuelle à temps plein en français chez l'offrant

Champ de travail 7B: Formation individuelle à temps plein en français en institution fédérale

FORMATION INDIVIDUELLE À TEMPS PARTIEL

Champ de travail 9A : Formation individuelle à temps partiel en français chez l'offrant

Champ de travail 9B : Formation individuelle à temps partiel en français en institution fédérale

2.2 Modalité de livraison

L'offrant fournira de l'enseignement en salle de classe pour les champs de travail identifiés à la section II. L'offrant peut assurer cet enseignement en utilisant les programmes de formation de l'École. De plus, l'offrant sera dans l'obligation de fournir les livrables spécifiés dans l'Annexe A2, section II et section III.

L'offrant doit aussi s'assurer que les besoins de cet énoncé de travail ne sont pas modifiés suite à une demande des apprenants, comme par exemple pour la formation à temps plein, de recevoir de la formation à l'extérieur des jours ouvrables figurant à la section II de ce document.

L'offrant peut utiliser les programmes de l'École (PFL2), version enseignant, qui sont disponibles au lien suivant :

<http://www.publications.gc.ca/site/fr/parcourir/cataloguesSpecialises.html>

3.0 Type d'apprenant

Les apprenants recevant les services d'apprentissage ont comme objectif :

- d'acquérir les compétences pour satisfaire aux exigences linguistiques de leur poste;
- de développer leurs compétences dans la langue seconde;
- de maintenir leurs compétences dans la langue seconde.

4.0 Langue de communication avec les apprenants

La session d'accueil à la formation, durant laquelle les instructions sont données aux apprenants, se déroulera dans la langue première (anglais) des apprenants présents.

Pour les questions associées à la facilitation de la communication et à la compréhension de la capacité d'apprentissage de l'apprenant, l'offrant communiquera avec les apprenants dans la langue officielle (anglais ou français) de leur choix.

5.0 Programmes de formation de l'École

Chaque programme de formation de l'École figurant dans chacun des champs de travail ci-dessus contient des objectifs spécifiques et/ou des modules. Une liste descriptive de ces objectifs est présentée à l'appendice 4 de la présente annexe.

6.0 Normes de qualification relatives aux langues officielles (LO)

Une fois la formation complétée, l'apprenant qui doit satisfaire aux exigences linguistiques d'un poste devra démontrer, par l'entremise du test d'évaluation en langue seconde de la Commission de la fonction publique du Canada (CFP), qu'il maîtrise la langue au niveau visé (A, B ou C) pour les compétences linguistiques suivantes : compréhension de l'écrit, expression écrite et compétence orale. Ces tests sont administrés par la CFC ou par l'institution fédérale qui a obtenu une délégation d'autorité de la CFC pour administrer ces tests.

Aux fins de ce document, les «normes de qualification» sont synonymes des «niveaux de maîtrise» ou «normes de maîtrise» figurant à l'appendice 1 de la présente annexe. Elles se trouvent également dans le site web suivant : <http://www.tbs-sct.gc.ca/gui/squn03-fra.asp>

7.0 Activités de mise en cours

L'UD doit consulter le site web de TPSGC intitulé « Services de formation des langues officielles du Canada » à l'adresse <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/sflo-olts/index-fra.html> pour connaître le(s) offrant(s) retenu(s) pour chaque zone géographique.

8.0 Calendrier des tests ELS

Pour les apprenants qui doivent subir les tests ELS, l'UD fera les arrangements nécessaires auprès de la CFP ou de ses représentants et communiquera la date des tests à l'apprenant et à l'offrant.

9.0 Lieu de prestations de la formation des apprenants

La formation sera offerte dans les installations de l'offrant, avec ou sans mesures d'adaptation, ou dans les locaux de l'institution fédérale. Les installations doivent répondre aux exigences établies dans l'énoncé de travail. L'offrant est responsable de fournir tous les outils nécessaires à la livraison des programmes de formation tels que décrits à l'Annexe A1 – Énoncé des travaux, section II, article 6. Pour la formation dans les installations de l'offrant, ces installations doivent être situées :

Formation linguistique	
Lieux où seront offerts les services	
Région	Zones géographiques
Pacifique	district régional du Grand Vancouver

	district régional de la vallée du Fraser
	Victoria sur l'île de Vancouver
	Nanaimo sur l'île de Vancouver

* Pour les besoins de cette offre à commandes, les mesures d'adaptation applicables sont celles qui permettent aux personnes à mobilité réduite l'accès aux lieux où se déroulera la formation, à la pièce, aux installations sanitaires ainsi qu'aux autres endroits mis à la disposition de tous les apprenants. L'offrant qui s'identifie sous cette rubrique doit accepter toute commande subséquente nécessitant des mesures d'adaptation.

Outre ces mesures, l'offrant de sera pas appelé à fournir des services auxiliaires ou de la technologie d'adaptation. Pareils besoins seront du ressort de l'institution fédérale à laquelle l'apprenant appartient.

ANNEXE A2 – SECTION II – CHAMPS DE TRAVAIL

Pour chacun des champs de travail de la section II qui suit les articles suivants s'appliquent :

- 1.0 Type de formation offerte
- 2.0 Jours de prestation de la formation
- 3.0 Programmes de formation de l'École
- 4.0 Tests d'évaluation de la langue seconde
- 5.0 Matériel didactique
- 6.0 Installations
- 7.0 Services de ressources spécifiques
- 8.0 Assurance de la qualité et mesures de rendement spécifiques
- 9.0 Exigences relatives aux études et à l'expérience – Ressources
- 10.0 Livrables

Section II – 1 FORMATION INDIVIDUELLE À TEMPS PLEIN

Champ de travail 7A: Formation individuelle à temps plein en français chez l'offrant

Champ de travail 7B: Formation individuelle à temps plein en français en institution fédérale

Section II – 2 FORMATION INDIVIDUELLE À TEMPS PARTIEL

Champ de travail 9A : Formation individuelle à temps partiel en français chez l'offrant

Champ de travail 9B : Formation individuelle à temps partiel en français en institution fédérale

ANNEXE A2 – SECTION II - 1

FORMATION INDIVIDUELLE À TEMPS PLEIN

Champ de travail 7A: Formation individuelle à temps plein en français chez l'offrant

Champ de travail 7B : Formation individuelle à temps plein en français en institution fédérale

Si l'offre de l'offrant fournit les services de formation en institution fédérale, tout ce qui touche les exigences reliées aux installations de l'offrant ne s'applique pas et vice-versa. Il en est de même pour les installations de l'offrant avec mesures d'adaptation, c'est-à-dire, si l'offre de l'offrant fournit les services de formation dans ses installations et que celles-ci offrent des mesures d'adaptation tel que défini à l'article 10.0 de la section 1, tout ce qui touche les mesures d'adaptation chez l'offrant s'applique à l'offrant.

1.0 Type de formation offerte

Aux fins de cette offre à commandes, la formation individuelle à temps plein est définie sur une base allant de quinze (15) à trente-cinq (35) heures par semaine, entre 7h30 et 17h00, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés* au gouvernement fédéral.

* Voir le glossaire à l'appendice 3.

Un plan d'apprentissage linguistique est requis (voir détails dans la section I).

2.0 Jours de prestation de la formation

L'offrant sera prêt à offrir les services de formation jusqu'à 240 jours par année.

L'offrant offrira un maximum de sept (7) heures de services de formation par jour aux apprenants pour un total de quinze (15) à trente-cinq (35) heures par semaine, du lundi au vendredi, à l'exception des jours fériés au gouvernement fédéral. Le nombre d'heures par jour et par semaine, ainsi que les heures de début et de fin de cours s'il y a moins de sept (7) heures de formation par jour, seront indiqués dans la commande subséquente.

Pour une journée de formation de sept (7) heures, l'offrant accordera aux apprenants une pause de 15 minutes le matin et une pause de 15 minutes en après-midi. Les apprenants disposeront aussi d'une (1) période de 60 minutes pour le dîner, en dehors de la période de formation de sept (7) heures.

Pour une journée de moins de 7 heures de formation, pour chaque tranche de 2 heures consécutives, l'offrant allouera une pause de 15 minutes. Après une seconde tranche de 2 heures consécutives, l'offrant allouera le temps repas aux apprenants, soit entre 30 minutes et une heure. Si la formation se poursuit au-delà de 4 heures, une pause additionnelle sera allouée après une troisième tranche de 2 heures.

Les heures de formation ne comprennent pas les pauses et le temps de repas.

Le conseiller pédagogique et les ressources enseignantes doivent être prêts à commencer la classe à l'heure de début du cours chaque jour.

La formation ne doit pas être offerte les jours fériés au gouvernement fédéral et lors du congé provincial dans la province où se donne la formation.

La formation pourrait ou non être offerte entre le 25 décembre et le 1er janvier, excluant les jours fériés. Un arrêt pédagogique pourrait être sujet à l'approbation du RT.

Les jours d'absence autorisés par le chargé de projet de l'UD seront acceptables et devront être indiqués dans la commande subséquente (CS). Ces jours d'absence peuvent varier d'une commande subséquente à une autre. La formation livrée doit correspondre à la période de la CS. Aucune formation supplémentaire ne pourra être livrée sans modification officielle de la CS. Exemple : les jours ou les heures de formation manqués pendant la période de la CS ne peuvent pas être livrés après la période de la CS.

3.0 Programmes de formation de l'École

La méthodologie de formation, les configurations des cours et le matériel correspondant conçus par l'École et précisés ci-après sont définis comme « programmes de formation », « programmes » ou « programmes de formation de l'École ».

L'offrant peut utiliser un des programmes de formation de l'École indiqués ci-dessous ou programme équivalent. Les programmes de l'École sont fondés sur l'approche communicative et les principes andragogiques. L'offrant peut également utiliser des activités supplémentaires pour compléter et enrichir celles de l'École et répondre aux besoins des apprenants.

L'offrant doit utiliser les pratiques d'enseignement suivantes :

Approche communicative

- encourager les apprenants à communiquer dans la langue enseignée
- maximiser le temps de parole des apprenants
- faire pratiquer la matière enseignée dans des situations de communication significatives pour les apprenants
- choisir des activités variées et significatives pour les apprenants;
- utiliser des documents authentiques
- doser la correction des erreurs en fonction de l'objectif de l'activité et des besoins des apprenants

Principes andragogiques

- fournir un plan pour les activités de groupe et l'auto-apprentissage
- pour chaque activité, présenter les consignes et le déroulement en précisant :
 - ce que les apprenants doivent faire
 - la durée de l'activité
 - le résultat qui doit être obtenu
 - le matériel et les outils à utiliser
- pour chaque activité, présenter l'objectif en précisant :
 - le savoir ou le savoir-faire que l'activité vise à développer
 - le lien entre l'objectif de l'activité et l'objectif de formation
- fournir aux apprenants sur une base régulière une rétroaction sur leurs forces et les points à travailler en lien avec les objectifs visés
- exploiter les activités en tenant compte des besoins, des intérêts et du vécu des apprenants, de même que des différents styles d'apprentissage

Voici les programmes de formation de l'École :

- pour le français : Programme de français langue seconde, niveaux A, B (PFL2 – A et B) et Programme de français langue seconde – niveau C (PFL2 – C).

3.1 Programmes PFL2

Les programmes pour la formation linguistique en français sont le PFL2 – A et B et le PFL2 – C de l'École. Ces programmes couvrent les niveaux de maîtrise A, B et C et permettent aux apprenants d'acquérir les compétences nécessaires pour interagir en français en milieu de travail et dans les situations de la vie quotidienne.

Le PFL2 A et B vise l'atteinte ou le maintien du niveau B et consiste en quarante (40) objectifs de formation.

Le PFL2 C vise l'atteinte ou le maintien du niveau C et consiste en deux (2) sessions préparatoires et en quatre (4) modules.

Les programmes comprennent du matériel d'auto-apprentissage visant à développer la compréhension auditive, la compréhension de l'écrit, l'expression écrite et la compétence orale. Ce matériel est au lien suivant :

<http://www.publications.gc.ca/site/fra/parcourir/cataloguesSpecialises.html>

Les apprenants peuvent utiliser le matériel d'auto-apprentissage à leur guise à l'extérieur des heures de formation.

3.2 Durée estimée de la formation

Pour un apprenant commençant à l'objectif de formation 1, la durée de la formation pourrait atteindre jusqu'à 1 605 heures pour le niveau B et jusqu'à 2 170 heures pour le niveau C. Ces heures ne comprennent pas les pauses et le dîner.

La durée recommandée de la formation et les besoins de révision de l'apprenant, le cas échéant, seront indiqués dans le plan d'apprentissage linguistique de l'apprenant.

4.0 Tests d'évaluation de la langue seconde (ELS)

Si un test ELS est requis pour l'apprenant, l'UD est responsable de prévoir la date et de faire les arrangements nécessaires pour que cet apprenant subisse les tests d'évaluation de la langue seconde (ELS).

Dans le cas du test de compétence orale (TCO), cette date sera à la fin de l'étape 4 pour les apprenants qui visent le niveau B et à la fin de l'étape 6 pour les apprenants qui visent le niveau C ou au moment choisi par l'UD. Dans le cas des tests de compréhension de l'écrit et d'expression écrite (CE et EE), cette date sera au début de l'étape 4 pour les apprenants qui suivent le programme du niveau B et à la fin des sessions préparatoires pour les apprenants qui suivent le programme de niveau C ou au moment choisi par l'UD.

Ces tests sont administrés par la Commission de la fonction publique du Canada ou par les institutions qui ont reçu une délégation d'autorité de la Commission pour l'administration des tests. Une fois la date arrêtée, l'UD doit en informer l'offrant et l'apprenant.

5.0 Matériel didactique

L'offrant est responsable de l'acquisition de tout le matériel en format papier et/ou électronique qu'il juge nécessaire.

Advenant que l'offrant choisisse de fournir aux apprenants le matériel des programmes de formation en format papier, l'offrant doit leur fournir des photocopies des activités exploitées en salle de classe. Le matériel distribué aux apprenants sera leur propriété.

Advenant que l'offrant choisisse de fournir le matériel des programmes de formation en version électronique, il doit, pour ce faire, munir chaque salle de classe d'au moins un ordinateur avec un projecteur ou un téléviseur à écran plat lié à l'ordinateur avec un accès à internet.

6.0 Installations

6.1 Installations en institution fédérale

La responsabilité de fournir les locaux appropriés pour de la formation, similaires aux caractéristiques mentionnées à l'article suivant (6.2) incombe aux institutions fédérales.

6.2 Installations de l'offrant

Pour chaque formation individuelle, l'offrant dispensera la formation dans des installations conformément aux exigences du présent point. Si l'offrant est tenu de changer d'installations ou de salles de classe, il doit aviser immédiatement le responsable de l'offre à commandes et le RT et les nouvelles installations et salles de classe doivent répondre aux exigences des sous-articles de l'article 6.2 de la présente section et être munies du même équipement informatique.

L'offrant doit s'assurer que les installations sont conformes aux lois, politiques et normes pertinentes tant municipales que provinciales et fédérales. Il est entendu et convenu par l'offrant que le RT et/ou le responsable de l'offre à commandes peuvent visiter les installations de l'offrant en tout temps et ce, sans préavis.

L'offrant répondra à toutes les plaintes concernant les installations, soumises par écrit par le responsable de l'offre à commande. Cette réponse de l'offrant sera donnée au requérant au plus tard quarante-huit (48) heures après la réception de l'avis de la plainte.

Les installations de l'offrant seront situées, de préférence, à proximité d'un arrêt des transports en commun.

Les installations de l'offrant auront, de préférence, un stationnement gratuit pour les apprenants.

6.2.1 Salles de classe

Pour chaque formation individuelle, l'offrant fournira une salle de classe raisonnablement insonorisée d'un minimum de 70 pieds carrés munie de tout l'ameublement et le matériel nécessaire pour la formation linguistique, à savoir : tableau mural, tables, chaises, éclairage, chauffage et espace pour garder avec soi cartables et manteaux. Les salles de classe seront des salles fermées distinctes. Les salles de classe auront de préférence des fenêtres donnant accès direct à la lumière du jour. L'offrant qui s'est identifié comme pouvant offrir une ou des installations avec mesures d'adaptation doit fournir des salles de classe correspondant aux mesures d'adaptation requises pour un apprenant, tel qu'indiqué dans la commande subséquente. Les salles de classe de l'offrant devront être prêtes au moins cinq (5) jours ouvrables avant le début de la formation lorsque lesdites salles sont utilisées pour une première fois dans le cadre de cette OC.

L'offrant peut consulter le RT pour toute question relative au choix ou à l'aménagement des salles de classe de manière appropriée pour la formation linguistique.

6.2.1.1 Matériel informatique

Chaque classe doit avoir un ordinateur et l'équipement opérationnel satisfaisant aux exigences techniques minimales suivantes:

- Ordinateur PC compatible Pentium 2 GHz avec souris et clavier
- Windows 2000, XP ou Vista
- 500 Mo de RAM pour 2000 et XP, 2 Go de RAM pour Vista
- 60 Go de disque dur
- Carte vidéo avec résolution minimale de 800 X 600
- Carte sonore 16-bit avec haut-parleurs
- Quick Time Player®
- Flash Player®
- Java
- Lecteur DVD
- Accès à Internet, Internet Explorer 6.x ou plus récent ou Firefox 3.x ou plus récent
- Un écran/moniteur de 19 pouces minimum
- Imprimante, encre et papier (toutefois, il est acceptable que l'offrant ait une seule imprimante avec suffisamment d'encre et de papier pour servir plusieurs salles de classe, l'imprimante pouvant être située à l'extérieur des salles de classe)

De plus, l'offrant pourra mettre à la disposition des apprenants un accès internet sans fil, permettant aux apprenants d'utiliser leurs appareils portables pour accéder aux programmes de formation de l'École.

6.2.2 Photocopieur

Un photocopieur, à impression noir et blanc, doit être mis à la disposition des apprenants, sans frais additionnels pour le Canada.

L'impression de photocopies exclut le matériel que l'offrant doit mettre à la disposition de l'apprenant comme faisant partie du programme de formation. Ces coûts devront être clairement mentionnés au début de la formation.

6.2.3 Impressions de documents faites par les apprenants

À leur discrétion, les apprenants pourront imprimer de l'information en noir et blanc à partir des ordinateurs qui se trouvent dans les installations de l'offrant.

L'impression ci-dessus exclut le matériel que l'offrant doit mettre à la disposition de l'apprenant comme faisant partie du programme de formation.

L'offrant peut, en avisant clairement les apprenants avant l'utilisation, limiter la quantité de photocopies et d'impressions de documents à un maximum de 50 pages photocopiées et/ou imprimées par apprenant par mois. L'excédant pourra être facturé aux apprenants qui utilisent ces services à des coûts établis par l'offrant. Ces coûts devront être clairement mentionnés au début de la formation.

6.2.4 Exigences écologiques

Afin de soutenir les efforts en matière d'achat écologique, l'offrant doit s'assurer que :

- toutes les imprimantes et tous les photocopieurs utilisés aux fins de la présente offre à commandes sont programmés par défaut à l'impression recto-verso et en noir et blanc et,

de préférence, satisfont aux normes ENERGY STAR en matière de haut rendement énergétique ou à leurs équivalents

- le papier utilisé contient au moins 30 % de matière recyclée et/ou doit être certifié comme provenant d'une forêt gérée de manière viable
- l'encre des imprimantes, télécopieurs et des photocopieurs provient de cartouches recyclées ou est de nature organique. Il est fortement recommandé que les cartouches d'encre utilisées puissent être retournées au fabricant pour réutilisation ou recyclage.
- des bacs à recyclage pour le papier, les journaux et les contenants de plastique et d'aluminium seront mis à la disposition des apprenants et devront être vidés régulièrement, là où le service est disponible, en conformité avec les programmes de recyclage locaux.

De plus, il est souhaitable que les produits nettoyants utilisés pour ces équipements ne soient pas nocifs à l'environnement ou soient biodégradables.

Le gouvernement fédéral se réserve le droit d'effectuer des vérifications en visitant au besoin les locaux des fournisseurs afin d'assurer que les efforts en matière écologique sont maintenus.

6.2.5 Espace destiné aux repas

De préférence, l'offrant offrira aux apprenants un accès à un endroit destiné aux repas, meublé et équipé en conséquence, à l'extérieur des salles de classe.

7.0 Services de ressources spécifiques

7.1 Conseillers pédagogiques

L'offrant affectera des conseillers pédagogiques principaux dédiés. Par « dédiés » on entend l'affectation des ressources d'après les coefficients indiqués ci-dessous.

L'offrant affectera un (1) conseiller pédagogique principal au minimum pour chaque trente (30) individus à temps plein. Sur l'approbation du RT, un enseignant peut faire un pourcentage de son travail comme conseiller pour les cours autres que les siens. Si l'offrant s'est vu attribuer plus d'une offre à commandes pour plusieurs champs de travail, il peut affecter un conseiller pédagogique principal pour plus d'un champ de travail en respectant les ratios suivants.

$$\begin{aligned} &\text{Nombre d'individus à temps plein} \div 30 \\ &+ \text{nombre de groupes à temps partiel} \div 50 \\ &+ \text{nombre d'individus à temps partiel} \div 100 \\ &= 1 \text{ pour la charge maximale d'un conseiller pédagogique} \end{aligned}$$

Par exemple, si l'offrant forme 45 apprenants à temps plein, il doit affecter un conseiller pédagogique principal pour les 30 premiers apprenants et un deuxième conseiller pédagogique principal pour les 15 apprenants restants. Le deuxième conseiller pédagogique pourra de plus avoir la responsabilité d'un maximum de 25 groupes à temps partiel ou de 50 apprenants en formation individuelle à temps partiel.

L'offrant doit respecter les ratios de tous les champs de travail pour lesquels il s'est vu attribuer une offre à commandes, et à la suite de quoi des commandes ont été passées.

De plus, l'offrant affectera un (1) conseiller pédagogique substitut pour chaque trois (3) conseillers pédagogiques principaux. Un conseiller pédagogique principal ne peut pas être proposé comme substitut dans le même champ de travail ou dans un autre champ de travail et vice versa. Sous

l'approbation du RT, un enseignant peut faire un pourcentage de son travail comme conseiller substitut pour les cours autres que les siens.

7.1.1 Supervision du conseiller pédagogique

7.1.1.1 Rapport d'évaluation de l'enseignement (Appendice 5 – Annexe A2)

Le conseiller pédagogique rendra visite à l'apprenant en salle de classe pour s'assurer que les cours sont présentés conformément aux exigences du programme de formation et que les méthodes d'enseignement respectent les principes andragogiques. De plus, le conseiller pédagogique doit être disponible pour rencontrer l'apprenant à sa demande.

Le conseiller pédagogique devra planifier des sessions d'observation de l'enseignement en salle de classe. Sous l'approbation du RT des sessions d'observation virtuelles (à distance) pourraient être utilisées lorsque les cours ont lieu dans des régions éloignées du lieu de travail du conseiller pédagogique. Pour chaque visite ou observations à distance, le conseiller pédagogique consignera ses observations dans un rapport écrit et le soumettra au RT au plus tard trente (30) jours civils après le début de la session. Le RT pourrait exiger des visites ou des observations virtuelles en salle de classe sur demande s'il considère que les ressources enseignantes ou les apprenants ont un besoin particulier d'encadrement. Dans le cas de l'observation virtuelle de l'enseignement, le RT pourrait demander de l'information supplémentaire au besoin (par exemple, des photos des installations).

Les éléments suivants doivent être abordés dans chaque rapport mensuel:

- Utilisation efficace des programmes de formation
 - présentation claire des objectifs de formation
 - choix des activités répondant aux besoins de l'apprenant
- Explications claires et précises
- Corrections en lien avec les principes de l'éducation aux adultes
- Dynamique propice à l'apprentissage
 - participation de l'apprenant

Le RT pourra, à sa discrétion, vérifier le rapport et s'assurer que l'offrant a entrepris des mesures correctives appropriées.

Lorsque des lacunes au niveau pédagogique ont été soulevées ou observées, l'offrant doit assurer un suivi auprès de la ressource enseignante qui inclura une évaluation, en utilisant le gabarit de Rapport de l'évaluation de l'enseignement (appendice 5 de l'Annexe A2, Énoncé des travaux), suivie de :

- i. Rétroaction à la ressource enseignante suite à l'observation en salle de classe;
- ii. Mise en place d'un plan d'action pour améliorer l'enseignement dans tous les critères du Rapport où la cote obtenue est en bas de 3 et qui pourrait inclure, mais n'est pas limité à :
 - des séances de formation par le conseiller pédagogique
 - un jumelage avec une ressource enseignante d'expérience
 - du coaching.
- iii. Vérification de l'atteinte des objectifs identifiés dans le plan d'action.

7.1.1.2 Réponse du conseiller pédagogique pour une intervention auprès des apprenants ou suite à une plainte

Le conseiller pédagogique fera toute intervention auprès des apprenants suite à la demande d'un apprenant, du RT de l'UD et fournira au RT un rapport d'intervention le jour ouvrable suivant la demande.

Le conseiller pédagogique interviendra lorsque le comportement d'un apprenant (p. ex. absentéisme, retards, difficultés avec les autres apprenants ou ressources enseignantes) nuira au bon fonctionnement du groupe. Il s'assurera que les pratiques pédagogiques en salle de classe sont adaptées aux besoins des apprenants et que les recommandations pédagogiques de l'École sont suivies.

Suite à une plainte, le conseiller pédagogique fournira au RT de l'UD un rapport détaillé sur les pratiques d'enseignement et les interventions proposées. Ce rapport sera fourni au plus tard deux (2) jours ouvrables après que le conseiller pédagogique a pris conscience de la plainte, à moins d'avis contraire de la part du RT.

7.1.1.3 Planifications, plans de travail personnalisés et rapports

Le conseiller pédagogique s'assurera que les planifications hebdomadaires, les plans de travail personnalisés et les rapports préparés par les ressources enseignantes sont conformes aux exigences et répondent aux besoins des apprenants. En cas de lacunes ou d'erreurs dans ces documents, le conseiller pédagogique encadrera les ressources enseignantes afin de les aider à produire des planifications, plans et rapports adéquats. Le conseiller pédagogique doit remettre les planifications et les plans de travail individuels si la demande en est faite par le RT de l'UD. Tous ces documents devront être remis au plus tard deux (2) jours ouvrables suivant la demande.

7.1.1.4 Dossier de formation de l'apprenant

Le conseiller pédagogique tiendra un dossier de formation pour chaque apprenant. Ces dossiers seront gardés sous clef et acheminés au RT sur demande.

7.1.1.5 Session d'accueil pour les nouveaux apprenants

Le conseiller pédagogique préparera une session d'accueil aux apprenants au début de leur formation. Cette session comprendra au moins les éléments suivants : présentation du programme de formation, rôles et responsabilités de la ressource enseignante et du conseiller pédagogique. Cette session d'accueil pourra être livrée par le conseiller pédagogique ou par la ressource enseignante.

7.1.1.6 Remplacement d'un conseiller pédagogique

Dans le cas d'une nécessité de remplacer un conseiller pédagogique, l'offrant offrira un conseiller pédagogique remplaçant qui répondra aux exigences relatives aux études et à l'expérience du conseiller pédagogique tel que décrit à l'article 10.1.

7.2 Ressources enseignantes

L'offrant s'assurera que la ressource enseignante est prête à commencer les classes à chaque jour à l'heure de début des classes.

7.2.1 Remplacement d'une ressource enseignante

Dans le cas d'une absence soudaine d'une ressource enseignante, l'offrant doit s'assurer qu'elle soit remplacée séance tenante. Seules les ressources enseignantes ou le conseiller pédagogique satisfaisant déjà aux exigences relatives aux études et à l'expérience, détaillées dans l'article 9.2.1 de la présente section, peuvent être des ressources enseignantes remplaçantes.

La ressource enseignante exercera également les activités de surveillance du rendement de l'apprentissage des apprenants et rédigera des rapports de session, tel qu'indiqué à l'article 9.0 de la présente section.

L'offrant informera le RT de tout remplacement de ressource enseignante.

7.2.2 Temps de préparation

L'offrant s'assurera que les ressources enseignantes consacrent une (1) heure à la préparation de cours par tranche de six (6) heures d'enseignement, donc une (1) heure de préparation par journée de sept (7) heures de formation, dans les locaux de l'offrant. Pendant cette heure, l'apprenant fera des activités d'auto-apprentissage. Afin de permettre à l'apprenant de profiter pleinement de sa journée de formation, nous recommandons fortement que la préparation quotidienne de la ressource enseignante ait lieu entre 10 h et 15 h 30.

8.0 Assurance de la qualité et mesures du rendement spécifiques

Pour tous les rapports dont il est fait mention dans cette partie et dans la partie des livrables (article 10.0 de la présente section), des gabarits et des sessions de familiarisation seront offerts aux ressources enseignantes et aux conseillers pédagogiques de l'offrant.

8.1 Rapport d'absence

La ressource enseignante doit noter les heures d'absence des apprenants dans le rapport mensuel d'absence. Les absences partielles et les absences d'une journée complète doivent être reflétées. Le rapport mensuel d'absence doit être paraphé par l'apprenant à la fin de chaque semaine et soumis au chargé de projet de l'UD dans les cinq (5) jours ouvrables suivant la fin de chaque mois de formation.

De plus, l'offrant communiquera avec le chargé de projet de l'UD lorsqu'un apprenant a des absences, retards ou départs hâtifs à répétition, qui risquent de nuire à son apprentissage. L'offrant doit alors présenter un avis écrit au chargé de projet de l'UD au plus tard quarante-huit (48) heures ouvrables après qu'il aura constaté les absences, retards ou départs hâtifs.

8.2 Rapport de progrès mensuel de l'apprenant (Annexe A2 – appendice 7)

La ressource enseignante doit suivre le rendement de l'apprenant mensuellement.

Le conseiller pédagogique s'assurera que le rapport sur les progrès de l'apprenant dûment rempli et préparé par la ressource enseignante est transmis au RT de l'utilisateur désigné au plus tard cinq (5) jours ouvrables après la fin du mois évalué.

8.3 Rendement de l'apprentissage de l'apprenant

8.3.1 Vérification des acquis (VDA)

Les VDA pour les apprenants en formation linguistique de groupe seront menées par le conseiller pédagogique ou par une ressource enseignante à la fin des étapes 1, 2, 3 et 4 pour les niveaux A et B et, à la fin des sessions préparatoires et des modules 2 et 4 pour le niveau C.

Chaque VDA consiste en une entrevue ciblée pour vérifier l'atteinte des objectifs de formation. Le conseiller pédagogique doit remettre la grille de rétroaction, qui résume les principaux éléments à travailler, à l'apprenant et en garder une copie au dossier de l'apprenant pour consultation par le RT.

Le conseiller pédagogique de l'offrant fera parvenir au RT un compte-rendu suite à la VDA, faisant état de l'atteinte des objectifs de formation par l'apprenant, au plus tard deux (2) jours ouvrables après la VDA. Si les objectifs de l'étape ne sont pas pleinement atteints, le conseiller pédagogique fera également parvenir au RT un rapport indiquant les mesures qui seront prises pour aider l'apprenant à atteindre ces objectifs.

Les VDA doivent être utilisées par l'offrant seulement dans le cadre de cette offre à commandes et des contrats découlant de cette offre à commandes dont le responsable technique est l'École.

8.3.2 Test prédicteur, compréhension de l'écrit et expression écrite

Le test prédicteur sera administré par l'offrant au début de l'étape 3 du programme.

Ce test permet d'évaluer les chances de l'apprenant d'atteindre ses objectifs aux tests ELS de compréhension de l'écrit et d'expression écrite et à déterminer s'il a besoin d'aide particulière pour se préparer à ces tests.

Le conseiller pédagogique de l'offrant fera parvenir au RT les résultats du test prédicteur de l'apprenant au plus tard deux (2) jours ouvrables après l'administration du test.

8.4 Surveillance du rendement de l'apprentissage et vérification de la qualité de l'enseignement

8.4.1 Surveillance de l'enseignement en salle de classe

Le RT pourrait procéder, au hasard, à des observations en salle de classe afin de s'assurer que la formation respecte les exigences stipulées dans cette offre à commandes et les principes andragogiques. Si l'enseignement observé n'est pas conforme à ces exigences, un suivi doit être fait par l'offrant. Si l'enseignement n'est pas conforme aux directives lors d'une deuxième évaluation par le RT, la ressource enseignante ne pourra plus enseigner dans le cadre de cette offre à commandes. Advenant le cas où trois (3) ressources enseignantes ou plus soient retirées des programmes de l'École pour cette raison au cours d'une période de douze (12) mois, le RT, de concert avec le responsable de l'offre à commandes, pourra prendre des mesures correctives à l'encontre de l'offrant pouvant aller jusqu'à la mise de côté de l'OC pour une ou plusieurs sessions.

9.0 Exigences relatives aux études et à l'expérience – Ressources

Toutes les ressources proposées par l'offrant doivent maîtriser la langue enseignée et maîtriser suffisamment l'autre langue officielle pour expliquer les concepts de base liés à la langue enseignée. Le conseiller pédagogique doit être en mesure de faire la session d'accueil (article 7.1.1.5 de la présente

section) et de discuter avec les apprenants de questions liées à leur formation dans leur première langue officielle.

9.1 Conseillers pédagogiques

Pour toutes les modalités de formation, le responsable de l'offre à commandes est la seule autorité qui peut vérifier et accepter les qualifications d'un conseiller pédagogique.

Les ressources proposées pour remplacer le conseiller pédagogique (principal et substitut) doivent satisfaire aux exigences de qualification obligatoires figurant ci-après. Le RT se réserve le droit de mener une entrevue et de compléter toutes autres vérifications nécessaires afin d'évaluer les ressources proposées, sans coût additionnel pour le Canada. Aucune ressource proposée ne sera affectée par l'offrant pour exécuter le travail avant d'avoir reçu une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes.

9.1.1 Conseillers pédagogiques principaux et substituts – Compétences obligatoires

Tous les conseillers pédagogiques (principaux et substituts) doivent détenir, au minimum, un baccalauréat d'une université canadienne reconnue. Dans les cas où les études ont été réalisées dans un établissement à l'extérieur du Canada, seule une attestation d'équivalence octroyée par une institution accréditée pour la reconnaissance d'équivalences canadiennes des titres de compétence sera acceptée. Ces institutions incluent les organismes d'évaluation des compétences du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et le Service canadien d'évaluation de documents scolaires internationaux ainsi que certains autres services d'évaluation comparative des titres de compétence reconnus pour comparer les certificats et diplômes aux normes canadiennes identifiées sur le site web de Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux à l'adresse suivante :

https://www.cicic.ca/1375/obtenir_une_evaluation_des_diplomes_d_etudes_a_des_fins_generales.canada

et l'une ou l'autre des compétences suivantes :

- a. depuis janvier 2011, un minimum de 600 heures d'expérience dans la supervision d'au moins deux (2) ressources enseignantes en même temps ayant offert des cours à temps plein et/ou temps partiel de français langue seconde aux adultes, en enseignement individuel ou de groupe,
- b. depuis janvier 2011, en tant que ressource enseignante, un minimum de 1 800 heures d'expérience de la prestation de cours à temps plein et/ou temps partiel, en français langue seconde, à des adultes, en utilisant un ou plusieurs des programmes de formation suivants :
 - le PBFT
 - le PFL2 A et B ou le PFL2 C
 - un programme utilisé par une institution postsecondaire canadienne reconnue
 - ou tout autre programme d'enseignement aux adultes du français langue seconde.

Comme preuve de scolarité, l'offrant doit présenter un document original ou une copie certifiée conforme à l'original par l'offrant ou par un commissaire à l'assermentation confirmant le niveau d'éducation de chaque conseiller pédagogique. Si original, le document sera copié par le RT et remis à l'offrant après que le processus d'évaluation des offres sera terminé.

L'offrant doit fournir l'information suivante pour confirmer l'expérience du conseiller pédagogique: nom de l'organisation cliente, nom et numéro de téléphone d'une personne contact, nombre d'heures d'expérience comme conseiller pédagogique ou comme ressource enseignante et dates de début et de fin de cette expérience.

9.2 Ressources enseignantes

Le responsable de l'offre à commandes est la seule autorité qui peut vérifier et accepter les qualifications d'une ressource enseignante. Seules seront considérées comme acceptables les ressources enseignantes proposées qui remplissent les exigences de qualifications obligatoires ci-dessous.

9.2.1 Ressources enseignantes proposées pour la première fois et remplacements - Compétences obligatoires

Toutes les ressources enseignantes doivent détenir, au minimum, un baccalauréat d'une université canadienne reconnue. Dans le cas où les études ont été complétées dans un établissement à l'extérieur du Canada, seule une attestation d'équivalence octroyée par une institution accréditée pour la reconnaissance d'équivalences canadiennes des titres de compétence sera acceptée. Ces institutions incluent les organismes d'évaluation des compétences du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et le Service canadien d'évaluation de documents scolaires internationaux ainsi que certains autres services d'évaluation comparative des titres de compétence reconnus pour comparer les certificats et diplômes aux normes canadiennes identifiées sur le site web de Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux à l'adresse

https://www.cicic.ca/1375/obtenir_une_evaluation_des_diplomes_d_etudes_a_des_fins_generales.canada

Les ressources enseignantes qui répondent à l'exigence **9.2.1** appartiennent à l'une ou l'autre des catégories suivantes :

9.2.1.1. Ressources enseignantes

Une ressource enseignante doit avoir acquis, depuis janvier 2011, l'expérience dans l'enseignement du français langue seconde aux adultes, en individuel ou en groupe, pendant un minimum de 500 heures. De plus, ces heures de formation doivent avoir été livrées en utilisant l'un ou plusieurs des programmes suivants :

- le PBFT
- le PFL2 A et B ou le PFL2 C
- un programme utilisé par une institution postsecondaire canadienne reconnue
- ou tout autre programme d'enseignement aux adultes du français langue seconde.

9.2.1.2. Ressources enseignantes en développement

Une ressource enseignante qui ne possède pas l'expérience décrite dans **9.2.1.1** ou qui est en dernière année d'un baccalauréat d'une université canadienne reconnue, sera considérée comme une ressource enseignante en développement. Elle doit être jumelée à une ressource enseignante expérimentée jusqu'à ce que l'exigence **9.2.1.1** soit satisfaite et que les sessions de familiarisation soient complétées. Elle fera l'objet d'un suivi constant de sa progression par un conseiller pédagogique. Quand l'exigence **9.2.1.1** sera satisfaite, l'offrant informera le RT.

Toute ressource enseignante proposée pour cette OC doit être évaluée par le conseiller pédagogique de l'offrant le premier mois suivant son entrée en fonction et un rapport détaillé (Rapport d'évaluation de l'enseignement – Appendice 5) doit être présenté au RT pour étude et acceptation de la qualification de la ressource enseignante, le premier (1^{er}) jour ouvrable

suivant le mois évalué.

Sur demande du RT de l'UD, l'offrant doit présenter, comme preuve de scolarité, une copie du document confirmant le niveau d'éducation de la ressource enseignante. À tout moment, le responsable de l'offre à commande pourrait exiger un document original ou une copie certifiée conforme à l'original par un commissaire à l'assermentation.

De plus, l'offrant doit fournir une attestation confirmant l'expérience de chaque ressource enseignante titulaire. L'attestation doit contenir l'information suivante : nom de l'organisation cliente, nom et numéro de téléphone d'une personne contact, nombre d'heures d'expérience comme ressource enseignante et dates de début et de fin de cette expérience.

10.0 Livrables

Tous les livrables identifiés dans la section III doivent être préparés et soumis dans la langue enseignée ou dans l'autre langue officielle si l'UD en fait la demande, et transmis par courrier électronique, dans un format compatible avec MS Word, Excel ou Adobe Acrobat Reader, au RT de l'UD spécifié dans la commande subséquente tel que déterminé dans la présente section. La section III comprend un tableau résumant tous les livrables détaillés dans la section II.

ANNEXE A2 – SECTION II – 2

FORMATION INDIVIDUELLE À TEMPS PARTIEL

Champ de travail 9A : Formation individuelle à temps partiel en français chez l'offrant

Champ de travail 9B : Formation individuelle à temps partiel en français en institution fédérale

Si l'offre de l'offrant fournit les services de formation en institution fédérale, tout ce qui touche les exigences reliées aux installations de l'offrant ne s'applique pas et vice-versa. Il en est de même pour les installations de l'offrant avec mesures d'adaptation, c'est-à-dire, si l'offre de l'offrant fournit les services de formation dans ses installations et que celles-ci offrent des mesures d'adaptation tel que défini à l'article 10.0 de la section 1, tout ce qui touche les mesures d'adaptation chez l'offrant s'applique à l'offrant.

1.0 Type de formation offerte

La formation individuelle à temps partiel sera dispensée sur une base de moins de quinze (15) heures par semaine, entre 7h30 et 17h00, du lundi au vendredi à l'exception des jours fériés* au gouvernement fédéral.

* Voir le glossaire à l'appendice 3.

2.0 Jours de prestation de la formation

L'offrant sera prêt à offrir les services de formation jusqu'à 240 jours par année.

L'offrant offrira un maximum de sept (7) heures de services de formation par jour aux apprenants, sans toutefois atteindre 15 heures par semaine. Le nombre d'heures par jour et par semaine, les heures de début et de fin de cours seront indiqués dans la commande subséquente.

Pour chaque tranche de deux (2) heures consécutives, l'offrant allouera une pause de 15 minutes. Après une seconde tranche de deux (2) heures consécutives, l'offrant allouera le temps repas aux apprenants, soit entre 30 minutes et une heure. Si la formation se poursuit au-delà de 4 heures et immédiatement après la pause repas, une pause additionnelle sera allouée après une troisième tranche de 2 heures. Les heures de formation ne comprennent pas les pauses et le temps repas.

Le conseiller pédagogique et les ressources enseignantes doivent être prêts à commencer la classe à l'heure de début du cours chaque jour de formation.

La formation ne doit pas être offerte les jours fériés au gouvernement fédéral et lors du congé provincial dans la province où se donne la formation.

La formation pourrait ou non être offerte entre le 25 décembre et le 1er janvier, excluant les jours fériés. Un arrêt pédagogique pourrait être sujet à l'approbation du RT.

Les jours d'absence autorisés par le chargé de projet de l'UD seront acceptables et devront être indiqués dans la commande subséquente (CS). Ces jours d'absence peuvent varier d'une commande subséquente à une autre. La formation livrée doit correspondre à la période de la CS. Aucune formation supplémentaire ne pourra être livrée sans modification officielle de la CS. Exemple : les jours ou les heures de formation manqués pendant la période de la CS ne peuvent pas être livrés après la période de la CS, à moins que ces jours ou heures ne soient ajoutés dans un amendement officiel de la CS.

3.0 Programmes de formation de l'École

La méthodologie de formation, les configurations des cours et le matériel correspondant conçus par l'École et précisés ci-après sont définis comme « programmes de formation », « programmes » ou « programmes de formation de l'École ».

L'offrant peut utiliser un des programmes de formation de l'École indiqués ci-dessous ou programme équivalent. Les programmes de l'École sont fondés sur l'approche communicative et les principes andragogiques. L'offrant peut également utiliser des activités supplémentaires pour compléter et enrichir celles de l'École et répondre aux besoins des apprenants.

L'offrant doit utiliser les pratiques d'enseignement suivantes :

Approche communicative

- encourager les apprenants à communiquer dans la langue enseignée;
- maximiser le temps de parole des apprenants;
- faire pratiquer la matière enseignée dans des situations de communication significatives pour les apprenants;
- choisir des activités variées et significatives pour les apprenants;
- utiliser des documents authentiques;
- doser la correction des erreurs en fonction de l'objectif de l'activité et des besoins des apprenants.

Principes andragogiques

- fournir un plan pour les activités de groupe et l'auto-apprentissage;
- pour chaque activité, présenter les consignes et le déroulement en précisant :
 - ce que les apprenants doivent faire;
 - la durée de l'activité;
 - le résultat qui doit être obtenu;
 - le matériel et les outils à utiliser;
- pour chaque activité, présenter l'objectif en précisant :
 - le savoir ou le savoir-faire que l'activité vise à développer;
 - le lien entre l'objectif de l'activité et l'objectif de formation;
- fournir aux apprenants sur une base régulière une rétroaction sur leurs forces et les points à travailler en lien avec les objectifs visés;
- exploiter les activités en tenant compte des besoins, des intérêts et du vécu des apprenants.

Voici les programmes de formation de l'École :

- pour le français : Programme de français langue seconde, niveaux A, B (PFL2 – A et B), Programme de français langue seconde – niveau C (PFL2 – C).

3.1 Programmes PFL2

Les programmes pour la formation linguistique en français sont le PFL2 – A et B et le PFL2 – C de l'École. Ces programmes couvrent les niveaux de maîtrise A, B et C et permettent aux apprenants d'acquérir les compétences nécessaires pour interagir en français en milieu de travail et dans les situations de la vie quotidienne.

Le PFL2 A et B vise l'atteinte ou le maintien du niveau B et consiste en quarante (40) objectifs de formation.

Le PFL2₂ C vise l'atteinte ou le maintien du niveau C et consiste en deux (2) sessions préparatoires et en quatre (4) modules.

Les programmes comprennent du matériel d'auto-apprentissage visant à développer la compréhension auditive, la compréhension de l'écrit, l'expression écrite et la compétence orale. Ce matériel est au lien suivant :

<http://www.publications.gc.ca/site/fra/parcourir/cataloguesSpecialises.html>

Les apprenants peuvent utiliser le matériel d'auto-apprentissage à leur guise à l'extérieur des heures de formation.

3.2 Niveaux d'apprentissage

Programmes PFL2 – A, B et C	Niveaux d'apprentissage
Niveau débutant	Étape 1
	Étape 2
Niveau intermédiaire	Étape 3
	Étape 4
Niveau avancé	Étape 5
	Étape 6

4.0 Tests d'évaluation de la langue seconde (ELS)

Si un test ELS est requis pour l'apprenant, l'UD est responsable de prévoir la date et de faire les arrangements nécessaires pour que cet apprenant subisse les tests d'évaluation de la langue seconde (ELS). Ces tests sont administrés par la Commission de la fonction publique du Canada ou par les institutions qui ont reçu une délégation d'autorité de la Commission pour l'administration des tests. Une fois la date arrêtée, l'UD doit en informer l'offrant et l'apprenant.

5.0 Matériel didactique

L'offrant est responsable de l'acquisition de tout le matériel en format papier et/ou électronique qu'il juge nécessaire.

Advenant que l'offrant choisisse de fournir aux apprenants le matériel des programmes de formation en format papier, l'offrant doit leur fournir des photocopies des activités exploitées en salle de classe. Le matériel distribué aux apprenants sera leur propriété.

Advenant que l'offrant choisisse de fournir le matériel des programmes de formation en version électronique, il doit, pour ce faire, munir chaque salle de classe d'au moins un ordinateur avec un projecteur ou un téléviseur à écran plat lié à l'ordinateur avec un accès à internet.

6.0 Installations

6.1 Installations en institution fédérale

La responsabilité de fournir les locaux appropriés pour de la formation, similaires aux caractéristiques mentionnées à l'article suivant (6.2) incombe aux institutions fédérales.

6.2 Installations de l'offrant

Pour chaque apprenant, l'offrant dispensera la formation dans des installations conformément aux exigences du présent point. Si l'offrant est tenu de changer d'installations ou de salles de classe, il doit aviser immédiatement le responsable de l'offre à commandes et le RT et les nouvelles installations et salles de classe doivent répondre aux exigences des sous-articles de l'article 6.2 de la présente section.

L'offrant doit s'assurer que les installations sont conformes aux lois, politiques et normes pertinentes tant municipales que provinciales et fédérales. Il est entendu et convenu par l'offrant que le RT et/ou le responsable de l'offre à commandes peuvent visiter les installations de l'offrant en tout temps et ce, sans préavis.

L'offrant répondra à toutes les plaintes concernant les installations, soumises par écrit par le responsable de l'offre à commandes ou le RT. Cette réponse de l'offrant sera donnée au requérant au plus tard 48 heures après la réception de l'avis de la plainte.

Les installations de l'offrant seront situées, de préférence, à proximité d'un arrêt des transports en commun.

Les installations de l'offrant auront, de préférence, un stationnement gratuit pour les apprenants.

6.2.1 Salles de classe

Pour chaque formation individuelle à temps partiel, l'offrant fournira une salle de classe raisonnablement insonorisée d'un minimum de 70 pieds carrés munie de tout l'ameublement et le matériel nécessaire pour la formation linguistique, à savoir : tableau mural, tables, chaises, éclairage, chauffage et espace pour garder avec soi cartables et manteaux. Les salles de classe seront des salles fermées distinctes. L'offrant qui s'est identifié comme pouvant offrir des installations avec mesures d'adaptation doit fournir des salles de classe correspondant aux mesures d'adaptation requises pour un apprenant, tel qu'indiqué dans la commande subséquente. Les salles de classe de l'offrant devront être prêtes au moins cinq (5) jours ouvrables avant le début de la formation lorsque lesdites salles sont utilisées pour une première fois dans le cadre de cette OC.

L'offrant peut consulter le RT pour toute question relative au choix ou à l'aménagement des salles de classe de manière appropriée pour la formation linguistique.

6.2.2 Photocopieur

Un photocopieur, à impression noir et blanc, doit être mis à la disposition des apprenants, sans frais additionnels pour le Canada. Cependant, l'offrant peut, en avisant clairement les apprenants avant l'utilisation, limiter la quantité de photocopies à un maximum de 20 pages par apprenant par semaine et l'excédant pourrait être facturé aux apprenants qui utilisent ce service. Les coûts devront être clairement mentionnés au début de la formation.

L'impression de photocopies exclut le matériel que l'offrant doit mettre à la disposition de l'apprenant comme faisant partie du programme de formation.

6.2.3 Exigences écologiques

Afin de soutenir les efforts en matière d'achat écologique, l'offrant doit s'assurer que :

- toutes les imprimantes et tous les photocopieurs utilisés aux fins de la présente offre à commandes sont programmés par défaut à l'impression recto-verso et en noir et blanc et, de préférence, satisfont aux normes ENERGY STAR en matière de haut rendement énergétique ou à leurs équivalents
- le papier utilisé contient au moins 30 % de matière recyclée et/ou doit être certifié comme provenant d'une forêt gérée de manière viable
- l'encre des imprimantes et des photocopieurs provient de cartouches recyclées ou est de nature organique. Il est fortement recommandé que les cartouches d'encre utilisées puissent être retournées au fabricant pour réutilisation ou recyclage.
- des bacs à recyclage pour le papier, les journaux et les contenants de plastique et d'aluminium seront mis à la disposition des apprenants là où le service est offert et devront être vidés régulièrement, là où le service est disponible, en conformité avec les programmes de recyclage locaux.

De plus, il est souhaitable que les produits nettoyants utilisés pour ces équipements ne soient pas nocifs à l'environnement ou soient biodégradables.

Le gouvernement fédéral se réserve le droit d'effectuer des vérifications en visitant au besoin les locaux des fournisseurs afin d'assurer que les efforts en matière écologique sont maintenus.

7.0 Services de ressources spécifiques

7.1 Conseillers pédagogiques

L'offrant affectera des conseillers pédagogiques principaux dédiés. Par « dédiés » on entend l'affectation des ressources d'après les coefficients indiqués ci-dessous.

L'offrant affectera un (1) conseiller pédagogique principal au minimum pour chaque cent (100) individus à temps partiel. Sur l'approbation du RT, un enseignant peut faire un pourcentage de son travail comme conseiller pour les cours autres que les siens. Si l'offrant s'est vu attribuer plus d'une offre à commandes pour plusieurs champs de travail, il peut affecter un conseiller pédagogique principal pour plus d'un champ de travail en respectant les ratios suivants.

$$\begin{aligned} &\text{Nombre d'individus à temps plein} \div 30 \\ &+ \text{nombre de groupes à temps partiel} \div 50 \\ &+ \text{nombre d'individus à temps partiel} \div 100 \\ &= 1 \text{ pour la charge maximale d'un conseiller pédagogique} \end{aligned}$$

Par exemple, si l'offrant forme 150 individus à temps partiel, il doit affecter un conseiller pédagogique principal pour les 100 premiers groupes et un deuxième conseiller pédagogique principal pour les 50 individus restants. Le deuxième conseiller pédagogique pourra de plus avoir la responsabilité d'un maximum de 15 apprenants en formation individuelle à temps plein ou 25 groupes à temps partiel.

L'offrant doit respecter les ratios de tous les champs de travail pour lesquels il s'est vu attribuer une offre à commandes, et à la suite de quoi des commandes ont été passées.

De plus, l'offrant affectera un (1) conseiller pédagogique substitut pour chaque trois (3) conseillers pédagogiques principaux. Un conseiller pédagogique principal ne peut pas être proposé comme substitut dans le même champ de travail ou dans un autre champ de travail et vice versa. Sous l'approbation du RT, un enseignant peut faire un pourcentage de son travail comme conseiller substitut pour les cours autres que les siens.

7.1.1 Supervision du conseiller pédagogique

7.1.1.1 Rapport d'évaluation de l'enseignement (Appendice 5 – Annexe A2)

Le conseiller pédagogique doit faire au moins une (1) observation par session par ressource enseignante sous sa responsabilité pour s'assurer que les cours sont présentés conformément aux exigences du programme de formation et que les méthodes d'enseignement respectent les principes andragogiques.

Le conseiller pédagogique devra planifier des sessions d'observation de l'enseignement en salle de classe. Des sessions d'observation virtuelles (à distance) pourraient être utilisées sous l'approbation du RT et si les cours ont lieu dans des régions éloignées du lieu de travail du conseiller pédagogique. Le conseiller pédagogique pourra faire des observations additionnelles au besoin.

Pour chaque visite ou observation à distance, le conseiller pédagogique consignera ses observations dans un rapport écrit et le soumettra au RT au plus tard trois (3) jours ouvrables après la visite. Le RT pourra exiger deux visites, ou observation à distance, en salle de classe par session ou plus s'il considère que la ressource enseignante a un besoin particulier d'encadrement. Dans le cas de l'observation virtuelle de l'enseignement, le RT pourrait demander de l'information supplémentaire au besoin (par exemple, des photos des installations).

Les éléments suivants doivent être abordés dans chaque rapport :

- Utilisation efficace des programmes de formation
 - présentation claire des objectifs de formation
 - choix des activités répondant aux besoins de l'apprenant
- Explications claires et précises
- Corrections en lien avec les principes de l'éducation aux adultes
- Dynamique du groupe propice à l'apprentissage
 - participation de l'apprenant

Le RT pourra, à sa discrétion, vérifier le rapport et s'assurer que l'offrant a entrepris des mesures correctives appropriées.

Lorsque des lacunes au niveau pédagogique ont été soulevées ou observées, l'offrant doit assurer un suivi auprès de la ressource enseignante qui inclura une évaluation, en utilisant le gabarit de Rapport de l'évaluation de l'enseignement (appendice 5 de l'Annexe A2, Énoncé des travaux), suivie de :

- i. Rétroaction à la ressource enseignante suite à l'observation en salle de classe;
- ii. Mise en place d'un plan d'action pour améliorer l'enseignement dans tous les critères du Rapport où la cote obtenue est en bas de 3 et qui pourrait inclure, mais n'est pas limité à :
 - des séances de formation par le conseiller pédagogique
 - un jumelage avec une ressource enseignante d'expérience
 - du coaching
- iii. Vérification de l'atteinte des objectifs identifiés dans le plan d'action.

7.1.1.2 Réponse du conseiller pédagogique pour une intervention auprès des apprenants ou suite à une plainte

Le conseiller pédagogique fera toute intervention auprès de l'apprenant suite à sa demande ou à la demande du RT ou du chargé de projet de l'UD et fournira au chargé de projet de l'UD, s'il y a lieu, au RT, un rapport d'intervention le jour ouvrable suivant la demande.

Le conseiller pédagogique interviendra lorsque le comportement d'un apprenant (p. ex. absentéisme, retards, difficultés avec la ressource enseignante) nuira au bon fonctionnement de la formation. Il s'assurera que les pratiques pédagogiques en salle de classe sont adaptées aux besoins de l'apprenant.

Suite à une plainte, le conseiller pédagogique fournira au chargé de projet de l'UD et, sur demande au RT, un rapport détaillé sur les pratiques d'enseignement et les interventions proposées. Ce rapport sera fourni au plus tard deux (2) jours ouvrables après que le conseiller pédagogique a pris conscience de la plainte, à moins d'avis contraire de la part du RT.

7.1.1.3 Planifications et rapports

Le conseiller pédagogique s'assurera que les planifications et les rapports préparés par les ressources enseignantes sont conformes aux exigences et répondent aux besoins des apprenants. En cas de lacunes ou d'erreurs dans ces documents, le conseiller pédagogique encadrera les ressources enseignantes afin de les aider à produire des planifications et rapports adéquats. Le conseiller pédagogique doit remettre les planifications si la demande en est faite par le RT ou le chargé de projet de l'UD. Ces documents devront être remis au plus tard deux (2) jours ouvrables suivant la demande.

7.1.1.4 Session d'accueil pour les nouveaux apprenants

Le conseiller pédagogique préparera une session d'accueil aux apprenants au début de leur formation. Cette session comprendra au moins les éléments suivants : présentation du programme de formation, rôles et responsabilités de la ressource enseignante et du conseiller pédagogique. Cette session d'accueil pourra être livrée par le conseiller pédagogique ou par la ressource enseignante.

7.1.1.5 Remplacement d'un conseiller pédagogique

Dans le cas d'une nécessité de remplacer un conseiller pédagogique, l'offrant offrira un conseiller pédagogique remplaçant qui aura suivi toutes les sessions de familiarisation stipulées à l'article 7.0 de la présente section, sauf dans les trois (3) situations mentionnées à l'article 7.1. La première personne considérée pour le remplacement sera le conseiller pédagogique substitut. Si cette option n'est pas possible un autre conseiller pédagogique sera considéré pour le remplacement, sur approbation du RT. Le conseiller proposé doit suivre les prochaines sessions de familiarisation Partie 1 et 3 si ce n'est déjà fait.

7.2 Ressources enseignantes

L'offrant s'assurera que la ressource enseignante est prête à commencer les classes chaque jour de formation à l'heure de début des classes.

7.2.1 Remplacement d'une ressource enseignante

Dans le cas d'une absence soudaine d'une ressource enseignante, l'offrant doit s'assurer qu'elle

soit remplacée séance tenante. Seules les ressources enseignantes ou le conseiller pédagogique satisfaisant déjà aux exigences relatives aux études et à l'expérience, détaillées dans l'article 9.2.1 de la présente section, peuvent être des ressources enseignantes remplaçantes.

La ressource enseignante exercera également les activités de surveillance du rendement de l'apprentissage des apprenants et rédigera des rapports de session, tel qu'indiqué à l'article 9.0 de la présente section.

L'offrant informera le RT de tout remplacement de ressource enseignante.

8.0 Assurance de la qualité et mesures du rendement spécifiques

Pour tous les rapports dont il est fait mention dans cette partie et dans la partie des livrables (partie 13 de la présente section), des gabarits et des sessions de familiarisation seront offerts aux ressources enseignantes et aux conseillers pédagogiques de l'offrant.

8.1 Rapport d'absence

La ressource enseignante doit noter les heures d'absence des apprenants dans le rapport mensuel d'absence. Les absences partielles et complètes doivent être reflétées. Le rapport mensuel d'absence doit être paraphé par l'apprenant et soumis au chargé de projet de l'UD le premier jour suivant la fin de chaque mois de formation.

De plus, l'offrant communiquera avec le chargé de projet de l'UD lorsqu'un apprenant est absent trois (3) fois consécutives. L'offrant doit alors présenter un avis écrit au chargé de projet de l'UD la semaine suivant la troisième (3ième) absence consécutive au cours.

8.2 Rapport de progrès de l'apprenant (Annexe A2 – appendice 7)

La ressource enseignante doit suivre le rendement des apprenants pour procéder à une évaluation du rendement de l'apprenant à la fin de chaque période de trois (3) mois et/ou à la fin de la formation.

Le conseiller pédagogique s'assurera que le rapport de progrès dûment rempli et préparé par la ressource enseignante est transmis au chargé de projet de l'UD et, sur demande, au RT au plus tard le 10ième jour ouvrable après la fin de la période évaluée.

8.3 Surveillance du rendement de l'apprentissage et vérification de la qualité de l'enseignement

8.3.1 Surveillance de l'enseignement en salle de classe

Le RT procédera, au hasard, à des observations en salle de classe, et ce même pour la formation livrée en ministère, afin de s'assurer que la formation respecte les exigences stipulées dans cette offre à commandes et les principes andragogiques. Si l'enseignement observé n'est pas conforme à ces exigences, un suivi doit être fait par l'offrant, pouvant inclure l'inscription de la ressource enseignante à suivre de nouveau en tout ou en partie la session de familiarisation décrite à l'article 7.1.1 de la présente section. Si l'enseignement n'est pas conforme aux directives lors d'une deuxième évaluation par le RT, la ressource enseignante ne pourra plus enseigner dans le cadre de cette offre à commandes. Advenant le cas où 3 ressources enseignantes ou plus soient retirées des programmes de l'École pour cette raison au cours d'une période de 12 mois, le RT, de concert avec le responsable de l'offre à commandes, pourra prendre des mesures correctives à l'encontre de l'offrant pouvant aller jusqu'à la mise de côté de l'OC pour une ou plusieurs sessions.

9.0 Exigences relatives aux études et à l'expérience – Ressources

Toutes les ressources proposées par l'offrant doivent maîtriser la langue enseignée et maîtriser suffisamment l'autre langue officielle pour expliquer les concepts de base liés à la langue enseignée. Le conseiller pédagogique ou la ressource enseignante doit être en mesure de faire la session d'accueil (article 7.1.1.4 de la présente section) et de discuter avec les apprenants de questions liées à leur formation dans leur première langue officielle.

9.1 Conseillers pédagogiques

Pour toutes les modalités de formation, le RT (et le responsable de l'offre à commandes, s'il y a lieu) est la seule autorité qui peut vérifier et accepter les qualifications d'un conseiller pédagogique.

Les ressources proposées pour remplacer le conseiller pédagogique (principal et substitut) doivent satisfaire aux exigences de qualification obligatoires figurant ci-après. Le RT se réserve le droit de mener une entrevue et de compléter toutes autres vérifications nécessaires afin d'évaluer les ressources proposées, sans coût additionnel pour le Canada. Aucune ressource proposée ne sera affectée par l'offrant pour exécuter le travail avant d'avoir reçu une autorisation écrite du RT.

Les exigences de qualification obligatoires pour les conseillers pédagogiques ne comprennent pas les parties 1 et 2 et 3 des sessions de familiarisation sur les programmes de formation linguistique de l'École.

9.1.1 Conseillers pédagogiques principaux et substituts – Compétences obligatoires

Tous les conseillers pédagogiques (principaux et substituts) doivent détenir, au minimum, un baccalauréat d'une université canadienne reconnue. Dans les cas où les études ont été réalisées dans un établissement à l'extérieur du Canada, seule une attestation d'équivalence octroyée par une institution accréditée pour la reconnaissance d'équivalences canadiennes des titres de compétence sera acceptée. Ces institutions incluent les organismes d'évaluation des compétences du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et le Service canadien d'évaluation de documents scolaires internationaux ainsi que certains autres services d'évaluation comparative des titres de compétence reconnus pour comparer les certificats et diplômes aux normes canadiennes identifiées sur le site web de Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux à l'adresse suivante :

https://www.cicic.ca/1375/obtenir_une_evaluation_des_diplomes_d_etudes_a_des_fins_generales.canada

et l'une ou l'autre des compétences suivantes :

- a. depuis janvier 2011, un minimum de 600 heures d'expérience dans la supervision d'au moins deux (2) ressources enseignantes en même temps ayant offert des cours à temps plein et/ou temps partiel de français langue seconde aux adultes, en enseignement individuel ou de groupe,
- b. depuis janvier 2011, en tant que ressource enseignante, un minimum de 1 800 heures d'expérience de la prestation de cours à temps plein et/ou temps partiel, en français langue seconde, à des adultes, en utilisant un ou plusieurs des programmes de formation suivants :
 - le PBFT
 - le PFL2 A et B ou le PFL2 C
 - un programme utilisé par une institution postsecondaire canadienne reconnue
 - ou tout autre programme d'enseignement aux adultes du français langue seconde.

Comme preuve de scolarité, l'offrant doit présenter un document original ou une copie certifiée conforme à l'original par l'offrant ou par un commissaire à l'assermentation confirmant le niveau d'éducation de chaque conseiller pédagogique. Si original, le document sera copié par le RT et remis à l'offrant après que le processus d'évaluation des offres sera terminé.

L'offrant doit fournir l'information suivante pour confirmer l'expérience du conseiller pédagogique: nom de l'organisation cliente, nom et numéro de téléphone d'une personne contact, nombre d'heures d'expérience comme conseiller pédagogique ou comme ressource enseignante et dates de début et de fin de cette expérience.

9.2 Ressources enseignantes

Le RT (et le responsable de l'offre à commandes, s'il y a lieu) est la seule autorité qui peut vérifier et accepter les qualifications d'une ressource enseignante. Seules seront considérées comme acceptables les ressources enseignantes proposées qui remplissent les exigences de qualifications obligatoires ci-dessous.

9.2.1 Ressources enseignantes proposées pour la première fois et remplacements - Compétences obligatoires

Toutes les ressources enseignantes doivent détenir, au minimum, un baccalauréat d'une université canadienne reconnue. Dans le cas où les études ont été complétées dans un établissement à l'extérieur du Canada, seule une attestation d'équivalence octroyée par une institution accréditée pour la reconnaissance d'équivalences canadiennes des titres de compétence sera acceptée. Ces institutions incluent les organismes d'évaluation des compétences du gouvernement fédéral et des gouvernements provinciaux et le Service canadien d'évaluation de documents scolaires internationaux ainsi que certains autres services d'évaluation comparative des titres de compétence reconnus pour comparer les certificats et diplômes aux normes canadiennes identifiées sur le site web de Centre d'information canadien sur les diplômes internationaux à l'adresse

https://www.cicic.ca/1375/obtenir_une_evaluation_des_diplomes_d_etudes_a_des_fins_generales.canada

Les ressources enseignantes qui répondent à l'exigence 9.2.1 appartiennent à l'une ou l'autre des catégories suivantes :

9.2.1.1. Ressources enseignantes

Une ressource enseignante doit avoir acquis de depuis janvier 2011, l'expérience dans l'enseignement du français langue seconde aux adultes, en individuel ou en groupe, pendant un minimum de 500 heures. De plus, ces heures de formation doivent avoir été livrées en utilisant l'un ou plusieurs des programmes suivants :

- le PBFT
- le PFL2 A et B ou le PFL2 C
- un programme utilisé par une institution postsecondaire canadienne reconnue
- ou tout autre programme d'enseignement aux adultes du français langue seconde.

9.2.1.2. Ressources enseignantes en développement

Une ressource enseignante qui ne possède pas l'expérience décrite dans **9.2.1.1** ou qui est en dernière année d'un baccalauréat d'une université canadienne reconnue, sera considérée comme une ressource enseignante en développement. Elle doit être jumelée à une

ressource enseignante expérimentée jusqu'à ce que l'exigence **9.2.1.1** soit satisfaite et que les sessions de familiarisation soient complétées. Elle fera l'objet d'un suivi constant de sa progression par un conseiller pédagogique. Quand l'exigence **9.2.1.1** sera satisfaite, l'offrant informera le RT.

Toute ressource enseignante proposée pour cette OC doit être évaluée par le conseiller pédagogique de l'offrant le premier mois suivant son entrée en fonction et un rapport détaillé (Rapport d'évaluation de l'enseignement – Appendice 5) doit être présenté au RT pour étude et acceptation de la qualification de la ressource enseignante, le premier (1^{er}) jour ouvrable suivant le mois évalué.

Sur demande du RT de l'UD, l'offrant doit présenter, comme preuve de scolarité, une copie du document confirmant le niveau d'éducation de la ressource enseignante. À tout moment, le responsable de l'offre à commande pourrait exiger un document original ou une copie certifiée conforme à l'original par un commissaire à l'assermentation.

De plus, l'offrant doit fournir une attestation confirmant l'expérience de chaque ressource enseignante titulaire. L'attestation doit contenir l'information suivante : nom de l'organisation cliente, nom et numéro de téléphone d'une personne contact, nombre d'heures d'expérience comme ressource enseignante et dates de début et de fin de cette expérience.

10.0 Livrables

Tous les livrables identifiés dans la section III doivent être préparés et soumis dans la langue enseignée ou dans l'autre langue officielle si l'UD en fait la demande, et transmis par courrier électronique, dans un format compatible avec MS Word, Excel ou Adobe Acrobat Reader, au RT de l'UD spécifié dans la commande subséquente tel que déterminé dans la présente section. La section III comprend un tableau résumant tous les livrables détaillés dans la section II.

ANNEXE A2 – SECTION III

Livrables pour la formation à temps plein et à temps partiel

Livrables	L'offrant doit:
1) Rapport d'évaluation de l'enseignement (Section II, article 7.1.1.1)	Consigner les observations en salle de classe dans un rapport par mois (formation individuelle à temps plein) ou par période de trois (3) mois (formation individuelle à temps partiel). Le soumettre au responsable technique (RT) le premier jour ouvrable du mois suivant l'évaluation.
2) Réponse du conseiller pédagogique pour une intervention auprès des apprenants ou suite à une plainte (Section II, article 7.1.1.2)	Faire toute intervention auprès de l'apprenant suite à sa demande ou à la demande du RT de l'UD lorsque le comportement d'un apprenant nuit au bon fonctionnement de la formation. Soumettre le rapport au RT de l'UD le premier jour ouvrable suivant la demande. Suite à une plainte, soumettre un rapport détaillé sur les pratiques d'enseignement et les interventions proposées au plus tard deux (2) jours ouvrables après la plainte, à moins d'avis contraire de la part du RT.
3) Rapport d'absence de l'apprenant (Section II, article 8.1; pour la formation individuelle à temps plein article 8.2)	Noter les heures d'absence dans le rapport mensuel d'absence. Faire parapher le rapport mensuel d'absence par l'apprenant. Transmettre le rapport au RT de l'UD le jour ouvrable suivant la fin de chaque mois de formation (temps plein) ou au maximum 5 jours ouvrables après la fin du mois (temps partiel). Informer le RT de l'UD de toute absence, retards ou départs hâtifs à répétition et qui risquent de nuire à l'apprentissage pour la formation à temps plein et de plus de 3 fois consécutives pour la formation à temps partiel.
4) Rapport de progrès de l'apprenant (Section II, article 8.2, pour la formation individuelle à temps plein – Section II, article 8.3)	S'assurer que le rapport est dûment rempli et préparé par la ressource enseignante, à la fin de chaque mois pour la formation individuelle à temps plein ou à la fin de chaque période de trois (3) mois et à la fin de la formation pour la formation individuelle à temps partiel. Soumettre le rapport au RT de l'UD le premier (1er) jour ouvrable du mois suivant le mois évalué pour la formation individuelle à temps plein ou le 10ième jour suivant la période évaluée pour la formation individuelle à temps partiel.
5) Calendrier de formation	Préparer le calendrier de la formation et le soumettre au RT et, sur demande, à l'UD, au plus tard un jour ouvrable avant le début des services de formation.
6) Matériel didactique (Section II, article 5.0)	Faire l'acquisition du matériel des programmes de formation Le fournir à la ressource enseignante, à l'apprenant et au conseiller pédagogique
7) Documents divers (Section II, article 7.1.1.3)	Remettre toute planification, rapport ou registre ou plan de travail individuel au RT au plus tard deux (2) jours ouvrables à partir du moment de la demande.

Le RT de l'UD se réservent le droit d'analyser les livrables, signaler tout manquement de la part de l'offrant et/ou exercer un recours et/ou une mesure corrective tel que spécifié dans les Conditions générales 2035 et la clause 19 de l'offre à commandes.

ANNEXE «A2» – APPENDICE 1

Normes de qualification relatives aux langues officielles

<http://www.tbs-sct.gc.ca/gui/squn03-fra.asp>

Introduction

Les présentes normes de qualification s'appliquent aux postes qui exigent l'utilisation des deux (2) langues officielles – le français et l'anglais. Celles-ci définissent les niveaux de compétence requis pour chacune des trois (3) compétences linguistiques :

- compréhension de l'écrit dans la seconde langue officielle
- expression écrite dans la seconde langue officielle
- compétence orale dans la seconde langue officielle

Il y a deux (2) types de compétences linguistiques pour les postes bilingues :

- les compétences linguistiques générales dans la seconde langue officielle – A, B ou C
- les compétences linguistiques spécifiques exigeant la cote P

Les compétences dans les langues officielles sont déterminées de manière objective et correspondent aux fonctions et responsabilités du poste qui se rapportent aux communications avec le public, à la prestation des services et à la langue de travail.

L'outil sur le Web, intitulé [Déterminer le profil linguistique des postes bilingues](#), est à la disposition des gestionnaires pour leur permettre d'établir le profil linguistique des postes. Un rapport final imprimable présente le profil et les fonctions qui sont associés au poste en question.

Application

Les présentes normes s'appliquent à toutes les institutions énumérées aux annexes I et IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

Exigences connexes

Les institutions appliquent également les exigences suivantes:

- [Politique sur les langues officielles pour la gestion des ressources humaines](#) – pour les institutions assujetties aux parties IV, V et VI ainsi que l'article 91 de la *Loi sur les langues officielles*
- [Directive sur la dotation des postes bilingues](#) – pour les institutions assujetties à la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*
- [Directive sur l'identification linguistique des postes ou des fonctions](#) – pour les institutions assujetties aux annexes I et IV de la *Loi sur la gestion des finances publiques*

Compétences linguistiques générales dans la langue seconde

Les compétences linguistiques dans la seconde langue officielle et les niveaux de compétence sont déterminés de manière objective et doivent correspondre aux fonctions et responsabilités du poste qui se rapportent aux communications avec le public, à la prestation des services et à la langue de travail.

Les tests permettant d'évaluer le niveau requis dans les compétences générales en langue seconde – A, B ou C – en compréhension de l'écrit, expression écrite et compétence orale, sont prescrits par la Commission de la fonction publique.

Ces tests et normes s'appliquent à tous les groupes professionnels.

Il y a trois (3) niveaux de compétences linguistiques générales dans la seconde langue officielle :

- A (le plus bas)
- B
- C (le plus élevé)

Ils sont cumulatifs :

Niveau	A	B	C
Peut accomplir :	Tâches niveau A	Tâches niveau A Tâches niveau B	Tâches niveau A Tâches niveau B Tâches niveau C

Lorsqu'une compétence n'est pas exigée, un trait ("-") apparaît dans le profil linguistique au lieu d'un niveau de compétence.

Il existe aussi deux (2) autres résultats de test possibles : X et E.

Ceux qui obtiennent un X comme résultat démontrent que leur performance ne satisfait pas aux exigences minimales du niveau A.

Ceux qui obtiennent un E comme résultat sont exemptés indéfiniment de subir d'autres tests linguistiques dans cette habileté. L'exemption est accordée aux personnes dont le rendement aux tests de langue seconde indique qu'on peut présumer qu'elles conserveront indéfiniment au niveau C leur compétence dans cette langue.

L'exemption n'est pas un niveau de compétence et n'est pas utilisée dans le profil linguistique des postes bilingues.

Compréhension de l'écrit dans la seconde langue officielle – niveau de compétence A

Description de la norme

Le niveau A est le niveau minimal requis pour la compréhension de l'écrit en langue seconde pour les postes qui exigent la compréhension de textes dont la portée du sujet est limitée.

Une personne à ce niveau de lecture peut :

- bien comprendre des textes très simples;
- saisir le thème principal de textes portant sur des sujets qui lui sont familiers; et

- lire et comprendre des éléments d'information simples, tels que les dates, les chiffres ou les noms, de textes relativement plus complexes afin d'exécuter les tâches habituelles d'un emploi.

On ne doit pas s'attendre à ce que la personne puisse lire et comprendre des informations détaillées.

Exemples

Une personne à ce niveau peut lire :	<ul style="list-style-type: none">des communications internesdes lettresdes courrielsdes formulaires courants (p. ex. demandes, factures)des textes très simples
Pour :	<ul style="list-style-type: none">les classerles acheminerdégager des éléments d'information précis (p. ex. dates, chiffres, noms)traiter des demandes courantes (p. ex. demandes, commandes, factures)bien comprendre des textes très simplescomprendre le sens général de textes portant sur des sujets liés au travail, qui lui sont familiersexécuter des fonctions simples et habituelles (p. ex. comprendre des instructions pour la photocopie, commander des fournitures de bureau, lire l'ordre du jour d'une réunion)

Compréhension de l'écrit dans la seconde langue officielle – niveau de compétence B

Description de la norme

Le niveau B est le niveau minimal requis pour la compréhension de l'écrit en langue seconde pour des postes qui exigent la compréhension de la plupart des textes de nature descriptive ou factuelle portant sur des sujets liés au travail.

Une personne à ce niveau de lecture peut :

- saisir le sens général de la plupart des textes;
- en dégager des éléments d'information précis; et
- distinguer les idées principales et secondaires.

Une personne à ce niveau éprouvera de la difficulté à lire des textes comprenant des structures complexes et un vocabulaire recherché.

Exemples

Une personne à ce niveau peut exercer les activités du niveau A et peut aussi lire des textes liés au travail, tels que :	<ul style="list-style-type: none">des documents de référencedes rapportsdes articlesdes avis
--	---

Pour :	<ul style="list-style-type: none">• repérer des renseignements précis requis pour le travail• comprendre l'idée générale du contenu• s'assurer que le contenu est factuel et exact lorsque d'autres ont rédigé le texte
---------------	---

Compréhension de l'écrit dans la seconde langue officielle – niveau de compétence C

Description de la norme

Le niveau C est le niveau de compétence pour la compréhension de l'écrit en langue seconde requis pour les postes qui exigent la compréhension de textes qui traitent d'une grande diversité de sujets liés au travail.

Une personne à ce niveau de lecture peut :

- saisir la plupart des détails complexes, reconnaître les allusions et les sous-entendus; et
- bien comprendre des textes portant sur des questions spécialisées ou moins familières.

Une personne à ce niveau pourrait éprouver des difficultés à comprendre des expressions peu usuelles et des structures grammaticales très complexes.

Exemples

Une personne à ce niveau peut exercer les activités des niveaux A et B et peut aussi lire des textes liés au travail, tels que :	<ul style="list-style-type: none">• des énoncés de politique• des rapports de recherche• des rapports techniques• des livres• des contrats ou des spécifications complexes• des textes de loi ou des règlements
Pour :	<ul style="list-style-type: none">• s'assurer qu'ils sont exacts et complets• en extraire les détails permettant de décider de l'interprétation et des suites à donner• s'assurer de l'exactitude du sens et du ton lorsque d'autres ont rédigé le texte• saisir le contenu en profondeur• en évaluer les répercussions• formuler des commentaires• faire des recommandations

Expression écrite dans la seconde langue officielle – niveau de compétence A

Description de la norme

Le niveau A est le niveau minimal requis pour l'expression écrite en langue seconde pour les postes qui exigent la rédaction d'éléments d'information simples dans la langue seconde.

Une personne à ce niveau de rédaction peut :

- écrire des mots isolés, des expressions, de simples énoncés ou des questions sur des sujets très familiers en utilisant des termes qui indiquent le temps, le lieu ou la personne.

Une personne à ce niveau commettra inévitablement des erreurs de grammaire, de vocabulaire et d'orthographe. Ces erreurs sont acceptables dans la mesure où elles ne font pas obstacle à la compréhension du message.

Exemples

Une personne à ce niveau peut écrire :	<ul style="list-style-type: none">• des mots isolés• des expressions simples• de simples messages• des listes (p. ex. points, noms, activités)• des titres ou en-têtes• de courtes notes
Pour :	<ul style="list-style-type: none">• remplir un formulaire ou un rapport lié à son travail• noter des messages simples en style télégraphique• préparer un index ou une table des matières• demander et transmettre des informations simples• suivre des modèles dans des situations familières

Expression écrite dans la seconde langue officielle – niveau de compétence B

Description de la norme

Le niveau B est le niveau minimal requis pour l'expression écrite en langue seconde pour les postes qui exigent la rédaction de courts textes descriptifs ou factuels dans la langue seconde.

Une personne à ce niveau de rédaction :

- maîtrise suffisamment la grammaire et le vocabulaire pour pouvoir transmettre de l'information explicite sur des sujets reliés au travail.

Une personne à ce niveau communiquera les informations de base, mais les textes écrits exigeront certaines corrections au niveau de la grammaire et du vocabulaire, de même que la révision du style.

Exemples

<p>Une personne à ce niveau peut exercer les activités du niveau A et peut aussi rédiger des textes liés au travail, tels que :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • de brefs messages courants • de courts textes • de brèves descriptions • de brefs commentaires • de la correspondance ou des directives simples et factuelles
<p>Pour :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • adapter des modèles en ajoutant quelques mots ou en modifiant légèrement le contenu • demander ou donner des renseignements, des explications ou des directives • expliquer certains points ou demander que des mesures soient prises • formuler des observations • présenter des conclusions • résumer un texte ou une réunion dans un style télégraphique

Expression écrite dans la seconde langue officielle – niveau de compétence C

Description de la norme

Le niveau C est le niveau de compétence en expression écrite en langue seconde pour les postes exigeant la rédaction des explications ou des descriptions dans des diverses situations informelles et formelles reliées au travail.

Une personne à ce niveau de rédaction peut :

- rédiger des textes élaborés et structurés de manière cohérente.

L'emploi du vocabulaire, de la grammaire et de l'orthographe sont généralement appropriés et exigent peu de corrections. À ce niveau, la personne peut également apporter des modifications ou des corrections à des textes pour améliorer le sens, le ton, la clarté et la concision.

Exemples

<p>Une personne à ce niveau peut exercer les activités des niveaux A et B et peut aussi rédiger des textes liés au travail, tels que :</p>	<ul style="list-style-type: none"> • de la correspondance • des notes d'information • des notes de service • des rapports • des recommandations • des documents de recherche • des synthèses globales • des exposés détaillés
---	---

Pour :	<ul style="list-style-type: none">• demander ou énoncer des faits et des raisons de façon détaillée• fournir des renseignements ou des commentaires sur des questions litigieuses
---------------	--

Compétence orale dans la seconde langue officielle – niveau A

Description de la norme

Le niveau A est le niveau minimal requis pour la compétence orale en langue seconde pour les postes où il faut traiter de questions simples et répétitives dans des situations courantes reliées au travail.

Une personne conversant à ce niveau peut :

- poser des questions et répondre à des questions simples;
- donner des instructions simples;
- donner des directives peu compliquées se rapportant à des situations courantes reliées au travail.

À ce niveau, la personne commet plusieurs erreurs et présente des lacunes sur le plan de la grammaire, de la prononciation, du vocabulaire et du débit. Ces lacunes peuvent avoir une incidence sur la clarté du message. La personne peut éprouver certaines difficultés à comprendre une conversation qui se déroule à une vitesse normale et son interlocuteur pourrait avoir à répéter.

Exemples

Une personne à ce niveau peut exercer les activités suivantes :

- poser des questions et répondre à des questions simples au sujet de noms, d'adresses, de dates, d'heures ou de chiffres
- formuler des demandes à ses collègues ou à d'autres employés et répondre à des demandes portant sur des questions simples, non compliquées
- donner et suivre des directives simples
- donner des réponses ou des informations courtes, répétitives
- échanger des politesses (p. ex. merci, de rien, bonne journée)

Compétence orale dans la seconde langue officielle – niveau B

Description de la norme

Le niveau B est le niveau minimal requis pour la compétence orale pour les postes où il faut utiliser la langue seconde dans des situations qui s'écartent de la routine.

Une personne conversant à ce niveau peut :

- prendre part à une conversation sur des sujets concrets;
- décrire les mesures prises;
- donner des instructions précises aux employés;
- donner des descriptions et des explications factuelles.

Bien qu'il puisse y avoir des erreurs et lacunes sur le plan de la grammaire, de la prononciation, du vocabulaire et du débit, la communication ne s'en trouve pas sérieusement entravée.

À ce niveau, une personne pourrait avoir de la difficulté à faire face à des situations qui exigent de formuler des hypothèses.

On ne doit pas s'attendre à ce qu'elle puisse aborder des questions délicates ni comprendre ou exprimer des idées abstraites ou subtiles.

Exemples

Une personne à ce niveau peut exercer les activités du niveau A et peut aussi :

- donner et suivre des instructions et des explications claires sur la façon dont le travail doit être fait, l'information dont on a besoin, les étapes à suivre ou les options possibles
- décrire les démarches entreprises ou les événements qui sont arrivés en citant les faits
- répondre à des demandes de renseignements courantes de la part des autres employés ou du public, que ce soit par téléphone ou face à face (p. ex. sur des points tels que les services, les publications ou les mesures de dotation)
- prendre part à des réunions ministérielles ou interministérielles portant sur des questions factuelles, concrètes et non habituelles, et des réunions ou des séances de travail informelles
- présenter des exposés sur des sujets concrets et répondre à des questions de suivi factuelles
- répondre au téléphone, comprendre des demandes de renseignements simples, réacheminer les appels s'il y a lieu et/ou expliquer à d'autres comment remplir un formulaire.

Compétence orale dans la seconde langue officielle – niveau C

Description de la norme

Le niveau C est le niveau requis pour la compétence orale en langue seconde pour les postes où il faut traiter de questions délicates là où il faut l'expression des idées subtiles, abstraites ou compliquées, ou il faut aborder des questions qui, tout en étant liées au travail, ne sont pas familières.

Une personne conversant à ce niveau peut :

- appuyer une opinion; et
- discuter d'idées hypothétiques et conditionnelles.

À ce niveau, la personne ne pourra pas s'exprimer avec la même aisance et au même rythme qu'un locuteur natif. Il peut y avoir des lacunes sur le plan de la prononciation, de la grammaire et du vocabulaire, mais celles-ci entravent rarement la communication.

Exemples

Une personne à ce niveau peut exercer les activités des niveaux A et B et peut aussi :

- donner et comprendre des explications et des descriptions comportant des éléments compliqués, des questions hypothétiques ou des idées complexes et abstraites
- donner et comprendre des comptes rendus détaillés d'événements, de mesures prises ou de procédures à respecter
- expliquer des politiques, procédures, règlements, programmes et services liés à un domaine de travail et en discuter

- faire face à des situations qui exigent de persuader ou négocier, de présenter des arguments complexes et/ou d'échanger rapidement des idées dans les deux (2) langues officielles
- présenter des exposés sur des sujets complexes et répondre à des questions de suivi, et/ou mener des séances de formation
- donner des conseils aux employés ou aux clients concernant des questions délicates ou complexes
- faire partie du comité de sélection, du comité d'entrevue ou d'équipes d'évaluation dans le cadre normal de ses fonctions

ANNEXE «A2» - APPENDICE 2 ABRÉVIATIONS et ACRONYMES

CFP

Commission de la fonction publique

L'École

L'École de la fonction publique du Canada

EDT

Énoncé des travaux

ELS

Évaluation de la langue seconde

Normes de qualification des LO

Normes de qualification relatives aux langues officielles

OC

Offre à commandes

OF

Objectif de formation

PBFT

Programme de base de français au travail

PFL2 A, B et C

Programme de français langue seconde, Niveaux A, B et C

RT

Responsable technique

SHGA

Système harmonisé de gestion de l'apprentissage

TO

Training objective

TPSGC

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

UD

Utilisateur désigné

VDA

Vérification des acquis

ANNEXE «A2» – APPENDICE 3

GLOSSAIRE

Advenant une divergence de définitions entre l'Annexe A2 – Énoncé des travaux et le présent glossaire, les définitions de l'Énoncé des travaux seront considérées comme exactes.

Étape

Les programmes de formation linguistique de l'École sont divisés en 4 étapes pour les niveaux A et B et 2 étapes pour le niveau C.

Évaluation de langue seconde (ELS)

Tests qui relèvent de la Commission de la fonction publique (CFP) et qui sont administrés à la fin de la formation en français ou en anglais langue seconde afin d'évaluer les niveaux de compétence linguistique (niveaux A, B ou C), pour les habiletés de lecture, d'écriture et de compétence orale. Ces tests sont administrés à la demande du Canada uniquement.

Formation à temps partiel

Formation offerte à raison de moins de 15 heures par semaine.

Formation à temps plein

Formation offerte à raison d'entre 15 et 35 heures par semaine.

Jours fériés au gouvernement fédéral

Jours fériés reconnus par le gouvernement fédéral :

- Le jour de l'An (le 1er janvier, ou le lundi suivant cette date si le 1er janvier tombe un samedi ou un dimanche),
- le Vendredi saint,
- le lundi de Pâques,
- Fête de la Reine (le lundi précédant le 25 mai, Journée nationale des Patriotes au Québec),
- La fête du Canada (le 1er juillet, ou le lundi suivant cette date si le 1er juillet tombe un samedi ou un dimanche),
- la fête provinciale (jour férié de la province où se donne le cours)
- la fête du Travail (le 1er lundi de septembre),
- l'Action de grâces (le 2e lundi d'octobre),
- le Jour du Souvenir (le 11 novembre),
- Noël et lendemain de Noël (le 25 et le 26 décembre)

La Fête de la famille est un jour férié dans certaines provinces mais n'est pas reconnu comme jour férié par le gouvernement fédéral du Canada.

Matériel didactique

Les programmes de formation de l'École contiennent des instructions concernant la structure, le contenu, les objectifs de formation, de prestation et les autres exigences des programmes. Ces instructions sont comprises dans les « documents didactiques » de chaque programme.

Niveaux d'apprentissage

Au temps partiel, les programmes de formation sont divisés en trois (3) niveaux : débutant, intermédiaire et avancé. Le niveau d'apprentissage sera déterminé à l'aide d'une évaluation ou auto-évaluation du candidat.

Normes de qualification relatives aux langues officielles (LO)

Normes de qualification relatives aux langues officielles (voir Normes de qualification relatives aux langues officielles ci-dessous). Voir l'appendice 1 de la présente annexe.

Objectifs de formation (OF)

Objectifs d'apprentissage que les apprenants doivent atteindre pendant le programme de formation de l'École. Les objectifs font partie des programmes de formation de l'École et sont définis dans les documents didactiques.

Programme de base de français au travail (PBFT) de l'École

Ancien programme élaboré par le Centre de formation linguistique en vue d'amener les apprenants à atteindre les niveaux A, B et C et qui met l'accent sur la communication lors de l'exécution des tâches quotidiennes. Ce programme a été remplacé par le Programme de français langue seconde, PFL 2 A et B, et par le Programme de français langue seconde, PFL2 C.

Programme de français langue seconde, Niveaux A, B (PFL2 – A et B)

Programme de formation de l'École.

Programme d'approche communicative axé sur le français en milieu de travail. Ce programme est utilisé pour l'enseignement du français langue seconde aux niveaux débutant et intermédiaire (niveaux A et B).

Programme de français langue seconde, Niveau C (PFL2– C)

Programme de formation de l'École.

Programme d'approche communicative axé sur le français en milieu de travail. Ce programme est utilisé pour l'enseignement du français langue seconde au niveau avancé (niveau C).

Rythme d'apprentissage

Le rythme d'apprentissage de l'apprenant est déterminé au moment de l'évaluation pour le plan d'apprentissage linguistique par la quantité totale d'heures de formation à temps plein dont aura besoin l'apprenant pour atteindre le niveau visé.

Session

La formation de groupe est livrée sous forme de sessions. Une session correspond à une étape du programme.

ANNEXE A2 – APPENDICE 4

OBJECTIFS DES PROGRAMMES DE FORMATION DE L'ÉCOLE

La préparation au test de compétence orale a lieu après :

- la consolidation qui suit l'étape 4 (Consolidation 4) du PFL2 – A et B pour les apprenants qui visent le niveau B en français langue seconde;
- le module 4 du PFL2 – C pour les apprenants qui visent le niveau C en français langue seconde.

1. PFL2 – A et B

À la fin de chaque étape du PFL2 – A et B, il y a une session de consolidation de l'étape.

Objectifs de formation du *PFL2* – A et B

ÉTAPE 1

- OF 1 – S'identifier et identifier des personnes
- OF 2 – Identifier des objets ou des documents
- OF 3 – Exprimer des relations d'appartenance
- OF 4 – Exprimer des relations de possession
- OF 5 – Indiquer où est une personne, un objet/document, un lieu
- OF 6 – Indiquer des données chiffrées
- OF 7 – Orienter quelqu'un dans l'espace
- OF 8 – Situer un événement dans le temps
- OF 9 – Situer un événement dans le temps : passé, présent, futur
- OF 10 – Assigner des tâches
- OF 11 – Préciser comment accomplir une tâche
- OF 12 – Indiquer la répartition et une quantité non numérique

ÉTAPE 2

- OF 13 – Fournir de l'information sur un événement ou une habitude passés
- OF 14 – S'informer ou informer d'un événement
- OF 15 – S'informer ou informer d'une requête ou de l'obtention de quelque chose
- OF 16 – Faire une offre et réagir à une offre
- OF 17 – S'informer ou informer de la présence ou de la disponibilité de personnes ou de choses
- OF 18 – Exprimer une volonté, un souhait, des goûts, des préférences
- OF 19 – Évaluer des choses
- OF 20 – Évaluer des personnes
- OF 21 – (Se) renseigner sur l'application de normes et de règlements
- OF 22 – Préciser les modalités d'exécution (temps) d'un travail

ÉTAPE 3

- OF 23 – Préciser les conditions de réalisation d'un projet
- OF 24 – Situer des événements par rapport à d'autres
- OF 25 – Indiquer les étapes d'un processus
- OF 26 – Décrire des déplacements
- OF 27 – Décrire une tâche (opérations physiques)
- OF 28 – Préciser l'importance d'une directive
- OF 29 – Apprécier les capacités ou les compétences de quelqu'un
- OF 30 – Permettre ou interdire quelque chose
- OF 31 – Exprimer la volonté, le souhait
- OF 32 – Formuler des conditions

OF 33 – Exprimer un choix

ÉTAPE 4

OF 34 – Proposer des solutions à un problème
OF 35 – Faire des prévisions
OF 36 – Demander ou donner de l'information sur un projet
OF 37 – Décrire la démarche suivie dans la réalisation d'un projet
OF 38 – Exposer le pourquoi et les effets d'une action, d'un événement, d'une situation
OF 39 – Évaluer un changement proposé
OF 40 – Persuader quelqu'un de quelque chose

2. PFL2 – C

Composante du programme

ÉTAPE 5

Session préparatoire 1

Session préparatoire 2

Module 1

Module 2

ÉTAPE 6

Module 3

Module 4

APPENDICE 5 RAPPORT D'ÉVALUATION DE L'ENSEIGNEMENT

L'offrant est avisé que le RT utilise le même outil sur une base périodique pour évaluer l'enseignement. Dans le cas d'une discordance entre les résultats du RT et du conseiller pédagogique, le RT, à sa discrétion, a le droit d'exiger une rencontre avec le conseiller pédagogique afin de clarifier ces différences. Le conseiller pédagogique devra suivre les instructions données par le RT lors de cette rencontre.

Date :

Évaluation faite par
Nom :

Titre :

Offrant :

Ressource enseignante :

Groupe N°

Étape du programme :

Modalité de formation (cocher la case appropriée) :

	Groupe	Individuel
Temps plein	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Temps partiel	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Activité(s) observée(s) :

☐ PFL 2 – A et B OF : Activité : Capsule (spécifier) :

☐ PFL 2 – C Session préparatoire : ou Module : Activité :

☐ Autre (spécifier)

Premièrement, cocher les cases correspondant aux critères qui présentent des points à améliorer.

Indiquer ensuite la cote qui correspond à la performance de la ressource enseignante :

- 3** – répond à 80 % et plus des exigences
- 2*** – répond de 60 % à 79 % des exigences
- 1**** – répond à 59 % et moins des exigences

* Indiquer et commenter le ou les points à améliorer

** Indiquer les mesures à prendre par le conseiller pédagogique et la ressource enseignante pour répondre aux critères ci-après.

*** Si le critère ne s'applique pas aux activités observées, veuillez l'indiquer dans la section commentaire.

1. Les objectifs des activités à l'horaire sont présentés clairement.

La ressource enseignante :

a) établit les liens entre les activités et les objectifs de formation ☐

b) s'assure que les apprenants comprennent les objectifs de formation ☐

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

2. Les consignes sont claires.

La ressource enseignante :

a) explique les consignes et donne des exemples dans la langue seconde de l'apprenant ☐

b) vérifie et confirme la compréhension des apprenants ☐

c) apporte des précisions supplémentaires (au besoin) ☐

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

3. L'exploitation des activités est diversifiée et répond aux besoins des apprenants.

La ressource enseignante :

a) varie sa façon de présenter les activités en respectant l'objectif de formation ☐

b) fait le lien entre le vécu des apprenants et les objectifs des activités à l'horaire ☐

c) adapte les activités aux différents styles d'apprentissage des apprenants, à leurs besoins et à leurs intérêts ☐

d) donne des explications claires, précises et variées ☐

e) a recours à l'écrit de façon dosée en fonction de l'objectif de l'activité ☐

f) adapte aux besoins des apprenants le temps alloué aux activités ☐

g) utilise des documents authentiques ☐

h) exploite les activités de sorte à maximiser le temps de parole des apprenants ☐

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

4. La correction est bien dosée et respecte les principes andragogiques du traitement de l'erreur.

La ressource enseignante :

a) varie la correction en fonction de l'objectif de l'activité en lien avec la capsule à l'étude ☐

b) dose la correction en fonction des besoins de l'apprenant et de l'objectif de formation à l'étude <input type="checkbox"/>
c) limite ses interventions lors des activités de communication et corrige les erreurs qui nuisent à la clarté du message <input type="checkbox"/>
d) a recours à l'écrit lorsque le besoin s'en fait sentir <input type="checkbox"/>
e) fait un retour sur les difficultés rencontrées pendant l'activité avant de passer à l'activité suivante <input type="checkbox"/>
f) fait du renforcement positif <input type="checkbox"/>

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

5. La ressource enseignante encourage la participation des apprenants dans la classe.

La ressource enseignante :

a) sollicite la participation de tous les apprenants <input type="checkbox"/>
b) encourage les interactions spontanées et fait des liens avec les points à l'étude <input type="checkbox"/>
c) encourage les apprenants à utiliser la langue seconde en classe <input type="checkbox"/>
d) répartit le temps de parole de façon équitable entre les apprenants <input type="checkbox"/>
e) laisse la place aux apprenants pour s'exprimer le plus souvent possible <input type="checkbox"/>
f) responsabilise les apprenants face à leur apprentissage en leur déléguant certaines tâches d'animation <input type="checkbox"/>

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

6.1. Dans le PFL 2 – A et B, la ressource enseignante tient compte de la nature des capsules à l'étude (exploration, fonctions, etc.)

a) La durée de la capsule à l'étude correspond à celle prévue au programme <input type="checkbox"/>
b) La ressource enseignante respecte l'approche recommandée pour la capsule à l'étude <input type="checkbox"/>
c) La ressource enseignante présente la capsule au moment indiqué au programme <input type="checkbox"/>
d) Les activités retenues correspondent aux besoins des apprenants <input type="checkbox"/>
e) La ressource enseignante utilise judicieusement les outils d'apprentissage en ligne. <input type="checkbox"/>

f) L'objectif de l'activité est atteint. ☐

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

6.2. Dans le PFL 2 – C, la ressource enseignante tient compte de la nature des activités prévues au programme.

La ressource enseignante :

a) présente le déroulement des activités prévues en respectant les pratiques pédagogiques recommandées au programme ☐

b) explique clairement les consignes pour les activités à réaliser et confirme la compréhension de celles-ci par les apprenants ☐

c) donne une rétroaction ciblée aux apprenants ☐

d) utilise judicieusement les outils d'apprentissage en ligne ☐

e) s'assure que les apprenants participent aux discussions et réemploient les éléments vus ☐

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

7. La ressource enseignante crée une dynamique propice à l'apprentissage dans le groupe.

La ressource enseignante

a) démontre une attitude positive envers le programme enseigné ☐

b) stimule l'intérêt des apprenants dans sa manière d'aborder les activités ☐

c) choisit des activités pertinentes et variées ☐

d) tient compte des situations qui se présentent dans la classe (fatigue, demandes imprévues, commentaires) et ajuste en conséquence les activités planifiées ☐

e) permet aux apprenants d'expérimenter et de développer leurs propres stratégies ☐

f) a recours à la première langue officielle des apprenants au besoin ☐

Cote : 1 / 2 / 3

Commentaires / Points à améliorer

8. Observations et commentaires sur le groupe

Les apprenants :

a) progressent et se situent sensiblement au même niveau <input type="checkbox"/>
b) prennent la parole spontanément <input type="checkbox"/>
c) posent des questions <input type="checkbox"/>
d) participent activement <input type="checkbox"/>
e) utilisent leur langue seconde dans la classe <input type="checkbox"/>
f) contribuent à créer une ambiance propice à l'apprentissage <input type="checkbox"/>

Commentaires de l'évaluateur :

APPENDICE 6

CONTENU MINIMAL DES SESSIONS DE FORMATION MAISON (article 7.1, section II)

Contenu minimal que le conseiller pédagogique doit transmettre aux ressources enseignantes pour qu'elles puissent enseigner les programmes de l'École en attendant de suivre les sessions de familiarisation offertes par l'École.

Le conseiller pédagogique doit s'assurer que la ressource enseignante soit en mesure d'utiliser ou de produire les éléments suivants :

1. Composantes du PFL2 – A et B, du PFL2 – C ou du CEWP ou programme équivalent : matériel de salle de classe et d'auto-apprentissage
2. Encadrement des apprenants et techniques d'enseignement : approche communicative et principes andragogiques
3. Exploitation des activités en salle de classe : capsules, objectifs, adaptation aux besoins des apprenants
4. Planification hebdomadaire
5. Plan de travail personnalisé
6. Rôles et responsabilités : apprenant, ressource enseignante, conseiller pédagogique
7. Rapports d'absence, de progrès / de fin de session / de recommandation

APPENDICE 7 RAPPORT DE PROGRÈS

1. Gabarit pour la formation individuelle à temps plein

En français, ce document est rédigé au masculin pour en faciliter la lecture.

Nom / Name		Ministère / Department	
Mois / Month			
OF / TO Module/Phase		École / School	

Évaluation globale / Overall assessment

Ce mois-ci, l'apprenant / This month, the learner :

1. A atteint les objectifs actuels du programme / Has achieved the current program objectives.
2. A presque atteint les objectifs actuels du programme / Has almost achieved the current program objectives.
3. A progressé mais n'a pas atteint les objectifs actuels du programme / Has progressed but has not achieved the current program objectives.
4. N'a pas progressé de façon significative / Has not made significant progress.
5. Groupe de reprise / Make-up group

Remarques / Comments

Apprenant / Learner
Ce rapport m'a été expliqué clairement et j'en comprends le contenu / I understand all of the above points which have been explained to me clearly.
Commentaires / Comments

Ressource enseignante / Teacher :

Date :

Conseiller pédagogique / Pedagogical Officer :

Date :

2. Gabarit pour la formation individuelle à temps partiel

En français, ce document est rédigé au masculin pour en faciliter la lecture.

Nom / Name		Ministère / Department	
Niveau / Level	débutant / beginner intermédiaire / intermediate avancé / advanced	École / School Période évaluée / Period Assessed	

Évaluation globale / Overall assessment :

Remarques / Comments :

Date :

ANNEXE B

BASE DE PAIEMENT

1.0 Services professionnels

L'offrant sera payé selon le taux horaire ferme tout compris par apprenant ci-dessous et devra comprendre au minimum :

- 1) préparation et fourniture des produits livrables;
- 2) travail de la ressource enseignante et du conseiller pédagogique;
- 3) installations de l'offrant si applicable;
- 4) autres frais engagés par les ressources de l'offrant pour effectuer les travaux;
- 5) temps de préparation des cours par la ressource enseignante;
- 6) frais d'impression jusqu'à un maximum de 50 pages par mois par apprenants;
- 7) acquisition du matériel didactique;
- 8) mise en cours (création) des cours de groupes pour les champs de travail – formation de groupe;
- 9) pause-café de la ressource enseignante et du conseiller pédagogique;
- 10) coûts directs, coûts indirects, frais généraux d'administration ainsi que le profit.

Champs de travail 3, 7A et 9A :

Taux horaire ferme tout compris par apprenant	Champ de travail	Période initiale (12 mois) Du ____ au ____	Période de prolongation 1 Du ____ au ____	Période de prolongation 2 Du ____ au ____
	3			
	7A			
	9A			

Champs de travail 4, 7B et 9B :

Taux horaire ferme tout compris par apprenant	Champ de travail	Période initiale (12 mois) Du ____ au ____	Période de prolongation 1 Du ____ au ____	Période de prolongation 2 Du ____ au ____
	4			
	7B			

	9B			
--	----	--	--	--

2.0 Frais d'annulation et de report

Conformément à l'article 14 et 15 de la partie 7A, « Annulation et report de la formation avant le début de la formation » et « Annulation de la formation après le début de la formation » pour tous les champs de travail, les frais d'annulation suivants seront appliqués pour chaque apprenant pour lequel une annulation ou report de formation est demandée :

2.1 Avant le début de la formation

Format de la formation	Si préavis d'au moins :	L'entrepreneur sera payé l'équivalent de
Temps partiel groupe	∞ 10 jours ouvrables	0 \$
	< 10 jours ouvrables	Le nombre d'heures prévues d'enseignement tel qu'indiqué dans la commande subséquente pour les 10 premiers jours ouvrables jusqu'à concurrence de la valeur initiale de la commande subséquente.
Temps plein individuel	∞ 10 jours ouvrables	0 \$
	< 10 jours ouvrables	100 % de la valeur initiale de la commande subséquente
Temps partiel individuel	∞ 10 jours ouvrables	0 \$
	< 10 jours ouvrables	Le nombre d'heures prévues d'enseignement tel qu'indiqué dans la commande subséquente pour les 10 premiers jours ouvrables jusqu'à concurrence de la valeur initiale de la commande subséquente.

2.2 Après le début de la formation

Format de la formation	Si préavis d'au moins :	L'entrepreneur sera payé l'équivalent de
Temps partiel groupe	Avec ou sans préavis	100 % de la valeur initiale de la commande subséquente
Temps plein individuel	Avec ou sans préavis	100 % de la valeur initiale de la commande subséquente
Temps partiel individuel	∞ 10 jours ouvrables	0 \$
	< 10 jours ouvrables	Le nombre d'heures prévues d'enseignement tel qu'indiqué dans la commande subséquente pour les 30 premiers jours ouvrables jusqu'à concurrence de la valeur initiale de la commande subséquente.

2.3 Formation de groupe

- 2.3.1 Aucun ajout d'apprenants ne sera accepté par le Canada sans l'approbation du responsable technique après le début de la formation à moins que la capacité de

l'entrepreneur, les dimensions de la salle de classe et la base de paiement soient respectées. Par exemple, à la suite de l'émission d'une commande subséquente, le Canada attribue à un entrepreneur ayant une capacité maximale de 5 apprenants, un groupe-classe de 4 apprenants. Un ajout de 2 apprenants est demandé par l'utilisateur désigné pour cette même commande subséquente, ce qui augmenterait le groupe à 6 apprenants. Cet ajout sera refusé puisque la capacité de l'entrepreneur, la dimension de la salle et la base de paiement ne seraient plus respectées.

- 2.3.2 Un remplacement d'apprenant sera accepté par le Canada avec approbation du responsable technique à la suite d'une annulation après le début de la formation si l'apprenant substitut est du même niveau que l'apprenant remplacé (le candidat devra démontrer qu'il est du même niveau que l'apprenant remplacé en fournissant un plan d'apprentissage en vigueur pour [formation à temps plein] ou le formulaire d'auto-évaluation [formation à temps partiel]).

2.4 Formation individuelle

- 2.4.1 Absences imprévues : Le Canada paiera l'offrant pour toutes absences imprévues d'un apprenant qui n'auront pas fait l'objet d'un préavis d'au moins 48 heures à l'avance et ces périodes d'absences ne pourront pas être reportées à la fin de la formation à moins qu'elles soient autorisées par le chargé de projet de l'utilisateur désigné par l'entremise d'une modification à la commande subséquente.

- 2.5 Dans tous les cas, si la formation est reportée par l'offrant, le Canada ne paiera aucuns frais, ni aucune pénalité à l'entrepreneur. Toutefois, si le report de la formation est moins de dix (10) jours ouvrables du début de la formation et après avoir reporté la formation, l'utilisateur désigné décide d'annuler la formation avant le début de la formation, les frais d'annulation d'un préavis de moins de dix (10) jours ouvrables s'appliquent.

- 2.6 Dans tous les cas, aucuns autres frais ni aucune autre compensation de quelque nature que ce soit ne seront payables par le Canada.

3.0 Déplacements et subsistance

Le Canada ne paiera pas directement les frais de déplacement et de subsistance engagés par l'entrepreneur, ou par les employés qu'il propose, en raison de leurs déplacements, voire même déménagement, pour fins de l'exécution des travaux.

- 4.0 La TPS est exclue des montants ci-dessus, le cas échéant.
- 5.0 Tous les produits livrables sont FAB destination, droits de douane canadiens inclus, s'il y a lieu.

ANNEXE C

PROFIL DE L'ENTREPRENEUR ET AIDE À LA DEMANDE DE DISPONIBILITÉ

PARTIE 1 : PROFIL DE L'ENTREPRENEUR (Sera identifié à l'attribution des offres à commandes)

Raison sociale :

Adresse :

Personne-ressource :

Téléphone :

Télécopieur :

Numéro sans frais :

Courriel :

PARTIE 2 : ZONES GÉOGRAPHIQUES OÙ LES SERVICES SONT OFFERTS

	Formation chez l'offrant*	Formation en institution fédérale
Zone géographique 1 : _district régional du Grand Vancouver		
Zone géographique 2 : district régional de la vallée du Fraser		
Zone géographique 3 : Victoria		
Zone géographique 4 : Nanaimo		

*** POUR LA FORMATION DANS LES LOCAUX DE L'OFFRANT UNIQUEMENT : SERVICES DISPONIBLES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE (Les zones cochées indiquent que l'offrant a des installations avec un accès aux services suivants)**

Services	Zone 1	Zone 2	Zone 3	Zone 4
Salles de classe que l'offrant munira d'un ordinateur par apprenant.				
Accès à internet sans fil dans les installations de l'offrant.				
Salle fermée distincte et réservée à l'apprentissage assisté par ordinateur située dans les mêmes installations que les classes. Cette salle aura au moins cinq postes de travail opérationnels séparés par des cloisons mesurant au moins quatre pieds de hauteur pour assurer l'intimité de chaque apprenant, et l'équipement opérationnel satisfaisant aux exigences techniques indiquées dans l'Énoncé des travaux				
Les salles de classe proposées par l'offrant sont desservies par une aire de stationnement gratuit ou payant, à une distance d'un maximum de 0,5 km de l'installation proposée.				
Les salles de classe proposées par l'offrant sont situées à une distance d'un maximum de 0,5 km d'un arrêt des transports en commun.				

Les salles de classe proposées pour les groupes donnent un accès direct à la lumière du jour.				
Au moins une des installations donne accès aux personnes à mobilité réduite.				
Au moins une installation offre un espace destiné aux repas, à l'extérieur des salles de classe qui comprend un réfrigérateur et un four à micro-ondes.				

Si l'offrant est en mesure de fournir, sans frais additionnels pour le Canada et conformément à la Base de paiement prévue à l'Annexe B, des services de formation linguistique à l'extérieur des zones géographiques spécifiées tout en demeurant dans la province de la Colombie-Britannique, il doit l'indiquer dans son offre à la Partie 2 de l'Annexe C, directement dans le formulaire.

PARTIE 3 : AIDE À LA DEMANDE DE DISPONIBILITÉ

La présente est un modèle que le client peut utiliser pour s'informer de la disponibilité des services avant de présenter une commande subséquente. Ce document et la réponse fournie doivent être versés au dossier.

Date de la demande :
Nom de la personne-ressource :
Numéro de téléphone de la personne-ressource :
Numéro de télécopieur de la personne-ressource :

Nom de l'offrant :
Numéro de télécopieur de l'entrepreneur :
Réponse demandée d'ici le : _____ à _____

Zones(s) géographique(s): _____

Formation demandée :

- ☐ Champ de travail 3 : Formation de groupe à temps partiel, en français, chez l'offrant
- ☐ Champ de travail 4 : Formation de groupe à temps partiel, en français, en institution fédérale
- ☐ Champ de travail 7A : Formation individuelle à temps plein en français chez l'offrant
- ☐ Champ de travail 7B : Formation individuelle à temps plein en français en institution fédérale
- ☐ Champ de travail 9A : Formation individuelle à temps partiel, en français, chez l'offrant
- ☐ Champ de travail 9B : Formation individuelle à temps partiel, en français, en institution fédérale

Délai de réponse : _____

Autres éléments : _____

Solicitation No. - N° de l'invitation
EZ156-190001/A
Client Ref. No. - N° de réf. du client

Amd. No. - N° de la modif.
File No. - N° du dossier

Buyer ID - Id de l'acheteur
van 524
CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

ANNEXE D

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ

ANNEXE E de la PARTIE 3 de la DEMANDE D'OFFRES À COMMANDES

INSTRUMENTS DE PAIEMENT ÉLECTRONIQUE

L'offrant accepte d'être payé au moyen de l'un des instruments de paiement électronique suivants :

- ☐ carte d'achat VISA;
- ☐ carte d'achat MasterCard;
- ☐ dépôt direct (national et international);
- ☐ échange de données informatisées (EDI);
- ☐ virement télégraphique (international seulement).

ANNEXE F

EXIGENCES DE RAPPORT DE L'OFFRE À COMMANDES

Les fournisseurs doivent présenter un rapport trimestriel sur les activités de la commande subséquente ou du contrat. Les documents comprennent les éléments suivants sans toutefois s'y limiter :

1. Le numéro de l'offre à commandes ;
2. Le nom du fournisseur;
3. La période visée par le rapport;
4. Le numéro de la commande subséquente pour chaque commande subséquente, y compris les modifications;
5. Le ministère client;
6. L'autorité contractante;
7. La date de la commande subséquente;
8. La période de la commande subséquente;
9. Les articles acquis et les services fournis;
10. La valeur de la commande subséquente et du contrat, la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée incluse, selon le cas.

EZ156-190001/A Pièce jointe 2 de la Partie 3

CETTE OFFRE EST SOUMISE POUR LA ZONE GÉOGRAPHIQUE SUIVANTE :

- ☐ Zone géographique 1 : district régional du Grand Vancouver
- ☐ Zone géographique 2 : district régional de la vallée du Fraser
- ☐ Zone géographique 3 : Victoria
- ☐ Zone géographique 4 : Nanaimo

Champ de travail 3 Formation de groupe à temps partiel en français chez l'offrant					
Colonne A	Colonne B	Colonne C	Colonne D	Colonne E	Colonne F (C x D x E)
Période	Nombre d'apprenants par groupe	Taux horaire fixe tout compris (\$) par apprenant	Estimations pour fins d'évaluation (basée sur une session d'une durée de 2 heures/semaine x 12 semaines)	Estimation annuelle (nombre d'étudiants)	Total multiplié (\$)
Période initiale (12 mois à compter de la date d'émission de l'offre à commandes)					
I. 12 mois de la période initiale	3 à 6		24	12	\$
Périodes de prolongation					
II. Année 1 de la période	3 à 6		24	12	\$
III. Année 2 de la période	3 à 6		24	12	\$
Total de la période initiale et des deux périodes de prolongation					\$
(I. + II. + III.) de la colonne F) - PRIX TOTAL					

EZ156-190001/A Pièce jointe 2 de la Partie 3

CETTE OFFRE EST SOUMISE POUR LA ZONE GÉOGRAPHIQUE SUIVANTE :

- ☐ Zone géographique 1 : district régional du Grand Vancouver
- ☐ Zone géographique 2 : district régional de la vallée du Fraser
- ☐ Zone géographique 3 : Victoria
- ☐ Zone géographique 4 : Nanaimo

Champ de travail 4 Formation de groupe à temps partiel en français en institution fédérale					
Colonne A	Colonne B	Colonne C	Colonne D	Colonne E	Colonne F (C x D x E)
Période	Nombre d'apprenants par groupe	Taux horaire fixe tout compris (\$) par apprenant	Estimations pour fins d'évaluation (basée sur une session d'une durée de 2 heures/semaine x 12 semaines)	Estimation annuelle (nombre d'étudiants)	Total multiplié (\$)
Période initiale (12 mois à compter de la date d'émission de l'offre à commandes)					
I. 12 mois de la période initiale	3 à 6		24	12	\$
Périodes de prolongation					
II. Année 1 de la période	3 à 6		24	12	\$
III. Année 2 de la période	3 à 6		24	12	\$
Total de la période initiale et des deux périodes de prolongation					\$
(I. + II. + III.) de la colonne F) - PRIX TOTAL					

EZ156-190001/A Pièce jointe 2 de la Partie 3

CETTE OFFRE EST SOUMISE POUR LA ZONE GÉOGRAPHIQUE SUIVANTE :

- ☐ Zone géographique 1 : district régional du Grand Vancouver
- ☐ Zone géographique 2 : district régional de la vallée du Fraser
- ☐ Zone géographique 3 : Victoria
- ☐ Zone géographique 4 : Nanaimo

Champ de travail 7A Formation de groupe à temps partiel en français chez l'offrant					
Colonne A	Colonne B	Colonne C	Colonne D	Colonne E	Colonne F (C x D x E)
Période	Nombre d'apprenants par groupe	Taux horaire fixe tout compris (\$) par apprenant	Estimations pour fins d'évaluation (basée sur une session d'une durée de 30 heures/semaine x 12 semaines)	Estimation annuelle (nombre d'étudiants)	Total multiplié (\$)
Période initiale (12 mois à compter de la date d'émission de l'offre à commandes)					
I. 12 mois de la période initiale	1		360	12	\$
Périodes de prolongation					
II. Année 1 de la période	1		360	12	\$
III. Année 2 de la période	1		360	12	\$
Total de la période initiale et des deux périodes de prolongation					\$
(I. + II. + III.) de la colonne F) - PRIX TOTAL					

EZ156-190001/A Pièce jointe 2 de la Partie 3

CETTE OFFRE EST SOUMISE POUR LA ZONE GÉOGRAPHIQUE SUIVANTE :

- ☐ Zone géographique 1 : district régional du Grand Vancouver
- ☐ Zone géographique 2 : district régional de la vallée du Fraser
- ☐ Zone géographique 3 : Victoria
- ☐ Zone géographique 4 : Nanaimo

Champ de travail 7B Formation de groupe à temps partiel en français en institution fédérale					
Colonne A	Colonne B	Colonne C	Colonne D	Colonne E	Colonne F (C x D x E)
Période	Nombre d'apprenants par groupe	Taux horaire fixe tout compris (\$) par apprenant	Estimations pour fins d'évaluation (basée sur une session d'une durée de 30 heures/semaine x 12 semaines)	Estimation annuelle (nombre d'étudiants)	Total multiplié (\$)
Période initiale (12 mois à compter de la date d'émission de l'offre à commandes)					
I. 12 mois de la période initiale	1		360	12	\$
Périodes de prolongation					
II. Année 1 de la période	1		360	12	\$
III. Année 2 de la période	1		360	12	\$
Total de la période initiale et des deux périodes de prolongation					\$
(I. + II. + III.) de la colonne F) - PRIX TOTAL					

EZ156-190001/A Pièce jointe 2 de la Partie 3

CETTE OFFRE EST SOUMISE POUR LA ZONE GÉOGRAPHIQUE SUIVANTE :

- ☐ Zone géographique 1 : district régional du Grand Vancouver
- ☐ Zone géographique 2 : district régional de la vallée du Fraser
- ☐ Zone géographique 3 : Victoria
- ☐ Zone géographique 4 : Nanaimo

Champ de travail 9A Formation de groupe à temps partiel en français chez l'offrant					
Colonne A	Colonne B	Colonne C	Colonne D	Colonne E	Colonne F (C x D x E)
Période	Nombre d'apprenants par groupe	Taux horaire fixe tout compris (\$) par apprenant	Estimations pour fins d'évaluation (basée sur une session d'une durée de 10 heures/semaine x 12 semaines)	Estimation annuelle (nombre d'étudiants)	Total multiplié (\$)
Période initiale (12 mois à compter de la date d'émission de l'offre à commandes)					
I. 12 mois de la période initiale	1		120	12	\$
Périodes de prolongation					
II. Année 1 de la période	1		120	12	\$
III. Année 2 de la période	1		120	12	\$
Total de la période initiale et des deux périodes de prolongation					\$
(I. + II. + III.) de la colonne F) - PRIX TOTAL					

EZ156-190001/A Pièce jointe 2 de la Partie 3

CETTE OFFRE EST SOUMISE POUR LA ZONE GÉOGRAPHIQUE SUIVANTE :

- ☐ Zone géographique 1 : district régional du Grand Vancouver
- ☐ Zone géographique 2 : district régional de la vallée du Fraser
- ☐ Zone géographique 3 : Victoria
- ☐ Zone géographique 4 : Nanaimo

Champ de travail 9B Formation de groupe à temps partiel en français en institution fédérale					
Colonne A	Colonne B	Colonne C	Colonne D	Colonne E	Colonne F (C x D x E)
Période	Nombre d'apprenants par groupe	Taux horaire fixe tout compris (\$) par apprenant	Estimations pour fins d'évaluation (basée sur une session d'une durée de 10 heures/semaine x 12 semaines)	Estimation annuelle (nombre d'étudiants)	Total multiplié (\$)
Période initiale (12 mois à compter de la date d'émission de l'offre à commandes)					
I. 12 mois de la période initiale	1		120	12	\$
Périodes de prolongation					
II. Année 1 de la période	1		120	12	\$
III. Année 2 de la période	1		120	12	\$
Total de la période initiale et des deux périodes de prolongation					\$
(I. + II. + III.) de la colonne F) - PRIX TOTAL					



SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)
LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE

1. Originating Government Department or Organization Ministère ou organisme gouvernemental d'origine PUBLIC WORKS AND GOVERNMENT SERVICES CANADA		2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction PACIFIC REGION	
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work - Brève description du travail LANGUAGE TRAINING SERVICES FOR FEDERAL GOVERNMENT DEPARTMENTS AND AGENCIES IN PACIFIC REGION			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. Indicate the type of access required - Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p.ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciales sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	
Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>			
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>		NATO SECRET NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
SECRET SECRET <input type="checkbox"/>		COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>			
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>			
		PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>	
		PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>	
		CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	
		SECRET SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	
		TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>	



PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS?
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité : ☒ No ☐ Yes
Non Oui
9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets:
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate?
Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel : ☒ No ☐ Yes
Document Number / Numéro du document : Non Oui

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis
- | | | | |
|---|---|---|--|
| <input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS
COTE DE FIABILITÉ | <input type="checkbox"/> CONFIDENTIAL
CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> SECRET
SECRET | <input type="checkbox"/> TOP SECRET
TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> TOP SECRET - SIGINT
TRÈS SECRET - SIGINT | <input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL
NATO CONFIDENTIEL | <input type="checkbox"/> NATO SECRET
NATO SECRET | <input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET
COSMIC TRÈS SECRET |
| <input type="checkbox"/> SITE ACCESS
ACCÈS AUX EMPLACEMENTS | | | |
- Special comments:
Commentaires spéciaux : _____
- NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.
REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
If Yes, will unscreened personnel be escorted:
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



PART C (continued) / PARTIE C (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form online (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire en ligne (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	Confidential Confidentiel	Secret	Top Secret Très Secret	NATO Restricted NATO Diffusion Restreinte	NATO Confidential	NATO Secret	COSMIC Top Secret COSMIC Très Secret	Protected Protégé			Confidential Confidentiel	Secret	Top Secret Très Secret
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens																
Production																
IT Media Support TI																
IT Link Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée.

12. b) Will the document attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?
La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No
Non ☐ Yes
Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).
Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Albert Yamamoto

Title - Titre

Supply Specialist

Signature

Albert Yamamoto

Telephone no. - N° de téléphone

(604) 562-8773

Facsimile - Télécopieur

(604) 775-7526

E-mail address - Adresse courriel

albert.yamamoto@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Date

2018-10-05

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Liza Wong

Title - Titre

Regional Chief, Security

Signature

wong, liza

Digitally signed by wong, liza
Date: 2018.10.11 10:57:56 -07'00'

Telephone no. - N° de téléphone

(604) 775-6639

Facsimile - Télécopieur

() -

E-mail address - Adresse courriel

Date

10/10/2018

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?



No
Non



Yes
Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Albert Yamamoto

Title - Titre

Supply Specialist

Signature

Albert Yamamoto

Telephone no. - N° de téléphone

(604) 562-8773

Facsimile - Télécopieur

(604) 775-7526

E-mail address - Adresse courriel

albert.yamamoto@pwgsc-tpsgc.gc.ca

Date

2018-10-05

17. Contracting Security Authority / Autorisé contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Lecompte, Denis

Digitally signed by Lecompte, Denis
Date: 2018.10.12 14:56:06 -04'00'

Telephone no. - N° de téléphone

() -

Facsimile - Télécopieur

() -

E-mail address - Adresse courriel

Date